



Résultats de la Banque Royale du Canada pour le deuxième trimestre de 2009

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes les accompagnant dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Le 29 mai 2009 – Le bénéfice de la Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009 a subi l'incidence d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars annoncée précédemment. Par conséquent, RBC a déclaré une perte nette de 50 millions de dollars et un bénéfice net ajusté de 950 millions⁽¹⁾, en hausse de 2 % par rapport à 928 millions à l'exercice précédent. La charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition constitue un élément hors trésorerie qui n'a aucune incidence sur l'exploitation courante des activités ni sur nos ratios de capital. Nos résultats ont également été touchés par les pertes liées au contexte du marché et la dotation à la provision générale mentionnées ci-dessous. Le secteur Services bancaires canadiens a affiché une croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, et le secteur Marchés des Capitaux a enregistré un solide bénéfice en tirant parti des conditions du marché.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

- Perte nette de 50 millions de dollars (en baisse par rapport à un bénéfice net de 928 millions)
- Bénéfice net ajusté de 950 millions de dollars ⁽¹⁾
- Perte diluée par action de 0,07 \$ (en baisse par rapport à un bénéfice dilué par action de 0,70 \$)
- Bénéfice par action ajusté de 0,63 \$ ⁽¹⁾
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de (1,4) % (en baisse par rapport à 15,7 %)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 12,0 % ⁽¹⁾
- Ratio du capital de première catégorie de 11,4 %

Premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2008

- Bénéfice net de 1 003 millions de dollars (en baisse par rapport à 2 173 millions)
- Bénéfice net ajusté de 2 003 millions de dollars ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le calcul des mesures ajustées ne tient pas compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

- Bénéfice dilué par action de 0,65 \$ (en baisse par rapport à 1,64 \$)
- Bénéfice par action ajusté de 1,36 \$ ⁽¹⁾
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 6,2 % (en baisse par rapport à 18,6 %)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 13,0 % ⁽¹⁾

Éléments qui ont influé sur les résultats du deuxième trimestre de 2009

- La charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, annoncée précédemment le 16 avril 2009, s'est traduite par une diminution de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) du résultat net et de 0,71 \$ du résultat par action.
- Les pertes liées au contexte du marché ont donné lieu à une diminution de 296 millions de dollars du résultat net et de 0,21 \$ du résultat par action.
- La dotation à la provision générale s'est traduite par une diminution de 146 millions de dollars du résultat net et de 0,10 \$ du résultat par action.

Table des matières

1 Faits saillants du deuxième trimestre	9 Résultats d'exploitation	25 Situation financière
2 Rapport de gestion	11 Questions et contrôles comptables	25 Bilan consolidé condensé
2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12 Opérations entre apparentés	26 Arrangements hors bilan
3 Vue d'ensemble	12 Analyse des résultats trimestriels et des tendances	29 Gestion du risque, du capital et des liquidités
3 Aperçu de la Banque Royale du Canada	14 Résultats des secteurs d'exploitation	29 Risque de crédit
4 Faits saillants financiers et autres	14 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	35 Risque de marché
5 Examen de la conjoncture économique et perspectives	14 Services bancaires canadiens	36 Gestion du capital
5 Rendement financier	16 Gestion de patrimoine	38 Risque d'illiquidité et de financement
5 Vue d'ensemble	17 Assurances	39 Information financière supplémentaire
6 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	19 Services bancaires internationaux	39 Incidence du contexte du marché
9 Rendement financier	21 Marchés des Capitaux	45 États financiers consolidés inter-médiaires (non vérifié)
	22 Services de soutien généraux	49 Notes complémentaires (non vérifié)
	23 Résultats par secteur géographique	83 Renseignements aux actionnaires

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2009 et pour le trimestre et le semestre terminés à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2009. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2008 aux actionnaires (rapport annuel 2008). Ce rapport de gestion est daté du 28 mai 2009. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2008, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com, et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider nos détenteurs de titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2008 aux actionnaires; l'incidence du contexte du marché, y

compris l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers ainsi que le manque de liquidités sur certains marchés du crédit, de même que notre capacité de gérer efficacement nos liquidités et nos ratios de capital ainsi que de mettre en œuvre des mesures efficaces de gestion du risque; la conjoncture économique générale, y compris la conjoncture de récession au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées à nos cotes de crédit; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités du présent rapport, ainsi que dans notre rapport annuel 2008 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et elle est l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale en matière de capitalisation boursière. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine et d'actifs, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 80 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 53 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	6 761 \$	6 941 \$	4 954 \$	13 702 \$	10 601 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	974	747	349	1 721	642
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	958	1 076	548	2 034	1 164
Frais autres que d'intérêt	3 575	3 622	2 970	7 197	6 090
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	1 000	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	254	1 496	1 087	1 750	2 705
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	581 \$	696 \$	604 \$	1 277 \$	1 277 \$
Gestion de patrimoine	126	128	182	254	363
Assurances	113	112	104	225	193
Services bancaires internationaux	(1 126)	(144)	38	(1 270)	69
Marchés des Capitaux	420	225	13	645	317
Services de soutien généraux	(164)	36	(13)	(128)	(46)
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Principales données financières					
Bénéfice (perte) par action – de base	(0,07)\$	0,74 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,66 \$
Bénéfice (perte) par action – dilué	(0,07)\$	0,73 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,64 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	(1,4)%	13,8 %	15,7 %	6,2 %	18,6 %
Rendement du capital de risque (2)	(2,3)%	21,5 %	26,0 %	9,7 %	30,8 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,71 %	1,57 %	1,37 %	1,64 %	1,37 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,06 %	0,80 %	0,54 %	0,93 %	0,49 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,45 %	1,19 %	0,70 %	1,45 %	0,70 %
Ratios de capital et coefficients					
Ratio du capital de première catégorie	11,4 %	10,6 %	9,5 %	11,4 %	9,5 %
Ratio du capital total	13,3 %	12,5 %	11,4 %	13,3 %	11,4 %
Coefficient actif/capital	16,3X	17,5X	20,2X	16,3X	20,2X
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (4)	7,9 %	7,5 %	7,0 %	7,9 %	7,0 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	680 323 \$	713 176 \$	627 471 \$	680 323 \$	627 471 \$
Valeurs mobilières	176 555	172 182	175 352	176 555	175 352
Prêts de détail (5)	193 195	192 988	181 802	193 195	181 802
Prêts de gros (5)	87 389	92 941	77 822	87 389	77 822
Actifs liés aux dérivés	123 259	144 376	71 743	123 259	71 743
Dépôts	411 827	422 850	399 425	411 827	399 425
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	30 400	29 050	23 400	29 600	23 050
Moyenne du capital de risque (2)	18 950	18 700	14 150	18 850	13 900
Actif ajusté en fonction des risques	265 647	273 561	249 242	265 647	249 242
Biens sous gestion	235 400	224 900	173 100	235 400	173 100
Biens administrés – RBC	618 700	594 900	612 800	618 700	612 800
– RBC Dexia IS (6)	2 105 100	2 131 400	2 697 000	2 105 100	2 697 000
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 405 772	1 366 868	1 287 245	1 385 995	1 280 616
– moyenne (diluée)	1 417 038	1 379 191	1 298 069	1 397 831	1 292 291
– à la fin	1 408 393	1 406 973	1 294 084	1 408 393	1 294 084
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$
Rendement de l'action (7)	5,8 %	5,2 %	4,2 %	5,4 %	4,1 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	42,30 \$	30,41 \$	48,02 \$	42,30 \$	48,02 \$
Capitalisation boursière (TSX)	59 575	42 786	62 142	59 575	62 142
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	72 479	73 416	66 748	72 479	66 748
Nombre de succursales	1 756	1 747	1 648	1 756	1 648
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 012	4 984	4 634	5 012	4 634
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	0,805 \$	0,815 \$	0,994 \$	0,810 \$	0,998 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,838 \$	0,815 \$	0,993 \$	0,838 \$	0,993 \$

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée de la moyenne du capital de risque et du rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(5) Les montants indiqués pour les prêts de détail et les prêts de gros ci-dessus ne tiennent pas compte de la provision pour pertes sur prêts.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et perspectives – données disponibles au 28 mai 2009

Canada

La récession au Canada s'est poursuivie au premier trimestre civil de 2009, situation qui tient à l'augmentation générale des pertes d'emploi, au ralentissement du marché de l'habitation et à la baisse des activités de prêts à la consommation et de prêts aux entreprises. La Banque du Canada a de nouveau réduit le taux de financement à un jour, le fixant à 0,25 % le 21 avril 2009, et a annoncé son intention de maintenir les taux à un niveau stable jusqu'au milieu de 2010. L'économie canadienne continuera de subir les contrecoups de la hausse du taux de chômage, situation qui entraînera probablement une détérioration accrue du crédit. Le programme de relance économique mis en œuvre par le gouvernement fédéral et les faibles taux d'intérêt devraient stimuler l'économie au deuxième semestre. On prévoit maintenant une croissance négative de l'économie canadienne de 2,4 % en 2009, en baisse par rapport à la croissance de 0,3 % que nous prévoyons le 4 décembre 2008 et comparativement à la croissance réelle de 0,5 % en 2008.

États-Unis

L'importante récession aux États-Unis s'est poursuivie au premier trimestre civil, situation qui découle du taux de chômage plus élevé, de l'incertitude liée au secteur automobile et de la faiblesse continue du marché de l'habitation. La Réserve fédérale américaine a maintenu le taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 % et a annoncé son intention de les maintenir à l'intérieur de cette fourchette pendant une période prolongée. Elle devrait continuer d'injecter des fonds dans le système financier et a annoncé, le 18 mars 2009, qu'elle compte acheter un maximum de 300 milliards de dollars US de titres du Trésor à long terme au cours des deuxième et troisième trimestres civils, de manière à assurer le maintien de faibles taux d'intérêt et à stimuler l'activité économique. On prévoit maintenant une croissance négative de l'économie américaine de 2,9 % en 2009, en baisse par rapport à la croissance négative de 1,0 % que nous prévoyons le 4 décembre 2008 et comparativement à la croissance réelle de 1,1 % en 2008.

Autres économies mondiales

On s'attend à ce que les autres économies mondiales demeurent faibles, particulièrement au Royaume-Uni, dans la zone euro et au Japon, en 2009. Les banques centrales et les gouvernements à l'échelle mondiale ramènent les taux d'intérêt à des creux historiques et ont mis en œuvre des programmes de relance pour accroître la stabilité des marchés.

Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est déprécié de 19 % en moyenne par rapport au dollar américain, comparativement au deuxième trimestre de 2008 et

au premier semestre de 2008, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre résultat consolidé. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009, nous avons comptabilisé des pertes nettes libellées en dollars américains, résultat qui reflète principalement la forte augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nos revenus à la hausse libellés en dollars américains, qui ont subi l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien, ont été plus que contrebalancés par l'incidence défavorable de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et des frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains.

	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008	Premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)			
30 avril 2009	0,805 \$	0,805 \$	0,810 \$
31 janvier 2009	0,815 \$		
30 avril 2008		0,994 \$	0,998 \$
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	(1)%	(19)%	(19)%
Total des revenus, en hausse (en baisse)	24 \$	317 \$	472 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances, en hausse (en baisse)	4	50	85
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	12	209	425
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	–	(18)	(128)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	– \$	(0,01)\$	(0,09)\$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	– \$	(0,01)\$	(0,09)\$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Rendement financier**Vue d'ensemble****Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008**

Nous avons déclaré une perte nette de 50 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009, comparativement à un bénéfice net de 928 millions à l'exercice précédent; ce résultat reflète principalement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard (838 millions de dollars US) comptabilisée ce trimestre. La perte diluée par action s'est établie à 0,07 \$, et le rendement négatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à (1,4) %.

Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le bénéfice net ajusté s'est établi à 950 millions de dollars, en hausse de 22 millions, ou 2 %. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est élevé à 0,63 \$, en baisse de 0,07 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires

ordinaires ajusté s'est établi à 12,0 %, résultat qui reflète la dilution de notre bénéfice par action ajusté par suite de l'émission d'actions au premier trimestre de 2009. L'augmentation du bénéfice net ajusté tient essentiellement aux résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, à la diminution des pertes liées au contexte du marché sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, à la hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation et à la croissance des volumes reflétant en partie les acquisitions effectuées. Ces facteurs ont été neutralisés surtout par la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés de certaines de nos activités de négociation liées aux marchés des capitaux, par l'accroissement des coûts découlant essentiellement des acquisitions

effectuées, par les pertes liées à la variation de la juste valeur de notre risque de crédit lié au passif au titre des dépôts et des débiteurs subordonnés désignés comme détenus à des fins de transaction (ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction) découlant du resserrement des écarts de taux et par la compression des écarts, principalement dans le cadre de nos services bancaires. Notre ratio du capital de première catégorie s'est élevé à 11,4 %, en hausse de 190 points de base par rapport à 9,5 % à l'exercice précédent.

Les mesures ajustées sont des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée des mesures ajustées, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 003 millions de dollars, par rapport à 2 173 millions à l'exercice précédent; le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,65 \$ pour le semestre, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à 6,2 %. Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 003 millions de dollars, en baisse de 170 millions, ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 1,36 \$ pour le semestre, en baisse de 0,28 \$ ou 17 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, à 13,0 %. La diminution du bénéfice net ajusté est en grande partie imputable à l'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des

activités, à l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation liées aux marchés des capitaux et aux pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation, par l'augmentation des gains nets au titre des opérations de titrisation et par la croissance des volumes liés à nos services bancaires.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Nous avons déclaré une perte nette de 50 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 1 053 millions au dernier trimestre. Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le bénéfice net ajusté s'est établi à 950 millions de dollars, soit une baisse de 103 millions, ou 10 %, qui tient principalement aux pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation, à la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et à l'augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, ainsi qu'à l'incidence négative de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, facteurs neutralisés en partie par la diminution des pertes liées au contexte du marché sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.

Pour une analyse plus détaillée de l'incidence du contexte du marché, se reporter à la rubrique Information financière supplémentaire.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures hors PCGR

Mesures ajustées

Nous utilisons et présentons des mesures ajustées conformément à notre cadre de gestion. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Ces mesures ajustées devraient également accroître la comparabilité de notre

performance financière pour le deuxième trimestre de 2009 et le semestre terminé le 30 avril 2009 par rapport aux périodes correspondantes des exercices précédents. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul des mesures ajustées.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009			Pour le semestre terminé le 30 avril 2009		
	Présenté	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Ajusté	Présenté	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Ajusté
Bénéfice avant impôts	254 \$	1 000 \$	1 254 \$	1 750 \$	1 000 \$	2 750 \$
Charge d'impôts	266	–	266	704	–	704
(Perte nette) bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	(12)	1 000	988	1 046	1 000	2 046
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	38	–	38	43	–	43
(Perte nette) bénéfice net	(50)	1 000	950	1 003	1 000	2 003
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	–	(55)	(96)	–	(96)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(105)\$	1 000 \$	895 \$	907 \$	1 000 \$	1 907 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 405 772		1 405 772	1 385 995		1 385 995
(Perte) bénéfice de base par action ⁽¹⁾ (en dollars)	(0,07)\$	0,71 \$	0,64 \$	0,65 \$	0,72 \$	1,38 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 417 038		1 417 038	1 397 831		1 397 831
(Perte) bénéfice dilué par action ⁽¹⁾ (en dollars)	(0,07)\$	0,71 \$	0,63 \$	0,65 \$	0,72 \$	1,36 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 400 \$		30 550 \$	29 600 \$		29 700 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	(1,4)%		12,0 %	6,2 %		13,0 %
Taux d'imposition effectif	104,7 %		21,2 %	40,2 %		25,6 %

(1) Basé sur les soldes réels avant arrondissement.

Mesures du rendement

Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions de première catégorie

Nous utilisons le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions de première catégorie ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/du capital-actions de première catégorie selon l'approche préconisée dans l'accord de Bâle II, pour

laquelle une analyse détaillée est fournie dans notre rapport annuel 2008. Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, nous sommes d'avis que le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions de première catégorie constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions de première catégorie.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Capital de première catégorie	30 274 \$	28 901 \$	23 566 \$
Déduire : montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	356	357	27
Instruments de capital innovateur de première catégorie (1)	4 139	4 141	3 604
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 811	3 811	2 555
Capital-actions ordinaire de première catégorie	20 968 \$	20 592 \$	17 380 \$
Actif ajusté en fonction des risques	265 647 \$	273 561 \$	249 242 \$
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires/ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie	7,9 %	7,5 %	7,0 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi

dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2008.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2009							31 janvier 2009	30 avril 2008
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	568 \$	119 \$	111 \$	(1 142)\$	405 \$	(166)\$	(105)\$	1 012 \$	905 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 350 \$	1 150 \$	1 150 \$	3 250 \$	7 150 \$	900 \$	18 950 \$	18 700 \$	14 150 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital écart d'acquisition et capital incorporel	–	–	–	–	–	(650)	(650)	(1 850)	2 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	1 750	2 800	200	5 550	1 200	600	12 100	12 200	6 450
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	7 100 \$	3 950 \$	1 350 \$	8 800 \$	8 350 \$	850 \$	30 400 \$	29 050 \$	23 400 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajustée	–	–	–	150	–	–	150	–	–
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7 100 \$	3 950 \$	1 350 \$	8 950 \$	8 350 \$	850 \$	30 550 \$	29 050 \$	23 400 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	32,9 %	12,3 %	33,4 %	(53,3)%	19,9 %	n.s.	(1,4)%	13,8 %	15,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	–	–	–	46,8 %	–	–	13,4 %	–	–
Rendement du capital de risque	32,9 %	12,3 %	33,4 %	(6,5)%	19,9 %	n.s.	12,0 %	13,8 %	15,7 %
	43,7 %	43,2 %	39,2 %	(143,6)%	23,2 %	n.s.	(2,3)%	21,5 %	26,0 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le semestre terminé le							Pour le semestre terminé le
	30 avril 2009							30 avril 2008
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 254 \$	241 \$	221 \$	(1 298)\$	619 \$	(130)\$	907 \$	2 126 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 300 \$	1 150 \$	1 150 \$	3 150 \$	7 100 \$	1 000 \$	18 850 \$	13 900 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital écart d'acquisition et capital incorporel	–	–	–	–	–	(1 400)	(1 400)	3 200
	1 750	2 800	150	5 500	1 100	850	12 150	5 950
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	7 050 \$	3 950 \$	1 300 \$	8 650 \$	8 200 \$	450 \$	29 600 \$	23 050 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	100	–	–	100	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajustée	7 050 \$	3 950 \$	1 300 \$	8 750 \$	8 200 \$	450 \$	29 700 \$	23 050 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,9 %	12,3 %	33,6 %	(30,2)%	15,2 %	n.s.	6,2 %	18,6 %
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	23,3 %	–	–	6,8 %	–
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	35,9 %	12,3 %	33,6 %	(6,9)%	15,2 %	n.s.	13,0 %	18,6 %
Rendement du capital de risque	47,8 %	42,5 %	38,8 %	(83,1)%	17,6 %	n.s.	9,7 %	30,8 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. : non significatif

Rendement financier

Résultats d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt	2 976 \$	2 941 \$	2 209 \$	5 917 \$	4 350 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Services de placement (1)	1 050	1 067	1 121	2 117	2 262
Activités d'assurance (2)	1 232	1 346	800	2 578	1 641
Activités de négociation	703	(126)	(303)	577	(41)
Services bancaires (3)	820	885	690	1 705	1 447
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	213	199	163	412	379
Autres (4)	(233)	629	274	396	563
Revenus autres que d'intérêt	3 785	4 000	2 745	7 785	6 251
Total des revenus	6 761	6 941	4 954	13 702	10 601
Dotations à la provision pour pertes sur créances	974	747	349	1 721	642
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)	958	1 076	548	2 034	1 164
Frais autres que d'intérêt	3 575	3 622	2 970	7 197	6 090
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	1 000	–
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	744 \$	744 \$	242 \$	1 488 \$	304 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	703	(126)	(303)	577	(41)
Total	1 447 \$	618 \$	(61)\$	2 065 \$	263 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (5)					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	1 043 \$	36 \$	(337)\$	1 079 \$	(287)\$
Titres de participation	260	299	170	559	292
Opérations de change et contrats sur marchandises	144	283	106	427	258
Total	1 447 \$	618 \$	(61)\$	2 065 \$	263 \$
Charge d'impôts	1,71 %	1,57 %	1,37 %	1,64 %	1,37 %
Taux d'imposition effectif (6)	266	438	156	704	499
	104,7 %	29,3 %	14,4 %	40,2 %	18,4 %

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et il est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les autres revenus autres que d'intérêt, le gain net (la perte nette) à la vente de titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et le gain ou la perte réalisé), les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation à la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les opérations de titrisation.
- (5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt.
- (6) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Total des revenus

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total des revenus au deuxième trimestre de 2009 a été touché de façon favorable par l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés.

Le total des revenus a augmenté de 1 807 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 767 millions de dollars, ou 35 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, pour laquelle une analyse est présentée ci-dessous à la rubrique Total des revenus tirés des activités de négociation. La croissance des dépôts et des prêts, qui reflète en partie l'acquisition de RBTT Financial Group (RBTT) à l'exercice précédent, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires, laquelle reflète la réduction des taux d'intérêt et la hausse du solde des prêts douteux liés principalement à nos services bancaires aux États-Unis.

La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,71 %, en hausse de 34 points de base, en raison essentiellement de la croissance solide de certaines positions liées à nos activités de négociation sur les marchés financiers, facteur neutralisé en partie par l'importante réduction des

taux d'intérêt et par l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail au Canada.

Les revenus liés aux placements ont diminué de 71 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de la diminution des actifs liés aux services tarifés découlant de la dépréciation du capital, ainsi que de la baisse des volumes de transactions, qui reflète l'incertitude qui persiste sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 432 millions de dollars, ou 54 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des volumes de rentes liés à nos activités d'assurance vie et activités de réassurance aux États-Unis, ainsi qu'à la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteurs compensés en grande partie dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Pour des détails à ce sujet, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt se sont accrues de 1 006 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose

des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 1 447 millions de dollars, en hausse de 1 508 millions; ce résultat tient principalement à la hausse des revenus tirés des nos activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments du marché monétaire au Royaume-Uni et aux États-Unis et de nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, ainsi qu'à la réduction de 692 millions des pertes liées au contexte du marché. Les gains de 128 millions de dollars comptabilisés ce trimestre, par rapport à des pertes de 7 millions à l'exercice précédent, au titre des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés en raison de l'incidence du marché découlant du resserrement des écarts de taux, ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 130 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'amélioration des résultats liés à nos activités de financement syndiqué et de la hausse des revenus tirés des frais bancaires, facteurs neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des opérations de change.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 50 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui tient principalement à l'amélioration des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Les autres revenus ont reculé de 507 millions de dollars, en raison principalement des pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, situation qui reflète le resserrement de nos écarts de taux, des pertes découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques de nos activités de financement, de l'augmentation de 62 millions des pertes liées au contexte du marché concernant les titres disponibles à la vente, ainsi que des pertes plus élevées liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des opérations de titrisation, laquelle est attribuable au niveau d'opérations de titrisation plus élevé que le niveau historique en raison de notre participation à des programmes de financement commandités par des gouvernements. Pour une analyse plus détaillée de nos opérations de titrisation actuelles, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008
Le total des revenus a augmenté de 3 101 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'importante amélioration des résultats liés aux activités de négociation et des revenus liés aux activités d'assurance. La hausse des revenus tirés des opérations de titrisation, l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, les volumes à la hausse liés à nos services bancaires, qui reflètent en partie l'acquisition, au dernier exercice, de RBT et d'Alabama National Bancorporation (ANB), l'augmentation des revenus tirés des frais bancaires et l'ajustement favorable au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, par l'augmentation des pertes résultant des ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par la compression des écarts liés à nos services bancaires, laquelle reflète la réduction des taux d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009
Le total des revenus a diminué de 180 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement des pertes de 402 millions résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des résultats à la baisse liés aux activités de négociation et de la diminution des revenus liés aux activités d'assurance. L'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et l'ajustement favorable au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au trimestre précédent ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution

de 852 millions de dollars des pertes liées au contexte du marché sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le maintien de la conjoncture de récession s'est traduit par une hausse importante de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'est répercutée sur nos résultats. L'augmentation du nombre de prêts douteux et de radiations de prêts sur cartes de crédit reflète la détérioration accrue du crédit ainsi que l'affaiblissement de la conjoncture économique mondiale. Pour une analyse plus détaillée de notre dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 625 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie imputable à la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances au titre des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, essentiellement en ce qui a trait à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail. Au Canada, le nombre plus élevé de prêts aux entreprises classés comme prêts douteux, les taux de pertes plus élevés et la croissance du portefeuille de prêts sur cartes de crédit et les taux de pertes plus élevés liés aux prêts aux particuliers non garantis ont également contribué à la hausse. Ce trimestre, un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et la dotation de 223 millions de dollars à la provision générale, liée essentiellement à nos activités bancaires aux États-Unis et dans une moindre mesure à nos portefeuilles de prêts de détail au Canada, ont également contribué à la hausse.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2009 a augmenté de 1 079 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des provisions spécifiques liées à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis. Les provisions spécifiques du secteur Services bancaires canadiens reflètent le nombre plus élevé de radiations liées aux prêts sur cartes de crédit ainsi que la hausse des taux de perte sur les prêts aux particuliers non garantis et des prêts aux entreprises douteux. La hausse de la dotation à la provision générale, liée essentiellement à nos activités bancaires aux États-Unis et dans une moindre mesure à nos portefeuilles de prêts de détail et aux grandes entreprises au Canada, a également contribué à l'augmentation.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 227 millions de dollars, ou 30 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des provisions spécifiques liées à un petit nombre de prêts douteux au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis, facteur plus que contrebalancé par des gains réalisés plus élevés que prévu ce trimestre sur les titres affectés en garantie qui ont été recouverts au premier trimestre de 2009, qui touchaient un client spécifique des services de courtage privilégié au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada. La hausse de la dotation aux provisions spécifiques liées à nos services bancaires aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail non garantis au Canada ainsi que l'augmentation de la dotation à la provision générale, liée essentiellement à nos activités bancaires aux États-Unis, ont également contribué à la hausse.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 410 millions de dollars, ou 75 %, par rapport à l'exercice précédent, et ils ont diminué de 118 millions, ou 11 %, comparativement au trimestre précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 870 millions de dollars, ou 75 %. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Salaires	1 053 \$	1 045 \$	924 \$	2 098 \$	1 815 \$
Rémunération variable (1)	832	867	535	1 699	1 301
Avantages sociaux et conservation du personnel	319	312	297	631	591
Rémunération à base d'actions	(15)	66	44	51	85
Ressources humaines	2 189 \$	2 290 \$	1 800 \$	4 479 \$	3 792 \$
Autres charges	1 386	1 332	1 170	2 718	2 298
Frais autres que d'intérêt	3 575 \$	3 622 \$	2 970 \$	7 197 \$	6 090 \$

(1) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, une tranche de 51 % de la rémunération variable est basée sur les commissions liées à la production et les commissions de vente, et une tranche de 49 %, sur les résultats.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008
Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 605 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable, qui tient essentiellement à l'accroissement de la rémunération basée sur les résultats découlant des meilleurs résultats de négociation au sein de certaines de nos activités liées aux marchés des capitaux. L'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, et l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et par la diminution de la rémunération à base d'actions.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 1 107 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009
Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 47 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète en grande partie la diminution de la rémunération à base d'actions et des frais au

titre de la rémunération variable, ainsi que l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables, ainsi qu'à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Impôts

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La charge d'impôts a augmenté de 110 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, malgré la diminution du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif de 104,7 % est considérablement plus élevé ce trimestre, situation qui tient à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, laquelle n'est pas déductible. Compte non tenu de cette charge, le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 21,2 % pour le trimestre considéré, soit une hausse par rapport à 14,4 % à l'exercice précédent, qui est principalement imputable à la diminution du bénéfice déclaré ce trimestre par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Pour plus de détails sur le taux d'imposition effectif ajusté, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

La charge d'impôts s'est accrue de 205 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la diminution du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 40,2 %. Le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 25,6 %, soit une hausse par rapport à 18,4 % à l'exercice précédent, qui tient essentiellement aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

La charge d'impôts a diminué de 172 millions de dollars, ou 39 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la réduction du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 104,7 %. Le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 21,2 %, soit une baisse par rapport à 29,3 % au trimestre précédent, qui est en grande partie attribuable au fait qu'une tranche moins importante du bénéfice ce trimestre a été déclarée par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés.

Questions et contrôles comptables**Conventions comptables et estimations critiques**

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 35 à 39 de notre rapport annuel 2008.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons mené à terme la première des deux étapes du test de dépréciation, de manière à déterminer si l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux, l'une des deux unités d'exploitation du secteur Services bancaires internationaux, avait subi une perte de valeur. Selon les résultats obtenus, une perte de valeur de l'écart d'acquisition pourrait s'être produite et nous avons amorcé, sans pouvoir la mener à terme, la deuxième étape du test afin de déterminer, le cas échéant, le montant possible de la perte de valeur, avant de publier nos états financiers du trimestre terminé le 31 janvier 2009.

Nous avons mené à terme la deuxième étape du test de dépréciation de l'écart d'acquisition au deuxième trimestre et nous

avons déterminé que l'écart d'acquisition de notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux avait subi une perte de valeur de 1 milliard de dollars. Cette perte de valeur reflète l'incidence continue de la détérioration de la conjoncture économique générale aux États-Unis, notamment le ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis et la baisse du cours du marché des banques américaines. Nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition dans les résultats du secteur Services bancaires internationaux et pris en compte cette charge dans les résultats du secteur géographique des États-Unis. Cette charge, qui est un élément hors trésorerie, n'a pas d'incidence sur l'exploitation courante des activités ni sur nos ratios de capital. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Ajustements comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons relevé les erreurs suivantes liées aux périodes antérieures : une sous-comptabilisation de 90 millions de dollars (62 millions après impôts) de notre passif lié aux points récompenses; une surcapitalisation de 63 millions (43 millions après impôts) au titre des frais de développement de logiciels; une sous-évaluation de 15 millions des impôts sur les bénéfices. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent, mais nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions

de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Modifications des conventions comptables ou des estimations – PCGR des États-Unis

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles prises de position comptables publiées par le Financial Accounting Standards Board (FASB), qui ont trait principalement à la communication d'informations. Ces prises de position sont les suivantes :

- Le FASB Staff Position (FSP) FAS 133-1 et le FASB Interpretation Number (FIN) 45-4, intitulés *Disclosures about Credit Derivatives and Certain Guarantees : An Amendment of FASB Statement No. 133 and FASB Interpretation No. 45 et Clarification of the Effective Date of FASB Statement No. 161*;
- Le FSP FAS 140-4 et le FIN 46 (R)-8, intitulé *Disclosures by Public Entities (Enterprises) about Transfers of Financial Assets and Interests in Variable Interest Entities*;
- Le FAS 157, intitulé *Fair Value Measurements*;
- Le FAS 159, intitulé *Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities*;
- Le FSP EITF 99-20-1, intitulé *Amendments to the Impairment Guidance of EITF Issue No. 99-20*;
- L'EITF Issue No. 06-11, intitulé *Accounting for Income Tax Benefits of Dividends on Share-Based Payment Awards*.

Le 1^{er} février 2009, nous avons adopté le FAS 161, intitulé *Disclosures about Derivatives Instruments and Hedging Activities – and amendment of FASB Statement No. 133*. Cette norme porte également sur la communication d'informations.

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le FSP FIN 39-1, intitulé *Amendments of FASB Interpretation No. 39*, qui modifie certains éléments du FIN 39, intitulé *Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*, de façon à permettre à une entité publiante de compenser la juste valeur constatée à l'égard du droit de recouvrer les garanties en espèces (une créance) ou de l'obligation de rembourser les garanties en espèces (une dette) par la juste valeur constatée à l'égard des dérivés conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même accord général de compensation. Nous avons compensé les justes valeurs visées par cette norme dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés préparés selon les PCGR des États-Unis, y compris les chiffres correspondants des périodes précédentes. Ces montants n'ont pas été compensés dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés

préparés selon les PCGR du Canada, ce qui constitue une différence importante dans la présentation de l'information.

Pour de plus amples renseignements sur les nouvelles prises de position aux États-Unis, se reporter à la note 18, Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis, de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision de l'ICCA, nous commencerons à présenter nos états financiers, y compris les données correspondantes des périodes précédentes, en vertu des Normes internationales d'information financière (IFRS) le 1^{er} novembre 2011. Nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif aux fins de la gestion du passage aux IFRS. Ce programme porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, les communications et la formation.

Nous avons mené à terme un processus de diagnostic exhaustif afin d'établir l'étendue et la complexité du passage aux IFRS, dans le cadre duquel nous avons :

- mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- organisé des séances de formation interne et des séances de sensibilisation;
- évalué l'incidence de la conversion sur les secteurs d'activité, les processus, les systèmes et les politiques;
- mis en œuvre un programme ayant notamment pour but le lancement de divers projets visant à établir la correspondance entre les processus existants et les nouvelles normes.

Durant la période de transition, nous surveillerons les modifications apportées aux IFRS et ajusterons nos plans aux fins du passage à ces normes en conséquence. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont conformes à l'échéancier que nous avons établi.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 30 avril 2009, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2008. De plus amples informations sont présentées à la note 27 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2008.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui

comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2009		2008				2007	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	2 976 \$	2 941 \$	2 709 \$	2 301 \$	2 209 \$	2 141 \$	1 998 \$	1 965 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 785	4 000	2 360	3 611	2 745	3 506	3 617	3 515
Total des revenus	6 761 \$	6 941 \$	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$	5 615 \$	5 480 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	974	747	619	334	349	293	263	178
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	958	1 076	(86)	553	548	616	637	343
Frais autres que d'intérêt	3 575	3 622	2 989	3 272	2 970	3 120	3 093	3 165
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	254 \$	1 496 \$	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$
Charge d'impôts	266	438	428	442	156	343	255	349
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	38	5	(1)	49	3	30	43	50
Perte nette (bénéfice net)	(50)\$	1 053 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$
Bénéfice (perte) par action – de base	(0,07)\$	0,74 \$	0,82 \$	0,93 \$	0,70 \$	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$
– dilué	(0,07)\$	0,73 \$	0,81 \$	0,92 \$	0,70 \$	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$
Taux d'imposition effectif	104,7 %	29,3 %	27,7 %	25,2 %	14,4 %	21,2 %	15,7 %	19,5 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,838	0,815	0,830	0,977	0,993	0,996	1,059	0,937

Aperçu et résultats consolidés

De façon générale, la conjoncture économique s'est détériorée au cours de la période, et le bénéfice net a été touché de façon défavorable par la hausse des pertes sur créances et l'incidence des pertes liées au contexte du marché. Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont aussi été touchés par divers éléments et facteurs.

- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars. La perte nette pour le trimestre s'est établie à 50 millions de dollars, alors que le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 950 millions. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 104,7 %, et le taux effectif ajusté à 21,2 %.
- Nous avons comptabilisé des provisions générales de 223 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, de 149 millions au premier trimestre de 2009 et de 145 millions au quatrième trimestre de 2008.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige relatif à Enron Corp.
- Au quatrième trimestre de 2007, nous avons comptabilisé un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. de 326 millions de dollars et une charge de 121 millions au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.
- Le dollar canadien, qui s'était apprécié au cours de quelques derniers exercices, a subi une forte dépréciation par rapport au dollar américain, en moyenne, au cours des cinq derniers trimestres. L'affaiblissement du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur notre bénéfice consolidé, car nous avons constaté une perte nette libellée en dollars américains, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Analyse des tendances

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période et ils ont augmenté de façon importante au cours des deux derniers trimestres, résultat qui reflète principalement les revenus élevés tirés de certaines activités de négociation liées aux marchés des capitaux, les variations de la juste valeur des portefeuilles de placement garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie du secteur Assurances découlant de la

volatilité du marché, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que les revenus à la hausse tirés des services bancaires. Les revenus ont été touchés de façon défavorable par les pertes liées au contexte du marché, par la diminution des revenus tirés des services tarifés découlant de la dépréciation du capital et par la compression continue des écarts liés à nos services bancaires.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une importante tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres, et plus particulièrement depuis le troisième trimestre de 2008, en raison de la détérioration de la conjoncture économique par rapport à l'environnement du crédit favorable qui avait régné au cours des exercices précédents. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période, résultat qui reflète essentiellement les acquisitions effectuées récemment et la hausse des dépenses à l'appui de nos autres initiatives visant la croissance et des frais liés aux infrastructures.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle.

Notre taux d'imposition effectif a de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres, qui reflète la proportion plus grande du bénéfice généré par des activités provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et le bénéfice moins élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). L'augmentation a été neutralisée en partie par les pertes liées au contexte du marché sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente qui ont été comptabilisées en fonction de taux d'imposition plus élevés et par une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement

sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions également les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2008. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.

Changements effectués au cours du premier semestre de 2009

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à nos secteurs d'exploitation au cours du premier semestre de 2009. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés, et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Au premier trimestre, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité. Le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les capacités de nos bureaux bancaires au chapitre des ventes, nos activités de négociation de produits ainsi que des activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients des services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt	1 678 \$	1 718 \$	1 636 \$	3 396 \$	3 323 \$
Revenus autres que d'intérêt	693	747	650	1 440	1 371
Total des revenus	2 371 \$	2 465 \$	2 286 \$	4 836 \$	4 694 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	351 \$	270 \$	224 \$	621 \$	438 \$
Frais autres que d'intérêt	1 171	1 176	1 156	2 347	2 352
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	849 \$	1 019 \$	906 \$	1 868 \$	1 904 \$
Bénéfice net	581 \$	696 \$	604 \$	1 277 \$	1 277 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 280 \$	1 296 \$	1 308 \$	2 576 \$	2 641 \$
Services financiers à l'entreprise	596	615	584	1 211	1 204
Solutions cartes et paiements	495	554	394	1 049	849
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	32,9 %	38,9 %	35,8 %	35,9 %	37,2 %
Rendement du capital de risque	43,7 %	51,8 %	49,5 %	47,8 %	51,8 %
Marge nette d'intérêt (1), (2)	2,78 %	2,81 %	3,00 %	2,80 %	3,04 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,59 %	0,44 %	0,41 %	0,51 %	0,40 %
Lever d'exploitation	2,4 %	4,0 %	3,0 %	3,2 %	3,6 %
Total des actifs productifs (2), (3)	247 400 \$	242 300 \$	221 800 \$	244 800 \$	219 900 \$
Prêts et acceptations (2), (3)	245 900	242 000	220 600	243 900	218 200
Dépôts	171 400	168 700	152 800	170 000	152 900
Biens administrés	123 000	113 800	124 300	123 000	124 300

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, s'est établie à 36 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (33 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2009; 20 milliards et 5 milliards au 30 avril 2008).

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 23 millions de dollars, ou 4 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le maintien de la compression des écarts et la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte au rachat obligatoire de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne effectué dans le cadre de la restructuration de Visa Inc.

Le total des revenus a augmenté de 85 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services Particuliers clients ont reculé de 28 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de la réduction des taux d'intérêt et les pressions concurrentielles sur les écarts liés aux dépôts, ainsi que la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la dépréciation du capital. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes de produits liés aux dépôts des particuliers et des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété, par l'augmentation des écarts liés aux prêts et par la hausse des frais bancaires.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise ont augmenté de 12 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes de dépôts et de prêts, neutralisée en partie par la diminution des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont augmenté de 101 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des écarts et à la croissance des volumes. L'augmentation reflète également la perte de 29 millions de dollars comptabilisée à l'exercice précédent au titre du rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne effectué par cette société.

La marge nette d'intérêt a diminué de 22 points de base, résultat qui reflète la baisse prononcée des taux d'intérêt, l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail en raison de la forte croissance de nos comptes d'épargne pour les particuliers et de nos produits de financement aux fins d'accession à la propriété et le maintien de pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 127 millions de dollars, ou 57 %, résultat qui reflète le nombre plus élevé de prêts aux entreprises classés comme prêts douteux, les taux de pertes plus élevés et la croissance du portefeuille de prêts sur cartes de crédit et les taux de pertes plus élevés liés aux prêts aux particuliers non garantis. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 1 171 millions de dollars, soit une hausse de 15 millions, ou 1 %, qui découle principalement de l'augmentation des frais de soutien opérationnel et des frais liés aux infrastructures, à l'appui de la croissance des activités, facteur qui a été neutralisé en grande partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 1 277 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le maintien de la compression des écarts et la diminution des frais de placement liés aux fonds de placement ont été neutralisés par la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, par un ajustement favorable du passif

au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte au rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Le total des revenus s'est accru de 142 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et la comptabilisation, à l'exercice précédent, de la perte au rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne dont il est fait mention ci-dessus, facteurs neutralisés en partie par le maintien de la compression des écarts et par la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 183 millions de dollars, ou 42 %, en raison de la hausse des radiations des prêts sur cartes de crédit, ainsi que de l'augmentation des taux de perte sur les prêts aux particuliers non garantis et des prêts aux entreprises douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 2 347 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé qui tient au fait que la hausse des frais de soutien opérationnel et des frais liés aux infrastructures à l'appui de la croissance des activités a été en grande partie contrebalancée par le règlement favorable d'une question concernant la taxe de vente et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a diminué de 115 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et l'ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit comptabilisé au trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt	100 \$	128 \$	113 \$	228 \$	225 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	515	539	542	1 054	1 081
Revenus tirés des transactions et autres revenus	376	330	335	706	637
Total des revenus	991 \$	997 \$	990 \$	1 988 \$	1 943 \$
Frais autres que d'intérêt	817 \$	827 \$	732 \$	1 644 \$	1 420 \$
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	174 \$	170 \$	258 \$	344 \$	523 \$
Bénéfice net	126 \$	128 \$	182 \$	254 \$	363 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	302 \$	335 \$	359 \$	637 \$	722 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	544	512	490	1 056	935
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	439	417	488	856	933
Gestion mondiale d'actifs	145	150	141	295	286
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	12,3 %	12,3 %	34,8 %	12,3 %	35,2 %
Rendement du capital de risque	43,2 %	41,8 %	72,4 %	42,5 %	74,5 %
Marge avant impôts (1)	17,6 %	17,1 %	26,1 %	17,3 %	26,9 %
Nombre de conseillers (2)	4 423	4 363	3 872	4 423	3 872
Biens administrés – Total	481 600 \$	464 600 \$	481 500 \$	481 600 \$	481 500 \$
Biens administrés – Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	271 300	254 600	298 800	271 300	298 800
Biens sous gestion	231 600	221 100	172 800	231 600	172 800

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains

	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008	Premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2008
Total des revenus : augmentation (diminution)	6 \$	94 \$	171 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	4	72	143
Bénéfice net : augmentation (diminution)	2	21	28
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	(19)%	(19)%

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 56 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence du recul des marchés sur les revenus liés aux services tarifés et les volumes de transactions découlant de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable et par l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le total des revenus est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont reculé de 57 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la baisse des volumes de transactions et de la diminution des revenus tirés des services tarifés. La diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital imputable à la baisse générale des évaluations des actifs a été neutralisée en partie par la prise en compte de l'acquisition des services-conseils en gestion privée de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N).

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 54 millions de dollars, ou 11 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont diminué de 49 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la diminution des actifs

liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital. La baisse des volumes de transactions, qui a été en grande partie neutralisée par la prise en compte de l'acquisition de Ferris, Baker Watts Inc. (FBW), explique également cette diminution.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte de l'acquisition des activités de gestion d'actifs de PH&N, facteur neutralisé en grande partie par la dépréciation du capital.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 85 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions de PH&N et de FBW, ainsi que l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus tirés des commissions.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 109 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le total des revenus a augmenté de 45 millions de dollars, ou 2 %. Le revenu net d'intérêt s'est accru de 3 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts. Les revenus tirés des transactions et les autres revenus ont progressé de 69 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence favorable du fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la prise en compte de l'acquisition de FBW, facteurs neutralisés en partie par la réduction des volumes de transactions. Les revenus tirés des services tarifés ont diminué de 27 millions de dollars, en raison de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, facteur neutralisé en partie par la prise en compte de l'acquisition de PH&N.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 224 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a diminué de 2 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la compression des écarts dans tous nos secteurs d'activité et la baisse des revenus tirés des services tarifés.

Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse du gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, par la diminution des frais au titre de la rémunération variable et par la récente amélioration des conditions sur les marchés financiers, qui a eu une incidence favorable sur les actifs liés aux services tarifés et sur les volumes de transactions.

Assurances

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 005 \$	800 \$	689 \$	1 805 \$	1 351 \$
Revenu de placement (1)	173	488	63	661	190
Honoraires	51	58	49	109	100
Total des revenus	1 229 \$	1 346 \$	801 \$	2 575 \$	1 641 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	789	922	374	1 711	846
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)	169	154	174	323	318
Frais autres que d'intérêt	138	141	142	279	277
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	133 \$	129 \$	111 \$	262 \$	200 \$
Bénéfice net	113 \$	112 \$	104 \$	225 \$	193 \$
Revenus par secteur d'activité					
Réassurance et autres	344 \$	302 \$	237 \$	646 \$	455 \$
Assurances vie et maladie au Canada	348	542	343	890	643
Assurance IARD	188	176	174	364	335
Assurance vie aux États-Unis	349	326	47	675	208
Assurance vie aux États-Unis (en millions de dollars US)	282	265	48	547	209
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	33,4 %	33,7 %	34,1 %	33,6 %	32,9 %
Rendement du capital de risque	39,2 %	38,3 %	38,1 %	38,8 %	37,1 %
Primes et dépôts (2)	1 235 \$	1 080 \$	898 \$	2 315 \$	1 843 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	9	341	(58)	350	(48)

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations trimestrielles de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 113 millions de dollars, en hausse de 9 millions, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution des coûts de financement attribués au capital, la croissance enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des ajustements défavorables des provisions techniques ainsi que par les résultats techniques défavorables liés à nos produits de récession vie.

Le total des revenus a augmenté de 428 millions de dollars, ou 53 %. L'augmentation est en grande partie attribuable aux volumes de rentes à la hausse liés aux activités d'assurance vie et activités de réassurance et autres aux États-Unis, ainsi qu'à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteurs qui ont dans les deux cas été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus liés aux activités de réassurance et autres se sont accrues de 107 millions de dollars, ou 45 %, en raison principalement de l'incidence favorable de notre contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, lequel a été conclu au troisième trimestre de 2008, de la

croissance des activités et de l'incidence du renouvellement annuel de contrats liés à nos activités d'assurance vie en Europe.

Les revenus liés aux activités d'assurances vie et maladie au Canada ont augmenté de 5 millions de dollars, en raison essentiellement de la croissance des activités, des gains à la cession de placements et des variations des marchés boursiers, ainsi que de la diminution des coûts de financement attribués au capital. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la variation de la juste valeur des placements.

Les revenus liés à l'assurance IARD ont progressé de 14 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la croissance des ventes d'assurances habitation et automobile, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des ventes d'assurance voyage.

Les revenus liés aux activités d'assurance vie aux États-Unis ont augmenté de 302 millions de dollars. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrues de 234 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des volumes de rentes à terme fixe et de la variation de la juste valeur des placements.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 410 millions de dollars, ou 75 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de

l'accroissement des volumes de rentes et d'activités ainsi que la variation de la juste valeur des placements. L'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et les ajustements défavorables des provisions techniques, qui reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment la réduction des coûts liés aux projets. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le bénéfice net s'est élevé à 225 millions de dollars, en hausse de 32 millions, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent; ce résultat reflète principalement la diminution des coûts de financement attribués au capital et la croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, facteurs neutralisés en partie par les ajustements défavorables des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 934 millions de dollars, ou 57 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de l'accroissement des volumes de rentes liés aux activités d'assurance vie et aux activités de réassurance et autres aux

États-Unis, facteurs qui ont dans les deux cas été compensés en grande partie dans les sinistres, indemnités et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'accroissement des volumes enregistré dans tous les secteurs d'activité et l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à l'augmentation.

Les sinistres, indemnités et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 870 millions de dollars, ou 75 %, résultat qui tient essentiellement aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, y compris la réduction des coûts liés aux projets.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 113 millions de dollars, en hausse de 1 million, résultat qui tient au fait que les provisions techniques favorables liées aux polices d'assurance vie au Canada, la diminution des coûts de financement attribués au capital et la réduction des charges ont été neutralisées par les ajustements défavorables des provisions techniques et par la hausse des charges au titre des sinistres en matière d'invalidité.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt	459 \$	452 \$	298 \$	911 \$	546 \$
Revenus autres que d'intérêt	226	115	266	341	503
Total des revenus	685 \$	567 \$	564 \$	1 252 \$	1 049 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	289 \$	200 \$	91 \$	489 \$	162 \$
Frais autres que d'intérêt	618	595	428	1 213	806
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	1 000	–
(Perte nette) bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(1 222)\$	(228)\$	45 \$	(1 450)\$	81 \$
(Perte nette) bénéfice net	(1 126)\$	(144)\$	38 \$	(1 270)\$	69 \$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	507 \$	374 \$	349 \$	881 \$	624 \$
RBC Dexia IS (1)	178	193	215	371	425
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	(53,3)%	(7,3)%	3,0 %	(30,2)%	3,2 %
Rendement du capital de risque	(143,6)%	(20,3)%	6,3 %	(83,1)%	6,3 %
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	3,16 %	2,12 %	1,48 %	2,63 %	1,42 %
Prêts et acceptations	37 500 \$	37 400 \$	25 000 \$	37 500 \$	22 900 \$
Dépôts	54 500	54 300	40 700	54 400	37 900
Biens administrés – RBC (2)	8 700	10 600	–	8 700	–
– RBC Dexia IS (3)	2 105 100	2 131 400	2 697 000	2 105 100	2 697 000
Biens sous gestion – RBC (2)	3 600	3 700	–	3 600	–

	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008	Premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros			
Total des revenus : augmentation (diminution)	4 \$	59 \$	111 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances : augmentation (diminution)	4	50	85
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	4	58	122
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(3)	(31)	(66)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	(19)%	(19)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(1)%	(4)%	(6)%

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT et de RBC Dexia IS.

(2) Le poste Biens administrés – RBC et le poste Biens sous gestion – RBC représentent respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(3) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %; ce montant est présenté avec un décalage de un mois.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 1 126 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 38 millions à l'exercice précédent. Ce résultat est principalement imputable à la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, a également contribué à la baisse du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 121 millions de dollars, ou 21 %.

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 158 millions de dollars, ou 45 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires se sont accrus de 62 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui reflète la croissance de 27 % des prêts et la croissance de 30 % des dépôts, en raison principalement de l'acquisition de RBTT. L'augmentation a été neutralisée en partie par la compression des écarts découlant de la réduction des taux d'intérêt, par le solde plus élevé des prêts douteux, principalement liés aux services bancaires aux États-Unis, ainsi que par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un gain au titre du rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 37 millions de dollars, ou 17 %. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des revenus tirés des services tarifés découlant de la baisse des biens administrés, laquelle reflète la dépréciation du capital et les remboursements nets, ainsi qu'aux volumes de transactions à la baisse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 289 millions de dollars, en hausse de 198 millions. Cette hausse, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, est essentiellement imputable au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à notre portefeuille de prêts commerciaux et de détail, ainsi qu'à la hausse des provisions au titre des prêts pour l'achat de lots, des prêts hypothécaires résidentiels et du financement aux fins d'accession à la propriété. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains a également contribué à la hausse. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 190 millions de dollars, ou 44 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant en grande partie de l'acquisition de RBTT, ainsi que l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, qui reflète l'incidence continue de la détérioration de la conjoncture économique générale aux États-Unis, y compris le ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis et le cours du marché à la baisse des

banques américaines. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 1 270 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 69 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les pertes liées au contexte du marché de 114 millions de dollars (95 millions après impôts) sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente comptabilisées au premier semestre de 2009 ont également contribué à la diminution du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 203 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui reflète principalement la croissance des prêts et des dépôts, laquelle est en grande partie attribuable à l'acquisition de RBTT et d'ANB, ainsi que l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, ainsi que par la baisse des revenus tirés des services tarifés et par la réduction des volumes de transactions de RBC Dexia IS. La compression des écarts découlant de la réduction des taux d'intérêt et le solde plus élevé de prêts douteux, principalement liés aux services bancaires aux États-Unis, ont également neutralisé en partie la hausse des revenus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 489 millions de dollars a augmenté de 327 millions, résultat qui est principalement lié à nos services bancaires aux États-Unis et qui tient en grande partie à l'augmentation des prêts douteux en ce qui a trait à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et notre portefeuille de prêts commerciaux et de détail. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains a également contribué à la hausse.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 407 millions de dollars, ou 50 %, résultat qui reflète essentiellement les raisons dont il est fait mention ci-dessus ainsi que la prise en compte de l'acquisition d'ANB.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 1 126 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 144 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a trait principalement aux services bancaires aux États-Unis, explique également à la diminution du bénéfice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la comptabilisation, au trimestre précédent, de pertes sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente de 113 millions de dollars (94 millions après impôts) liées au contexte du marché.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt (1)	1 014 \$	922 \$	421 \$	1 936 \$	739 \$
Revenus autres que d'intérêt	552	487	59	1 039	873
Total des revenus (1)	1 566 \$	1 409 \$	480 \$	2 975 \$	1 612 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	145 \$	160 \$	58 \$	305 \$	86 \$
Frais autres que d'intérêt	826	891	546	1 717	1 280
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	595 \$	358 \$	(124) \$	953 \$	246 \$
Bénéfice net	420 \$	225 \$	13 \$	645 \$	317 \$
Revenus par division					
Marchés des capitaux – Ventes et opérations	1 244 \$	886 \$	152 \$	2 130 \$	798 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	322	523	328	845	814
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	19,9 %	10,4 %	0,7 %	15,2 %	12,6 %
Rendement du capital de risque	23,2 %	12,0 %	0,8 %	17,6 %	15,4 %
Titres du compte de négociation	118 000 \$	122 800 \$	143 700 \$	120 500 \$	144 300 \$
Dotations aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,40 %	1,37 %	0,64 %	1,39 %	0,47 %
Prêts et acceptations	42 600 \$	46 200 \$	36 800 \$	44 400 \$	36 700 \$
Dépôts	113 600	132 700	137 200	123 300	132 200

	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008	Premier semestre de 2009 par rapport au premier semestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling			
Total des revenus : augmentation (diminution)	13 \$	99 \$	101 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	4	57	131
Bénéfice net : augmentation (diminution)	5	23	(20)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	(19)%	(19)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	11 %	11 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 407 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur d'activité Ventes et opérations. L'augmentation tient également à la réduction des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et nos titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, lesquelles se sont chiffrées à 570 millions de dollars (263 millions après impôts et écritures de compensation connexes), ainsi qu'aux gains découlant des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la charge d'impôts.

Le total des revenus a progressé de 1 086 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Ventes et opérations ont augmenté de 1 092 millions de dollars, en raison principalement de la hausse de revenus tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments du marché monétaire au Royaume-Uni et aux États-Unis, ainsi que de nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, lesquelles ont bénéficié de la volatilité accrue du marché, de la réduction des taux d'intérêt, de l'élargissement des écarts acheteur-vendeur et de l'accroissement de la clientèle. Les revenus ont également été touchés de façon favorable par la diminution de 570 millions de dollars des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et nos titres disponibles à la vente liées au contexte du marché découlant de la stabilisation des conditions du marché, par les gains de 128 millions, par rapport à des pertes de 7 millions à l'exercice

précédent, découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés tenant au resserrement des écarts de taux, et par l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes de 258 millions de dollars résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et des gains de 30 millions ayant été comptabilisés à l'exercice précédent, résultat qui reflète le resserrement des écarts de taux.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et banque d'investissement ont reculé de 6 millions de dollars, en raison principalement de la hausse de 42 millions des pertes liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à des grandes entreprises, laquelle tient au resserrement des écarts de taux liés aux prêts aux grandes entreprises, ainsi que des pertes sur les placements privés. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les résultats à la hausse liés à nos principales activités de prêts et opérations de titrisation, par l'augmentation des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi que par la hausse des honoraires tirés des activités de fusion et d'acquisition.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 87 millions de dollars, résultat qui reflète un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis. Cette augmentation tient compte d'une provision supplémentaire de 61 millions de dollars au titre de prêts consentis à certains conduits administrés par RBC classés comme prêts douteux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains réalisés ce trimestre sur les titres affectés en garantie qui ont été recouverts au

premier trimestre de 2009 et qui concernaient un client spécifique des services de courtage privilégié au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 280 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, ainsi qu'à l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 328 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la hausse des revenus enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, ainsi qu'à la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et nos titres disponibles à la vente liées au contexte du marché qui se sont élevées à 176 millions (77 millions après impôts et écritures de compensation connexes). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la charge d'impôts et des frais au titre de la rémunération variable, par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, par les pertes découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 1 363 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et activités sur le marché monétaire au Royaume-Uni et aux États-Unis, des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis et des opérations de change à l'échelle mondiale, ainsi que la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente liées au contexte du marché qui se sont élevées à 176 millions de dollars. Les résultats à la hausse tirés de nos principales activités de prêts et opérations de titrisation, le niveau plus élevé des activités de montage de prêts et de titres de participation et l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des pertes de 198 millions de dollars résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des gains de 134 millions ayant été comptabilisés à l'exercice précédent, par une

hausse de 170 millions des pertes découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par des pertes de 34 millions liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des gains de 51 millions ayant été comptabilisés à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 219 millions de dollars, en raison principalement d'un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 437 millions de dollars, ou 34 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, ainsi qu'à l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 195 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ce résultat est attribuable à la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et nos titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, lesquelles se sont chiffrées à 680 millions de dollars (313 millions après impôts et écritures de compensation connexes), aux gains de 128 millions, comparativement à des pertes de 306 millions au trimestre précédent, comptabilisés au titre des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, et à la baisse des frais au titre de la rémunération variable. Les pertes de 258 millions de dollars, par rapport à des gains de 60 millions au trimestre précédent, comptabilisées au titre des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et la hausse des pertes sur nos placements privés ont neutralisé en partie l'augmentation du bénéfice net. Bien que les conditions du marché se soient stabilisées par rapport à la forte volatilité enregistrée au premier trimestre, nos résultats liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe demeurent solides. Les autres activités de vente et opérations, y compris les activités de négociation de titres de participation, les activités sur le marché monétaire et les opérations de change, ont continué de générer un bon rendement, qui est toutefois moins élevé que le rendement enregistré au trimestre précédent.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt (1)	(275)\$	(279)\$	(259)\$	(554)\$	(483)\$
Revenus autres que d'intérêt	194	436	92	630	145
Total des revenus (1)	(81)\$	157 \$	(167)\$	76 \$	(338)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	189 \$	117 \$	(24)\$	306 \$	(44)\$
Frais autres que d'intérêt	5	(8)	(34)	(3)	(45)
(Perte nette) bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(275)\$	48 \$	(109)\$	(227)\$	(249)\$
(Perte nette) bénéfice net	(164)\$	36 \$	(13)\$	(128)\$	(46)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (2)	31 374 \$	25 429 \$	18 939 \$	31 374 \$	18 939 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (3)	7 904	7 025	2 306	14 929	2 906

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la hausse des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 s'est établi à 103 millions de dollars (60 millions au 31 janvier 2009; 90 millions au 30 avril 2008). Le montant pour le semestre terminé le 30 avril 2009 s'est élevé à 163 millions de dollars (222 millions au 30 avril 2008).

(2) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

(3) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les

renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2009

La perte nette de 164 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 223 millions (146 millions après impôts), laquelle reflète la hausse des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts de détail au Canada, relativement à des prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux, ainsi que les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de 144 millions de dollars (99 millions après impôts) de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, lesquels reflètent le resserrement de nos écarts de taux. Les pertes de 148 millions de dollars (102 millions après impôts) liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et les pertes de 79 millions (59 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché ont également contribué à la perte comptabilisée ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains au titre des opérations de titrisation de 406 millions de dollars (279 millions après impôts), déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique. Pour plus de détails sur la provision générale et sur les opérations de titrisation, se reporter aux rubriques Risque de crédit et Arrangements hors bilan, respectivement.

Premier trimestre de 2009

Le bénéfice net de 36 millions de dollars comprend des gains au titre des opérations de titrisation de 267 millions (183 millions après impôts), déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent un niveau d'activités de titrisation plus élevé que le niveau historique. Le bénéfice net comprend également des gains de 165 millions de dollars (113 millions après impôts) découlant de la variation de la juste valeur des dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et des gains de 41 millions de dollars (28 millions après impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation d'un montant de 149 millions de dollars (101 millions après impôts) au titre de la provision générale au cours du trimestre et par des pertes de 139 millions (101 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché.

Deuxième trimestre de 2008

La perte nette de 13 millions de dollars comprend des pertes de 140 millions (113 millions après impôts) sur certains titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente liées au contexte du marché. Ces pertes ont été en grande partie effacées par les charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, par les gains liés aux activités de titrisation et par les gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques. Au cours du trimestre, nous avons également comptabilisé des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, en raison de l'élargissement des écarts de taux.

Deuxième semestre de 2009

La perte nette de 128 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances et des pertes de 218 millions de dollars (160 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché. Les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, qui reflètent le resserrement de nos écarts de taux, ont également contribué à la perte. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des gains à la hausse tirés des opérations de titrisation, déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique.

Deuxième semestre de 2008

La perte nette de 46 millions de dollars comprend les pertes de 140 millions de dollars (113 millions après impôts) sur certains titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente liées au contexte du marché. L'écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains et la réduction de valeur d'un actif d'impôts reportés constatée afin de tenir compte de la réduction récente des taux d'imposition des sociétés au Canada ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation. Les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, les opérations de titrisation et la variation de la juste valeur des dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement ont également neutralisé en partie les pertes.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le									Pour le semestre terminé le					
	30 avril 2009			31 janvier 2009			30 avril 2008			30 avril 2009			30 avril 2008		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 028	1 689	1 044	4 454	2 071	416	3 683	705	566	8 482	3 760	1 460	7 623	1 775	1 203
Bénéfice net (perte nette)	935	(1 171)	186	1 023	199	(169)	1 006	(136)	58	1 958	(972)	17	2 021	(52)	204

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 28 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2008.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 935 millions de dollars, en baisse de 71 millions, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution reflète principalement la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, les pertes sur certains dérivés utilisés pour couvrir économiquement nos activités de financement, les pertes liées aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et la compression des écarts liés à nos services bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les gains découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, par les gains au titre des opérations de titrisation, déduction

faite des couvertures économiques, et par la croissance des volumes liés à nos services bancaires.

La perte nette aux États-Unis s'est élevée à 1 171 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 136 millions à l'exercice précédent. Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, la perte nette ajustée s'est établie à 171 millions de dollars. La diminution reflète principalement la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, la hausse des coûts imputable en grande partie à nos acquisitions, les pertes liées à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, ainsi que la compression des écarts découlant de la baisse des taux d'intérêt, de l'augmentation du solde des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis et de l'incidence défavorable de

l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des revenus tirés de nos activités de vente et de négociation.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 186 millions de dollars, en hausse de 128 millions. Ce résultat tient principalement à la diminution des pertes liées au contexte du marché sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, aux gains découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et à la prise en compte de notre acquisition de RBTT, facteurs neutralisés en partie par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 958 millions de dollars, en baisse de 63 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

La perte nette aux États-Unis s'est élevée à 972 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 52 millions à l'exercice précédent. Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, le bénéfice net ajusté aux États-Unis s'est établi à 28 millions de dollars. L'augmentation reflète essentiellement la hausse des revenus tirés des activités de vente et de négociation, contrebalancée en partie par la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, par l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, par la hausse des coûts en grande partie imputable à nos acquisitions, par les pertes liées à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, par la compression des écarts découlant de la baisse des taux d'intérêt et par l'augmentation du solde des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis.

Le bénéfice net des autres pays s'est élevé à 17 millions de dollars, en baisse de 187 millions, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, ainsi que l'augmentation des gains découlant des ajustements des évaluations du crédit, facteurs neutralisés en partie par

la diminution des pertes sur les titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente liées au contexte du marché et par la prise en compte de notre acquisition de RBTT.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada a reculé de 88 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, les pertes sur certains dérivés utilisés pour couvrir économiquement nos activités de financement, les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, ainsi que l'incidence favorable de l'ajustement du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit comptabilisé au trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains résultant des ajustements des évaluations du crédit sur certains contrats dérivés, les gains liés aux opérations de titrisation, déduction faite des activités de couverture économique, et les gains réalisés ce trimestre sur les titres affectés en garantie qui ont été recouverts au premier trimestre de 2009 qui concernaient un client spécifique des services de courtage privilégié.

La perte nette aux États-Unis s'est établie à 1 171 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 199 millions au trimestre précédent. La perte nette ajustée aux États-Unis s'est élevée à 171 millions de dollars, résultat qui reflète la diminution des revenus tirés de nos activités de vente et de négociation ainsi que la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la diminution des pertes sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente liées au contexte du marché.

Le bénéfice net des autres pays s'est élevé à 186 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 169 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution des pertes liées au contexte du marché et la réduction des pertes découlant des ajustements des évaluations du crédit ce trimestre, facteurs neutralisés en partie par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par l'inclusion de l'acquisition la hausse des résultats de RBTT.

Situation financière

Bilan consolidé condensé (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 342 \$	10 199 \$	5 958 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 297	15 362	12 349
Valeurs mobilières	176 555	172 182	175 352
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	42 290	40 930	61 561
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	277 794	283 436	257 894
Autres – Dérivés	123 259	144 376	71 743
– Autres	39 786	46 691	42 614
Total de l'actif	680 323 \$	713 176 \$	627 471 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	411 827 \$	422 850 \$	399 425 \$
Autres – Dérivés	110 284	130 196	71 551
– Autres	112 570	114 467	119 954
Débitures subordonnées	7 629	7 784	6 952
Titres de fiducies de capital	1 398	1 399	1 397
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 150	2 308	2 024
Total du passif	645 858	679 004	601 603
Total des capitaux propres	34 465	34 172	25 868
Total du passif et des capitaux propres	680 323 \$	713 176 \$	627 471 \$

(1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2008.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Notre bilan consolidé continue de subir les contrecoups du contexte actuel du marché et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs et passifs libellés principalement en dollars américains.

Le total de l'actif a augmenté de 53 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des dérivés et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 1 milliard de dollars, résultat qui reflète principalement le plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille, facteur neutralisé en grande partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts productifs d'intérêts libellés principalement en dollars américains.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 1 milliard de dollars, en raison principalement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains, ainsi que du nombre plus élevé de positions liées aux titres de créance garantis par le gouvernement, facteurs neutralisés en grande partie par la réduction de certaines positions liées aux activités de négociation découlant des conditions du marché.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et biens empruntés ont diminué de 19 milliards de dollars, ou 31 %, résultat qui reflète le plus faible niveau des activités des contreparties et des

activités d'emprunts de titres, ainsi que le plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille.

Les prêts se sont accrus de 20 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant en grande partie de la croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, facteur neutralisé en partie par le niveau plus élevé des opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada. La croissance des prêts de gros tient essentiellement à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des prêts commerciaux et des prêts aux grandes entreprises libellés principalement en dollars américains, à l'apport de RBTT, une société acquise, et à la croissance des prêts aux grandes entreprises au Canada.

Les actifs dérivés ont augmenté de 52 milliards de dollars, ou 72 %, en raison principalement de la hausse de la juste valeur découlant de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions receveur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises. L'écart entre les actifs dérivés comptabilisés selon les PCGR du Canada et ceux comptabilisés selon les PCGR des États-Unis a donné lieu à une baisse des dérivés de 90 milliards de dollars en vertu des PCGR des États-Unis au 30 avril 2009 et il tient essentiellement à l'incidence des accords généraux de compensation et des nantissements en espèces conclus avec les mêmes contreparties, comme il est présenté dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés dressés selon les PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements.

Les autres actifs ont diminué de 3 milliards de dollars, résultat qui tient en grande partie à la baisse des sommes à recevoir des courtiers en raison du reclassement prospectif de certaines sommes à recevoir des courtiers qui sont compensées dans les prêts de gros et du calendrier des règlements, ainsi qu'à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. La diminution a été partiellement contrebalancée par l'écart d'acquisition découlant des acquisitions de RBTT, de PH&N et de FBW à l'exercice précédent.

Le total du passif a augmenté de 44 milliards de dollars, ou 7 %.

Les dépôts se sont accrus de 12 milliards de dollars, ou 3 %, en raison de la croissance des dépôts des particuliers, laquelle reflète la forte demande visant nos produits bancaires au Canada. La croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements tient essentiellement à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts libellés principalement en dollars américains, à la croissance des volumes de dépôts à vue des entreprises au Canada et à l'apport de RBTT, facteur qui a été neutralisé en grande partie par la diminution des besoins de financement liés à certaines de nos activités de négociation et par la hausse de l'utilisation du financement tiré de nos opérations de titrisation.

Les passifs dérivés se sont accrus de 39 milliards de dollars, ou 54 %, résultat qui est principalement imputable à la hausse de la juste valeur découlant de l'incidence de la réduction des taux d'intérêt sur les positions payeur de taux fixe et à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les passifs libellés en devises. L'écart entre les passifs dérivés comptabilisés selon les PCGR du Canada et ceux comptabilisés selon les PCGR des États-Unis a donné lieu à une baisse des dérivés de 85 milliards de dollars en vertu des PCGR des États-Unis au 30 avril 2009 et il tient essentiellement aux facteurs mentionnés ci-dessus.

Les autres passifs ont diminué de 7 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète le plus faible niveau des positions vendeur en raison des conditions de marché, facteur qui a été contrebalancé par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des emprunts et prêts de titres libellés principalement en dollars américains.

Les capitaux propres ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 33 %, résultat qui reflète l'émission d'actions ordinaires à des fins commerciales générales et en contrepartie des acquisitions de RBTT, de PH&N et de FBW au deuxième semestre de 2008. L'émission d'actions

privilégiées et les gains de change non réalisés ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées, ainsi que par la hausse des pertes nettes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de l'actif a diminué de 33 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 4 milliards de dollars, en raison principalement du nombre réduit d'actifs donnés en garantie liés à nos activités de négociation.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 4 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement le nombre plus élevé de titres de créance garantis par le gouvernement et par certaines grandes entreprises ainsi que d'instruments de capitaux propres, facteur neutralisé en partie par la réduction de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles au Canada liés à nos opérations de titrisation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète le niveau plus élevé des activités des contreparties et l'augmentation des activités d'emprunt de titres découlant de l'amélioration des conditions du marché.

Les prêts ont reculé de 6 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète le nombre moins élevé d'actifs donnés en garantie relativement à nos activités de négociation. Les prêts de détail sont demeurés essentiellement stables, résultat qui tient au fait que la croissance des volumes liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada a été neutralisée en partie par l'augmentation des opérations de titrisation liées à nos prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Les actifs dérivés ont reculé de 21 milliards de dollars, résultat qui est principalement imputable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des dérivés libellés principalement en dollars américains, ainsi qu'à la réduction stratégique de nos positions sur dérivés.

Les autres actifs ont diminué de 7 milliards de dollars, résultat qui tient en grande partie à la baisse des sommes à recevoir des courtiers en raison du calendrier des règlements, et à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition.

Le total du passif a diminué de 33 milliards de dollars, ou 5 %.

Les dépôts ont subi une baisse de 11 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète la réduction de nos besoins de financement liés à certaines positions des activités de négociation et l'augmentation de l'utilisation du financement tiré de nos opérations de titrisation, facteurs neutralisés en partie par la forte demande visant nos produits bancaires au Canada.

Les passifs dérivés ont reculé de 20 milliards de dollars, résultat qui est en grande partie attribuable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des dérivés libellés principalement en dollars américains, ainsi qu'à la réduction stratégique continue de nos positions sur dérivés.

Les autres passifs ont diminué de 2 milliards de dollars, en raison principalement de la réduction des nantissements en espèces et des mises en pension de titres utilisés comme sources de financement de certaines positions liées aux activités de négociation, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé d'emprunts de titres découlant de l'amélioration des conditions du marché.

Les capitaux propres ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, résultat qui reflète l'émission d'actions privilégiées et les gains nets non réalisés sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente, facteurs neutralisés en partie par les dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées ainsi que par l'écart de conversion non réalisé.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 76 à 80 de notre rapport annuel 2008.

Opérations de titrisation

Nous poursuivons nos activités de financement de gros à faible coût en participant au programme traditionnel d'obligations hypothécaires canadiennes ainsi qu'au programme d'enchères du gouvernement canadien, à savoir le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), lancé en octobre 2008 en raison des récentes conditions du marché. Nous avons dans une large mesure utilisé le PAPHA plutôt que des sources de financement à terme traditionnelles, car les coûts du crédit ont augmenté considérablement au cours de la récente crise du crédit. Au deuxième trimestre de 2009, nous avons vendu des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles assurés par le gouvernement canadien totalisant 7,9 milliards de dollars dans le cadre de ces programmes, et le montant de ces titres vendus dans le cadre du PAPHA depuis la création du programme s'élève à 13 milliards. Nous

attendons à ce que nos activités de titrisation et nos coûts de financement de gros retrouvent des niveaux plus conformes aux données historiques lorsque ces programmes commandités par des gouvernements prendront fin ou que nous mettrons un terme à notre participation à ces programmes. L'analyse qui suit porte sur la valeur nominale de nos opérations de titrisation qui ont eu une incidence sur nos résultats d'exploitation pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Deuxième trimestre de 2009

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 8,0 milliards de dollars. Une tranche de 3,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue et la tranche résiduelle de 4,5 milliards a été conservée.

Deuxième semestre de 2009

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 18,5 milliards de dollars. Une tranche de 11,2 milliards de dollars de ce montant a été vendue et la tranche résiduelle de 7,3 milliards a été conservée.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à débiteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans.

Se reporter aux pages 37, 148 et 149 de notre rapport annuel 2008 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 30 avril 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009											
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif par cote de crédit (3)			Total de l'actif par échéance moyenne				Total de l'actif par lieu de résidence de l'emprunteur		
			De première qualité (4)	De qualité inférieure (4)	Aucune cote	Moins de un an	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :												
Conduits multicédants (5)	36 356 \$	36 933 \$	36 155 \$	201 \$	– \$	13 054 \$	21 202 \$	2 100 \$	– \$	8 875 \$	27 481 \$	– \$
EDDV de financement structuré	9 549	2 883	5 481	–	4 068	2	–	9 547	–	–	9 549	–
EDDV de création de produits de crédit	1 266	796	692	408	166	–	–	1 266	–	–	1 266	–
Conduits de tiers	727	360	727	–	–	727	–	–	–	727	–	–
Fonds de placement	199	87	–	–	199	–	–	–	199	37	59	103
Autres	300	86	–	–	300	–	–	24	276	30	243	27
	48 397 \$	41 145 \$	43 055 \$	609 \$	4 733 \$	13 783 \$	21 202 \$	12 937 \$	475 \$	9 669 \$	38 598 \$	130 \$
EDDV consolidées :												
EDDV de financement structuré	3 008 \$	–	2 831 \$	– \$	177 \$	– \$	– \$	3 008 \$	– \$	– \$	3 008 \$	– \$
Fonds de placement	940	–	–	–	940	–	–	–	940	384	239	317
EDDV de création de produits de crédit	176	–	–	176	–	–	–	176	–	–	176	–
Structures de rémunération	61	–	–	–	61	–	–	–	61	61	–	–
Autres	45	–	–	–	45	–	–	36	9	–	40	5
	4 230 \$	–	2 831 \$	176 \$	1 223 \$	– \$	– \$	3 220 \$	1 010 \$	445 \$	3 463 \$	322 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs. Certains actifs, notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les garanties sous-jacentes ne sont assortis d'aucune cote dans les catégories présentées dans le tableau.
- (4) Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.
- (5) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

Plus de 86 % des actifs dans des EDDV non consolidées et plus de 66 % des actifs dans des EDDV consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Dans les deux cas, les actifs proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance. Dans le cas des conduits multicédants et des EDDV de financement structuré non consolidées, plus de 95 % et plus de 57 % des actifs, respectivement, sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels à ces conduits multicédants. Pour plus de détails sur l'ensemble de nos engagements, se reporter au tableau ci-dessous.

Facilités de liquidités et de rehaussement de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009				Au 31 janvier 2009				Au 30 avril 2008			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total
Facilités de garantie de liquidités	36 933 \$	31 412 \$	1 810 \$	33 222 \$	41 492 \$	35 319 \$	1 983 \$	37 302 \$	41 849 \$	36 997 \$	1 195 \$	38 192 \$
Facilités de rehaussement de crédit	3 711	3 711	–	3 711	4 253	4 253	–	4 253	3 989	3 989	–	3 989
Total	40 644 \$	35 123 \$	1 810 \$	36 933 \$	45 745 \$	39 572 \$	1 983 \$	41 555 \$	45 838 \$	40 986 \$	1 195 \$	42 181 \$

- (1) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars)	Au								
	30 avril 2009			31 janvier 2009			30 avril 2008		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
Actifs titrisés en cours									
Prêts sur cartes de crédit	10 241 \$	1 494 \$	13 710 \$	11 180 \$	1 494 \$	15 207 \$	12 150 \$	984 \$	13 222 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	2 679	4 041	7 237	3 501	4 614	8 908	4 414	6 284	10 729
Prêts aux étudiants	3 445	–	4 110	3 609	–	4 426	3 804	–	3 831
Créances clients	1 974	1 585	3 940	1 974	1 592	4 012	2 412	2 184	4 613
Créances au titre du matériel	715	1 250	2 102	770	1 962	2 907	417	1 785	2 205
Titres adossés à des actifs	2 186	–	2 608	2 353	–	2 886	1 940	–	1 954
Prêts à la consommation	1 122	–	1 338	1 122	–	1 376	1 530	27	1 568
Autres	1 008	683	1 888	944	675	1 833	3 071	965	4 059
Total	23 370 \$	9 053 \$	36 933 \$	25 453 \$	10 337 \$	41 555 \$	29 738 \$	12 229 \$	42 181 \$
Montant équivalent en dollars canadiens	27 880 \$	9 053 \$	36 933 \$	31 218 \$	10 337 \$	41 555 \$	29 952 \$	12 229 \$	42 181 \$

Le risque de perte maximal s'élevait à 36,9 milliards de dollars au 30 avril 2009 (41,6 milliards au 31 janvier 2009; 42,2 milliards au 30 avril 2008). Le montant maximal des actifs que les conduits multicédants pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat se chiffrait à 36,4 milliards de dollars au 30 avril 2009 (40,8 milliards au 31 janvier 2009; 41,1 milliards au 30 avril 2008). Sur l'ensemble des engagements d'achat, les conduits multicédants en cours avaient acheté au total pour 28,7 milliards de dollars d'actifs financiers au 30 avril 2009 (31,1 milliards au 31 janvier 2009; 30,5 milliards au 30 avril 2008).

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs assorti de cotes élevées, sans levier financier. Moins de 1 % (1 % au 31 janvier 2009; 1 % au 30 avril 2008) des actifs titrisés en cours étaient constitués des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux.

Nous poursuivons nos activités de montage de manière sélective, tout en réduisant nos expositions et nos concentrations. La variation du montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits multicédants est la suivante : les actifs libellés en dollars américains ont diminué de 5,9 milliards de dollars US par rapport à l'exercice précédent et de 1,9 milliard de dollars US par rapport au trimestre précédent, principalement dans les catégories des prêts-auto et crédit-bail automobile, des prêts sur cartes de crédit et des prêts à la consommation. Les actifs libellés en dollars canadiens ont diminué de 3,1 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent et de 1,2 milliard par rapport au trimestre précédent, principalement dans les catégories des prêts-auto et crédit-bail automobile, des prêts sur cartes de crédit et des créances clients. Le montant des rehaussements de crédit fournis par les cédants dans le cadre de nouvelles transactions et du renouvellement de transactions existantes a augmenté, car les cotes de crédit liées à ces transactions ont été haussées au cours de ces périodes.

Au 28 février 2009, la moyenne pondérée de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes s'établissait à 40,4 % du total des actifs (38,8 % au 31 décembre 2008), ce qui correspond à un multiple de couverture de 8,0 fois (8,8 fois au 31 décembre 2008) le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 5,1 % (4,4 % au 31 décembre 2008) lié au portefeuille d'actifs de clients. L'augmentation de la protection de crédit de premier niveau tient au rehaussement du crédit des nouvelles transactions et des transactions renouvelées, car les cotes de crédit liées à ces transactions ont été haussées au cours du trimestre.

En outre, la structure de frais des conduits multicédants contribue à diminuer le risque auquel nous sommes exposés à l'égard du portefeuille. Au 30 avril 2009, 91 % des actifs titrisés (90 % au 31 janvier 2009; 92 % au 30 avril 2008) sont financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais.

Les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,7 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits

multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs. En 2008, certains conduits multicédants aux États-Unis ont eu recours à nos facilités de garantie de liquidité pour financer une portion des titres adossés à des actifs. Ces emprunts se chiffraient à 1,8 milliard de dollars au 30 avril 2009 (2,0 milliards au 31 janvier 2009; 1,2 milliard au 30 avril 2008). Une tranche de 201 millions de dollars de ce montant a trait à un TGC lié à des TAA et est classée comme un prêt douteux. Au 30 avril 2009, la provision pour pertes sur prêts au titre de ces prêts douteux totalisait 14 millions de dollars (65 millions au 31 janvier 2009; 35 millions au 30 avril 2008). Au deuxième trimestre de 2009, nous avons radié un montant de 113 millions de dollars (néant au 31 janvier 2009; néant au 30 avril 2008) au titre de ces prêts et imputé ce montant à la provision pour pertes sur prêts.

Le PCAA émis par les conduits totalise 28,7 milliards de dollars au 30 avril 2009 (31,1 milliards au 31 janvier 2009; 30,5 milliards au 30 avril 2008), et 72 % (73 % au 31 janvier 2009; 77 % au 30 avril 2008) de l'ensemble de ce papier commercial obtient généralement la cote de crédit la plus élevée de chaque agence de notation et la tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par chaque agence de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 30 avril 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 204 millions de dollars (443 millions au 31 janvier 2009; 415 millions au 30 avril 2008), et ces placements sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction dans notre bilan consolidé.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 30 avril 2009, notre risque de perte maximal découlant des facilités de garantie de liquidité non utilisées relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des actifs se chiffrait à 32 milliards de dollars (36 milliards au 31 janvier 2009; 38 milliards au 30 avril 2008), dont une tranche correspondant à 97 % (97 % au 31 janvier 2009; 96 % au 30 avril 2008) des facilités de garantie de liquidité non utilisées a été fournie à des conduits multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 15 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur les garanties.

Instruments de placement structurés

Au 30 avril 2009, nous avons des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 17 millions de dollars (59 millions au 31 janvier 2009; 80 millions au 30 avril 2008), conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne détenons pas de papier commercial émis au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Contexte de gestion des risques

La gravité de la récession aux États-Unis et son incidence sur l'économie canadienne ont entraîné un affaiblissement plus prononcé du contexte du crédit, lequel s'est traduit par une hausse du nombre de prêts douteux et de la dotation à la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre considéré. La détérioration cadre avec le cycle économique mondial actuel avec lequel la plupart des secteurs d'activité doivent composer. Le degré de détérioration du crédit d'ici la fin de 2009 continuera de dépendre des conditions économiques et d'avoir une incidence sur nos résultats consolidés.

On a noté des signes précurseurs de reprise des marchés mondiaux des capitaux vers la fin du trimestre. Les écarts de taux et la volatilité des marchés des capitaux se sont atténués, mais ils continuent de se répercuter sur certaines de nos activités sur les marchés des capitaux et sur nos portefeuilles de placement.

Nous continuons de prendre des mesures pour atténuer l'incidence du contexte actuel de gestion des risques sur nos résultats et nous avons à cette fin amélioré notre liquidité et notre situation de capital, au moyen de l'émission de capital additionnel et de certaines opérations de titrisation.

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre objectif consiste à gérer ces risques de façon proactive, de manière à protéger l'entreprise contre un degré inacceptable de volatilité des bénéfices tout en soutenant et en favorisant les occasions d'affaires.

Pour plus de détails, se reporter aux pages 83 à 118 de notre rapport annuel 2008 puisque notre structure de gouvernance du risque et notre méthode de gestion du risque n'ont pas changé considérablement comparativement à celles qui sont décrites dans notre rapport annuel 2008.

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2009			31 janvier 2009			30 avril 2008	
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (4)	Risque total (4)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)						
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	115 874 \$	4 \$	– \$	– \$	– \$	115 878 \$	117 794 \$	116 496 \$
Prêts aux particuliers	65 622	43 751	54	–	–	109 427	106 815	95 155
Prêts sur cartes de crédit	8 914	20 609	–	–	–	29 523	29 025	25 836
Prêts aux petites entreprises	2 785	2 304	49	–	–	5 138	4 989	5 490
Prêts de détail	193 195 \$	66 668 \$	103 \$	– \$	– \$	259 966 \$	258 623 \$	242 977 \$
Prêts aux entreprises								
Exploitations agricoles	5 272 \$	408 \$	21 \$	– \$	15 \$	5 716 \$	5 753 \$	5 836 \$
Industrie automobile	4 128	1 682	147	15	612	6 584	6 850	5 814
Biens de consommation	6 838	2 182	481	–	252	9 753	10 083	8 785
Énergie	8 445	8 651	2 557	5	1 965	21 623	22 125	19 661
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 252	7 738	7 775	44 465	10 402	74 632	70 900	93 419
Industrie forestière	1 028	481	103	–	64	1 676	1 815	1 892
Produits industriels	5 115	2 142	346	–	291	7 894	8 000	6 628
Mines et métaux	3 228	1 313	548	–	728	5 817	6 428	4 602
Secteur immobilier et secteurs connexes	23 146	3 022	1 243	–	444	27 855	28 714	26 774
Technologie et médias	3 467	2 711	354	–	593	7 125	7 756	6 855
Transport et environnement	4 154	1 808	451	–	967	7 380	7 523	5 727
Autres	24 594	6 625	7 747	4 795	8 952	52 713	56 047	56 664
États souverains	2 241	2 670	11 023	1 157	10 428	27 519	30 448	30 640
Banques	2 627	759	40 029	59 861	33 263	136 539	149 875	181 964
Prêts de gros	98 535 \$	42 192 \$	72 825 \$	110 298 \$	68 976 \$	392 826 \$	412 317 \$	455 261 \$
Risque total	291 730 \$	108 860 \$	72 928 \$	110 298 \$	68 976 \$	652 792 \$	670 940 \$	698 238 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Montant de l'équivalent-crédit compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés s'est chiffré à 653 milliards de dollars, soit une diminution de 45 milliards, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés s'est accru de 17 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés aux produits bancaires au Canada, de l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des risques libellés en dollars américains et de l'acquisition de RBTT, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada en raison du PAPHA. L'augmentation de 14,3 milliards de dollars, ou 15 %, du risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts aux particuliers est en grande partie imputable au maintien de la demande visant les produits de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. Une tranche de 0,9 milliard de dollars de l'augmentation est attribuable à l'acquisition de RBTT. Le risque de crédit lié aux prêts sur cartes de crédit auquel nous sommes exposés a augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 14 %, en grande partie en raison de l'accroissement des engagements n'ayant pas fait l'objet de prélèvements. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts hypothécaires résidentiels a diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 1 %, car la quasi-totalité de la croissance enregistrée, y compris le montant de 1,1 milliard lié à l'acquisition de RBTT, a été neutralisée par le plus grand nombre d'opérations de titrisation dont il est fait mention ci-dessus. L'utilisation de cautionnements et de garanties au sein du portefeuille de prêts de détail fait partie intégrante de notre stratégie d'atténuation du risque de crédit. Au 30 avril 2009, les prêts hypothécaires assurés représentaient environ 29,5 milliards de dollars, ou 25 %, de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Du montant total des prêts aux particuliers en cours, qui s'élève à 65,6 milliards de dollars, une tranche d'environ 34,4 milliards, ou 52 %, est garantie.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 62 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement d'une baisse des mises en pension de titres, laquelle a été neutralisée en partie par la croissance des prêts liés à nos portefeuilles au Canada et dans les autres pays ainsi que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des risques libellés en dollars américains. Une baisse de 58 milliards de dollars des mises en pension de titres et une diminution de 13,6 milliards des autres risques auxquels nous sommes exposés ont été partiellement contrebalancées par une croissance des prêts en cours de 9,5 milliards, y compris des prêts de 3,1 milliards liés à l'acquisition de RBTT. En ce qui concerne le risque de crédit par secteur d'activité, les baisses de 45,4 milliards de dollars et de 18,8 milliards dans les secteurs Banques et Services financiers autres que ceux fournis par des banques, respectivement, ont été en partie contrebalancées par les légères augmentations enregistrées dans la plupart des autres secteurs, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées dans les secteurs Énergie, Transport et environnement et Produits industriels. La diminution des risques auxquels nous sommes exposés relativement au secteur Banques et aux services financiers autres que ceux fournis par des banques est en grande partie attribuable à la diminution des mises en pension de titres, principalement en raison du plus faible niveau des activités des contreparties et des activités d'emprunts de titres, ainsi que du plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille. Le taux d'utilisation des prêts de gros est demeuré stable au cours de la période, s'établissant à 42 %.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés a diminué de 18 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés a augmenté de 1 milliard de dollars, en raison principalement de l'accroissement des prêts aux particuliers découlant en grande partie de la croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, facteur neutralisé en partie par une baisse des prêts hypothécaires résidentiels de 2 milliards, ou 2 %, qui tient aux opérations de titrisation.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 19 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète en grande partie la réduction de la quasi-totalité des catégories de risques, sauf les mises en pension de titres, les diminutions les plus importantes, à savoir 9 milliards, 6,5 milliards et 5,6 milliards ayant trait respectivement à d'autres risques, aux risques liés aux dérivés hors cote et aux prêts en cours. Les variations au sein du secteur Banques et des services financiers autres que ceux fournis par des banques découlent principalement de la catégorie Autres et sont essentiellement liées aux lettres de crédit et aux garanties.

Dérivés de crédit aux fins de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Capital nominal			
Protection achetée	95 963 \$	136 248 \$	198 920 \$
Protection vendue	85 488	124 319	185 777
Juste valeur (2)			
Positive	11 181	16 718	11 245
Négative	9 419	14 694	9 781
Coût de remplacement (3)	4 781	6 054	3 865

(1) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance. Plus de 93 % (91 % au 31 janvier 2009; 95 % au 30 avril 2008) de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

(2) Juste valeur brute avant la compensation.

(3) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 203,2 milliards de dollars, ou 53 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées. Les justes valeurs positive et négative brutes totales ont reculé de 0,1 milliard de dollars et de 0,4 milliard, respectivement. Ce recul reflète la réduction stratégique des positions, laquelle a été neutralisée en grande partie par l'élargissement des écarts de taux. Le coût de remplacement a augmenté de 0,9 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'élargissement des écarts de taux et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 79,1 milliards de dollars, ou 30 %, par rapport au trimestre précédent. Les justes valeurs positive et négative brutes totales et le coût de remplacement ont reculé de 5,5 milliards de dollars, de 5,3 milliards et de 1,3 milliard, respectivement. Ces résultats à la baisse tiennent principalement à une réduction stratégique des positions.

Positions sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Capital nominal			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	369 \$	377 \$	408 \$
Énergie	359	369	550
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	274	343	484
Mines et métaux	435	601	519
Secteur immobilier et secteurs connexes	130	145	186
Technologie et médias	—	10	18
Transport et environnement	218	224	234
Autres (2)	75	433	469
États souverains	289	299	348
Banques	256	263	728
Protection achetée, montant net	2 405 \$	3 064 \$	3 944 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	23	24	20
Protection achetée, montant brut	2 428 \$	3 088 \$	3 964 \$
Protection vendue, montant net (3)	64 \$	141 \$	130 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	23	24	20
Protection vendue, montant brut	87 \$	165 \$	150 \$
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	2 515 \$	3 253 \$	4 114 \$
Juste valeur (4)			
Positive	316 \$	384 \$	85 \$
Négative	14	15	43

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Au 30 avril 2009, le poste Autres est lié aux biens de consommation, 39 millions de dollars (40 millions au 31 janvier 2009; 33 millions au 30 avril 2008), au secteur de la santé, 36 millions (12 millions au 31 janvier 2009; 10 millions au 30 avril 2008) et à d'autres éléments, néant (381 millions au 31 janvier 2009; 426 millions au 30 avril 2008).

(3) La protection vendue, montant net, au 30 avril 2009 visait le poste Biens de consommation, néant (76 millions de dollars au 31 janvier 2009; 75 millions au 30 avril 2008) et le poste Autres, 64 millions (65 millions au 31 janvier 2009; 55 millions au 30 avril 2008).

(4) Juste valeur brute avant la compensation.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a diminué de 1,6 milliard de dollars, ou 39 %, par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une réduction stratégique de nos positions et de l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 39 %. Cette diminution a particulièrement touché les risques liés aux secteurs Banques, Autres, Services financiers autres que ceux fournis par des banques et Énergie. Le total de la protection vendue a diminué de 63 millions de dollars, ou 42 %, en raison principalement de l'échéance de contrats.

La juste valeur positive brute totale s'est accrue de 231 millions de dollars, en raison essentiellement de l'élargissement des écarts de taux. La juste valeur négative brute totale a affiché une baisse de 29 millions de dollars, résultat qui tient principalement à l'échéance de contrats.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a baissé de 0,7 milliard de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction stratégique des positions et l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a reculé de 0,7 milliard de dollars, ou 21 %. Ce recul a touché principalement les secteurs Autres, Mines et métaux et Services financiers autres que ceux fournis par des banques. Le total de la protection vendue a subi une baisse de 78 millions de dollars, ou 47 %, en raison principalement de l'échéance de contrats.

La juste valeur positive brute totale a diminué de 68 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la réduction stratégique des positions. La juste valeur négative brute totale a reculé de 1 million de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à l'échéance de contrats.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Canada (1)					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	6 \$	1 \$	12 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	116	101	92	217	187
Prêts sur cartes de crédit	97	81	65	178	129
Prêts aux petites entreprises	13	15	12	28	21
Prêts de détail	232	203	170	435	341
Prêts de gros	(8)	174	36	166	68
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	224	377	206	601	409
États-Unis (1)					
Prêts de détail	98	49	17	147	30
Prêts de gros	409	162	123	571	184
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	507	211	140	718	214
Autres pays (1)					
Prêts de détail	10	6	4	16	7
Prêts de gros	10	4	–	14	1
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	20	10	4	30	8
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	751	598	350	1 349	631
Dotation à la provision générale	223	149	(1)	372	11
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (1)	974 \$	747 \$	349 \$	1 721 \$	642 \$
Services bancaires canadiens (2)	351 \$	270 \$	224 \$	621 \$	438 \$
Services bancaires internationaux (2)	289	200	91	489	162
Marchés des Capitaux (2)	145	160	58	305	86
Services de soutien généraux (2)	189	117	(24)	306	(44)

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Les secteurs pour lesquels le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, les variations de la provision pour pertes sur créances – provision générale sont prises en compte prospectivement dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, la dotation à la provision générale avait principalement trait au secteur Services bancaires internationaux (11 millions de dollars).

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 974 millions de dollars, en hausse de 625 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est principalement imputable à la hausse de 401 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et à l'augmentation de 223 millions de la provision générale au cours du trimestre considéré.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 127 millions de dollars, ou 57 %, résultat qui reflète les taux de pertes plus élevés et la croissance du portefeuille de prêts sur cartes de crédit, le nombre plus élevé de prêts aux entreprises classés comme prêts douteux et les taux de pertes plus élevés liés aux prêts aux particuliers non garantis. Notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, qui a continué d'afficher un bon rendement, a représenté, dans le passé, une tranche nominale de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances exprimée en pourcentage du montant net des prêts et des acceptations en cours. Bien que le nombre de prêts hypothécaires résidentiels classés comme prêts douteux ait augmenté, nous sommes persuadés que nos pertes continueront de suivre le cycle de crédit, compte tenu de la conjoncture actuelle.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 197 millions de dollars. Cette hausse, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, est imputable à la détérioration continue du crédit lié à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail, laquelle découle essentiellement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, aux prêts commerciaux, aux prêts pour l'achat de lots, aux prêts hypothécaires résidentiels et au financement aux fins d'accession à la propriété. Le résultat à la hausse tient également à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 87 millions de dollars, résultat qui reflète un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis, qui touchent des clients spécifiques des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Produits de financement et Technologie et médias. Cette augmentation tient compte d'une provision supplémentaire de 61 millions de dollars au titre des prêts consentis à certains conduits multicédants administrés par RBC, qui étaient considérés comme des prêts douteux. Pour de plus amples renseignements sur ce conduit, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains réalisés ce trimestre sur les titres affectés en garantie qui ont été recouverts au premier trimestre de 2009 et qui concernaient un client spécifique des services de courtage privilégié au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada.

La provision générale s'est accrue pour s'établir à 224 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse des provisions liées principalement aux services bancaires américains et, dans une mesure moindre, à notre portefeuille de prêts de détail au Canada, relativement à des prêts qui n'ont pas encore été classés comme prêts douteux.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 721 millions de dollars, en hausse de 1 079 millions par rapport à l'exercice précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 183 millions de dollars, résultat qui est imputable à la hausse des radiations liées aux prêts sur cartes de crédit et à la hausse des taux de pertes sur les prêts aux particuliers non garantis et des prêts aux entreprises classés comme prêts douteux.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 338 millions de dollars et elle a trait en grande partie aux services bancaires aux États-Unis. Ce résultat tient principalement à l'accroissement des prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, à notre portefeuille de prêts commerciaux, aux prêts pour l'achat de lots, au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts hypothécaires résidentiels. Le résultat à la hausse tient également à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 219 millions de dollars, en raison essentiellement d'un petit nombre de prêts douteux au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La provision générale s'est accrue de 361 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la détérioration du crédit lié principalement à nos services bancaires aux États-Unis et, dans une mesure moindre, à nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts de détail au Canada.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 227 millions de dollars, ou 30 %, par rapport au trimestre précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 81 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement aux prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises, au nombre plus élevé de radiations liées aux prêts sur cartes de crédit, ainsi qu'à l'augmentation des taux de pertes sur les prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 89 millions de dollars et elle est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, en raison du nombre plus élevé de prêts douteux comptabilisés relativement aux activités de financement de constructeurs résidentiels, aux prêts pour l'achat de lots, au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts hypothécaires résidentiels.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 15 millions de dollars, en raison principalement des gains réalisés ce trimestre sur les titres affectés en garantie qui ont été recouverts au premier trimestre de 2009 et qui concernaient un client spécifique des services de courtage privilégié au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada, facteur neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

La provision générale a pour sa part augmenté de 74 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et elle avait trait principalement aux services bancaires aux États-Unis.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Canada (1)			
Prêts de détail	589 \$	502 \$	380 \$
Prêts de gros	758	533	414
États-Unis (1)			
Prêts de détail	242	209	69
Prêts de gros	2 229	1 964	922
Autres pays (1)			
Prêts de détail	216	188	65
Prêts de gros	183	144	35
Montant brut total des prêts douteux	4 217 \$	3 540 \$	1 885 \$
Services bancaires canadiens (2)	1 173 \$	869 \$	761 \$
Services bancaires internationaux (2)	2 271	2 114	812
Marchés des Capitaux (2)	772	556	309

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 2 332 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la conjoncture économique actuelle.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 412 millions de dollars, résultat qui est en grande partie imputable aux prêts aux entreprises classés comme prêts douteux consentis à des clients qui exercent leurs activités dans les secteurs de l'immobilier et des technologies et médias, ainsi qu'au nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 1 459 millions de dollars, résultat qui est principalement lié aux services bancaires aux États-Unis et qui reflète la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels. La croissance du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts aux particuliers découlant de l'acquisition de RBTT a également contribué à la hausse. Cette dernière a été neutralisée en partie par les radiations liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 463 millions de dollars, résultat qui reflète un petit nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et au Canada et touchant des clients spécifiques des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Produits industriels et Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par les radiations liées à certains conduits administrés par RBC.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 677 millions de dollars, ou 19 %.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 304 millions de dollars, en raison principalement d'un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises et de la hausse des prêts hypothécaires résidentiels classés comme douteux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 157 millions de dollars, résultat qui est lié principalement aux services bancaires aux États-Unis et qui reflète l'augmentation des prêts commerciaux et hypothécaires résidentiels douteux, laquelle a été contrebalancée en partie par les radiations liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 216 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie à un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis touchant des clients spécifiques des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques et Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par les radiations liées à certains conduits administrés par RBC.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada (1)	360 \$	301 \$	253 \$
États-Unis (1)	488	470	221
Autres pays (1)	134	120	36
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	982	891	510
Provision générale			
Prêts de détail	983	876	606
Prêts de gros	911	812	694
Total de la provision générale	1 894	1 688	1 300
Total de la provision pour pertes sur créances	2 876	2 579	1 810
Services bancaires canadiens (2)	299 \$	245 \$	988 \$
Services bancaires internationaux (2)	413	435	436
Marchés des Capitaux (2)	271	212	386
Services de soutien généraux (2)	1 893	1 687	–

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Les secteurs pour lesquels le total de la provision pour pertes sur créances est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la provision pour pertes sur créances – provision générale est prise en compte prospectivement dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Au 30 avril 2008, la provision générale visait principalement les secteurs Services bancaires canadiens (750 millions de dollars), Marchés des Capitaux (285 millions) et Services bancaires internationaux (265 millions).

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 59 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse de 594 millions de la provision générale, laquelle est liée principalement à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts de détail au Canada. L'augmentation de 472 millions de dollars des provisions spécifiques tient en grande partie à la hausse du montant brut des prêts douteux.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 297 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, en raison d'une augmentation de 206 millions de la provision générale et d'une hausse de 91 millions des provisions spécifiques. L'augmentation des provisions spécifiques s'explique en grande partie par la hausse du

montant brut des prêts douteux, neutralisée en partie par l'augmentation des radiations liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à certains conduits gérés par RBC.

Prêts bancaires aux États-Unis

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Prêts de détail			
Prêts hypothécaires résidentiels	3 312 \$	3 093 \$	2 922 \$
Financement aux fins d'accession à la propriété	4 575	4 576	4 269
Prêts pour l'achat de lots	1 007	1 110	1 142
Prêts sur cartes de crédit	204	202	187
Autres	297	317	320
	9 395 \$	9 298 \$	8 840 \$
Prêts de gros			
Prêts commerciaux	14 462 \$	15 371 \$	14 588 \$
Financement aux constructeurs résidentiels	1 852	2 034	2 116
RBC Real Estate Finance Inc. (REFI)	827	1 069	1 153
Autres	274	328	585
	17 415	18 802	18 442
Total des prêts bancaires aux États-Unis	26 810 \$	28 100 \$	27 282 \$

Le total des prêts bancaires aux États-Unis a diminué de 1,3 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les prêts libellés en dollars américains, la réduction stratégique des prêts commerciaux et des activités de financement de constructeurs résidentiels ainsi que les radiations liées aux activités de financement de constructeurs résidentiels, facteurs neutralisés en partie par la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de financement aux fins d'accession à la propriété. Nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis se composent d'un montant de 1,9 milliard de dollars au titre de nos activités de financement de constructeurs en cours et d'un montant de 0,8 milliard relatif à RBC Real Estate Finance Inc. (REFI), une filiale en propriété exclusive créée afin de gérer l'abandon graduel de nos activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois et Colorado (États non compris dans notre réseau), ainsi que de certains autres prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États compris dans notre réseau.

Risque de marché

Les marchés mondiaux des capitaux demeurent aux prises avec un degré de volatilité élevé, bien que cette volatilité n'ait pas augmenté au cours du trimestre considéré, comme ce fut le cas au premier trimestre de 2009. Cette volatilité accrue par rapport aux périodes précédentes est maintenant prise en compte dans les données historiques utilisées aux fins de l'application du modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) globale. En conséquence, les niveaux de la VAR se sont stabilisés, et la moyenne de la VAR de même que la VAR à la fin du deuxième trimestre sont pour ainsi dire égales aux niveaux de la VAR enregistrés au 31 janvier 2009.

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

Revenus de négociation et VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2009				31 janvier 2009		30 avril 2008	
	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé			Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	10 \$	10 \$	19 \$	8 \$	9 \$	12 \$	18 \$	14 \$
Change	4	3	6	2	2	5	3	2
Marchandises	3	1	4	-	1	1	4	3
Taux d'intérêt	51	56	67	43	60	43	24	26
Risque spécifique lié au crédit	11	9	14	7	9	10	6	7
Effet de diversification	(21)	(19)	(27)	(11)	(17)	(23)	(26)	(23)
VAR globale	58 \$	60 \$	70 \$	46 \$	64 \$	48 \$	29 \$	29 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2009				30 avril 2008	
	Au 30 avril	Pour le semestre terminé			Au 30 avril	Pour le semestre terminé
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	10 \$	11 \$	21 \$	6 \$	18 \$	14 \$
Change	4	4	13	2	3	2
Marchandises	3	1	4	-	4	2
Taux d'intérêt	51	49	69	20	24	24
Risque spécifique lié au crédit	11	10	14	7	6	6
Effet de diversification	(21)	(21)	(32)	(11)	(26)	(21)
VAR globale	58 \$	54 \$	70 \$	26 \$	29 \$	27 \$

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est établie à 60 millions de dollars, en hausse de 31 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète en grande partie la volatilité accrue des taux d'intérêt et des marchés du crédit. La diminution de la diversifica-

tion, qui est passée de 44 % à 24 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

Deuxième semestre de 2009 par rapport au deuxième semestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 54 millions de dollars, en hausse de 27 millions comparativement à l'exercice précédent. Cette hausse reflète principalement la volatilité accrue des taux d'intérêt et des marchés du crédit. La diminution de la diversification, qui est passée de 44 % à 28 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

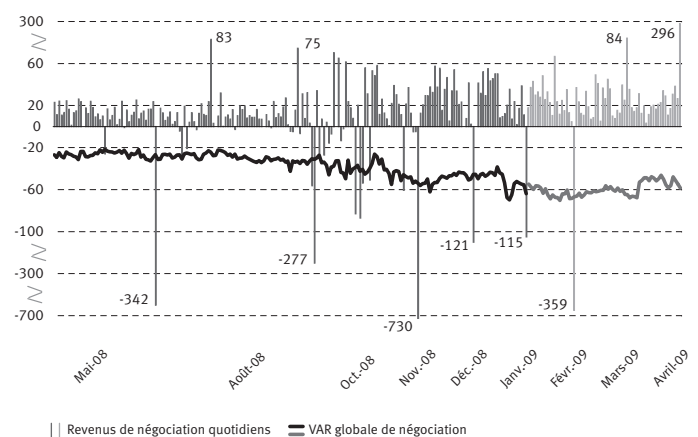
Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 60 millions de dollars, en hausse de 12 millions comparativement au trimestre précédent. Cette hausse reflète principalement la volatilité accrue des taux d'intérêt et des marchés du crédit. La diminution de la diversification, qui est passée de 32 % à 24 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

La VAR globale, qui se chiffrait à 58 millions de dollars à la fin du trimestre, a diminué de 6 millions comparativement à la VAR globale enregistrée à la fin du dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement l'augmentation de la diversification au cours de cette séance.

Revenus de négociation et VAR globale

(en millions de dollars canadiens) (1)



Revenus de négociation quotidiens VAR globale de négociation

(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu une séance marquée par des pertes de négociation nettes, au cours de laquelle la VAR globale a été dépassée. La séance marquée par des pertes et la séance marquée par un important profit à la fin du trimestre tiennent principalement aux ajustements des évaluations du crédit, y compris celles liées à MBIA Inc.

Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2009						31 janvier 2009		30 avril 2008	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(387)\$	(53)\$	(440)\$	194 \$	34 \$	228 \$	(501)\$	70 \$	(575)\$	9 \$
diminution des taux de 100 p.b.	336	17	353	(22)	(26)	(48)	396	(115)	489	(25)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Deuxième trimestre de 2009

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au deuxième trimestre de 2009, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		
	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Capital			
Capital de première catégorie	30 274 \$	28 901 \$	23 566 \$
Capital total	35 290	34 112	28 448
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	211 585 \$	220 464 \$	199 523 \$
Risque de marché	20 100	19 184	19 669
Risque opérationnel	33 962	33 913	30 050
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	265 647 \$	273 561 \$	249 242 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	11,4 %	10,6 %	9,5 %
Capital total	13,3 %	12,5 %	11,4 %
Coefficient actif/capital	16,3X	17,5X	20,2X

Notre situation de capital s'est améliorée au cours des deux premiers trimestres de 2009, par suite de l'émission de capital réglementaire supplémentaire à des fins commerciales générales. Le produit de l'émission soutient davantage notre position de capital et nous donne la souplesse voulue pour continuer d'investir dans les activités existantes.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Au 30 avril 2009, le ratio du capital de première catégorie était de 11,4 % et le ratio du capital total, de 13,3 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 190 points de base par rapport à l'exercice précédent, augmentation qui tient principalement à l'émission, au cours des deux derniers trimestres, de capital supplémentaire d'un montant de 4,5 milliards de dollars, aux émissions de capital effectuées aux fins des acquisitions de RBTT, de PH&N et de FBW, ainsi qu'au montant des capitaux autogénérés à

l'interne au cours de la période. Les niveaux de capital plus élevés ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et par le montant plus élevé de l'écart d'acquisition porté en déduction du capital par suite des acquisitions.

Le ratio du capital total a augmenté de 190 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs concernant le capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'émission de débentures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 16,4 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance de nos activités, y compris les acquisitions, et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises.

Au 30 avril 2009, notre coefficient actif/capital, qui s'établissait à 16,3 fois, avait diminué de 3,9 fois comparativement à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation du capital découlant des émissions et des capitaux autogénérés à l'interne, facteur neutralisé en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 80 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des émissions d'actions privilégiées supplémentaires, ainsi que d'une baisse de l'actif ajusté en fonction des risques.

Le ratio du capital total a augmenté de 80 points de base par rapport au trimestre précédent, augmentation découlant essentiellement des facteurs concernant le capital de première catégorie dont il est fait mention précédemment.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 8 milliards de dollars, ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, essentiellement en raison de la diminution des risques de crédit liés au secteur bancaire et des risques liés aux dérivés auxquels nous sommes exposés, ainsi que de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises.

Notre coefficient actif/capital a diminué de 1,2 fois comparativement au premier trimestre de 2009, principalement en raison de l'émission d'actions privilégiées supplémentaires et de la diminution du montant brut de l'actif ajusté.

Principales activités de gestion du capital, données concernant les actions et dividendes (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009		Pour le semestre terminé le 30 avril 2009		Au 30 avril 2009 et pour le trimestre terminé à cette date		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Capital de première catégorie							
Actions ordinaires émises							
À des fins commerciales générales			65 263	2 301 \$			
Régime de réinvestissement de dividendes (2)	561	15 \$	561	15			
Options sur actions levées (3)	859	21	1 309	30			
Actions privilégiées de premier rang émises/en circulation							
À dividende non cumulatif, série W (4)					12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA					12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB					12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC					8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD					10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE					10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF					8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG					10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AH					8 500	213	0,35
À dividende non cumulatif, série AJ (5)					16 000	400	0,31
À dividende non cumulatif, série AL (5)			12 000	300	12 000	300	0,35
À dividende non cumulatif, série AN (5)			9 000	225	9 000	225	0,71
À dividende non cumulatif, série AP (5)			11 000	275	11 000	275	0,56
À dividende non cumulatif, série AR (5)			14 000	350	14 000	350	0,49
À dividende non cumulatif, série AT (5)	11 000	275	11 000	275	11 000	275	–
À dividende non cumulatif, série AV (5)	16 000	400	16 000	400	16 000	400	–
À dividende non cumulatif, série AX (5)	13 000	325	13 000	325	13 000	325	–
Capital de deuxième catégorie							
Débentures subordonnées échéant le 15 mars 2009		125 \$ US		125 \$ US			
Débentures subordonnées devant être remboursées le 27 janvier 2014				500			
Actions ordinaires en circulation					1 408 393	12 730 \$	0,50 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation						4 813	
Actions autodétenues – privilégiées					(94)	(2)	
Actions autodétenues – ordinaires					(1 630)	(78)	
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.					6 413	324	
Options sur actions							
En circulation					22 668		
Pouvant être levées					17 582		
Dividendes							
Actions ordinaires						704	
Actions privilégiées						55	

- (1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 11 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.
(2) Les actions ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours du marché moyen.
(3) Le poste Montants comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
(4) Les actions privilégiées de premier rang, série W, comportent une option de conversion et, au 30 avril 2009, ces actions n'étaient pas encore convertibles.
(5) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Le 23 avril 2009, nous avons annoncé que nous comptons rembourser par anticipation la totalité de nos débentures subordonnées en circulation d'un montant de 1 milliard de dollars échéant le 1^{er} juin 2014, pour un montant égal à leur valeur nominale, majoré des intérêts courus. Le remboursement devrait avoir lieu le 1^{er} juin 2009 et il sera financé à même nos fonds généraux.

Au 22 mai 2009, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 410 528 000 et à 22 509 000, respectivement. Au 22 mai 2009, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 19 000 et à 1 950 000, respectivement.

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

	Au		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
RBC Bank (USA) (1), (2), (3)			
Ratio du capital de première catégorie	9,3 %	7,3 %	9,8 %
Ratio du capital total	12,6 %	10,6 %	12,1 %

- (1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le Federal Reserve Board des États-Unis et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.
(2) Étant donné que l'exercice s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios illustrés sont présentés au 31 mars 2009, au 31 décembre 2008 et au 31 mars 2008, respectivement.
(3) Les ratios de capital au 30 avril 2008 ont été retraités de manière à tenir compte des calculs révisés.

Capital économique (1)

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
(soldes moyens en millions de dollars canadiens)			
Risque de crédit	10 500 \$	10 100 \$	7 850 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 550	2 800	1 750
Risque opérationnel	3 450	3 400	2 400
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 300	2 250	2 000
Risque d'assurance	150	150	150
Capital de risque	18 950 \$	18 700 \$	14 150 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	12 100	12 200	6 450
Capital économique	31 050 \$	30 900 \$	20 600 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital (2)	(650)	(1 850)	2 800
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 400 \$	29 050 \$	23 400 \$

- (1) Le capital économique est une mesure utilisée non seulement aux fins de la gestion du rendement, mais aussi afin d'évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de même que d'autres instruments dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, qui excède considérablement le capital économique.
- (2) La surattribution de capital a diminué par rapport au premier trimestre de 2009, résultat qui reflète l'incidence, pour le trimestre complet, des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés à l'émission d'actions au premier trimestre de 2009. La sous-attribution (surattribution) de capital est présentée dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le capital économique a augmenté de 10,5 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que d'une augmentation du capital lié au risque de crédit, au risque opérationnel et au risque de marché. La hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et l'augmentation du capital lié au risque de crédit découlent en grande partie des acquisitions de RBTT, de PH&N et de FBW, ainsi que de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les valeurs libellées en devises. La hausse du capital lié au risque opérationnel tient essentiellement à l'accroissement des revenus bruts, et l'augmentation du capital lié au risque de marché découle principalement de la volatilité du marché et de la croissance du portefeuille.

Deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009

Le capital économique a augmenté de 150 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du capital lié au risque de crédit, neutralisée en partie par la diminution du capital lié au risque de marché. La hausse du capital lié au risque de crédit est imputable à la croissance du portefeuille et aux révisions à la baisse des cotes de crédit de certaines contreparties ayant entraîné une augmentation des besoins de trésorerie. La baisse du capital lié au risque de marché tient principalement à la volatilité réduite du marché et à la diminution du portefeuille.

Risque d'illiquidité et de financement

Dernièrement, la situation des liquidités et du financement s'est améliorée de façon générale, en grande partie par suite des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales, telles que les réductions des taux d'intérêt, les plans de stimulation des marchés financiers et les garanties améliorées à l'égard des prêts interbancaires; cependant, la conjoncture macroéconomique demeure tendue, et les préoccupations persistent à l'égard du système financier de divers pays. Dans un tel contexte, nous avons saisi l'occasion de renforcer notre position de liquidité et de financement, qui demeure à notre avis appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis le 4 décembre 2008, et le risque d'illiquidité et de financement auquel nous sommes exposés demeure en deçà de notre seuil de tolérance au risque. Le marché du financement à terme bancaire non garanti par les gouvernements s'est amélioré de façon générale; cependant, une incertitude demeure relativement à la durabilité du rétablissement des conditions d'emprunt. Autrement, nous ne sommes au courant d'aucune autre tendance ou demande ni d'aucun autre engagement ou événement susceptible d'entraîner un changement important de cette position.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source très stable de dépôts de base dans la plupart des contextes imaginables, puisqu'ils sont généralement moins sensibles aux rebondissements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations, parfois même exclusives, avec

nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, représentaient tout dernièrement 59 % du total des dépôts, soit une hausse de 2 % depuis les dernières données présentées en décembre.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles, notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées, tant au bilan que hors bilan. Ces risques d'illiquidité ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence, y compris des critères d'admissibilité à titre de garantie à l'égard des avances consenties par les banques centrales.

Nous avons été en mesure de renforcer davantage notre position de liquidité au cours du premier semestre de 2009 au moyen de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels, de l'augmentation des dépôts de base, de la diminution des exigences liées aux garanties et de l'émission de capital même si la conjoncture des marchés est demeurée difficile quoique moins contraignante. Nous continuons d'avoir accès à du financement par emprunt de premier rang, ainsi qu'à d'autres sources de financement.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 28 mai 2009, qui demeurent inchangées depuis le 25 février 2009. Nos cotes de crédit demeurent parmi les plus élevées de celles obtenues par les institutions financières à l'échelle mondiale et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Au 28 mai 2009 (1)		
Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective

Au 28 mai 2009 (1)			
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	Négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	Stable
Dominion Bond Rating Services (DBRS)	R-1 (élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces

engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	30 avril 2009					31 janvier 2009	30 avril 2008
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	17 086 \$	23 271 \$	9 645 \$	3 002 \$	53 004 \$	55 576 \$	54 484 \$
Obligations couvertes	94	–	3 392	2 120	5 606	5 445	5 169
Débiteures subordonnées	121	–	–	7 629	7 750	7 853	7 058
	17 301 \$	23 271 \$	13 037 \$	12 751 \$	66 360 \$	68 874 \$	66 711 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne « Moins de 1 an ».

Information financière supplémentaire**Incidence du contexte du marché**

Nous regroupons les informations à fournir à l'égard de l'incidence du contexte du marché et certaines informations à fournir à l'égard du Forum sur la stabilité financière. Pour des renseignements additionnels sur l'incidence du contexte du marché, se reporter à notre rapport annuel 2008.

La faiblesse de la conjoncture économique s'est poursuivie tout au long du deuxième trimestre de 2009; cependant, la conjoncture des marchés financiers s'est stabilisée, ce qui s'est traduit par des pertes relatives au contexte du marché moins élevées pour le trimestre considéré comparativement au trimestre précédent. Les pertes liées aux ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction découlant en grande partie du resserrement de nos écarts de taux, ainsi que les pertes additionnelles liées à notre exposition aux prêts à risque sur le marché américain couverts par MBIA et des titres disponibles à la vente ont été

partiellement contrebalancées par les gains liés aux ajustements favorables des évaluations de crédit étant donné que les écarts de taux des contreparties se sont resserrés. Ces pertes se sont traduites par une baisse de 556 millions de dollars des revenus, soit 224 millions relativement aux portefeuilles touchés et 332 millions relativement aux écarts de taux. Le bénéfice net a diminué de 296 millions de dollars. Nous croyons que les écarts de taux se resserreront davantage lorsque les acteurs sur le marché s'attendent à des améliorations de la conjoncture économique, ce qui aura une incidence sur la perception du risque de crédit évalué à l'égard de certains instruments financiers. De façon prospective, les gains ou les pertes sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et les ajustements des évaluations de crédit seront comptabilisés lorsque les écarts de taux de nos contreparties et de RBC se resserreront.

Sommaire de l'incidence du contexte du marché – gains (pertes)

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Gains (pertes) sur les portefeuilles touchés					
Titres détenus à des fins de transaction (1)	(95)	(824)	(787)	(919)	(1 217)
Titres disponibles à la vente	(129)	(252)	(67)	(381)	(67)
Incidence sur les revenus	(224)\$	(1 076)\$	(854)\$	(1 300)\$	(1 284)\$
Écritures de compensation	48	275	176	323	308
Économies d'impôts	56	233	242	289	353
Total après impôts et écritures de compensation	(120)\$	(568)\$	(436)\$	(688)\$	(623)\$
Gains (pertes) liés aux écarts de taux					
Ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des dérivés excluant les assureurs spécialisés	128 \$	(306)\$	(7)\$	(178)\$	(8)\$
Ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction	(402)	101	49	(301)	188
Swaps sur défaillance	(58)	24	(16)	(34)	51
Incidence sur les revenus	(332)	(181)	26	(513)	231
Écritures de compensation	64	73	(2)	137	(58)
Économies d'impôts	92	30	(7)	122	(61)
Total après impôts et écritures de compensation connexes	(176)\$	(78)\$	17 \$	(254)\$	112 \$
Total de l'incidence du contexte du marché sur le bénéfice net	(296)\$	(646)\$	(419)\$	(942)\$	(511)\$

- (1) Prêts à risque sur le marché américain – Des pertes sur des TGC liés à des TAA, des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres pertes d'un montant de 42 millions de dollars qui ont été enregistrées pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 ont été exclues du tableau ci-dessus. Des pertes de 358 millions de dollars enregistrées au premier trimestre de 2009 sont incluses dans le tableau ci-dessus pour le semestre terminé le 30 avril 2009. Des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain et des contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain ainsi que d'autres titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain ont été exclus du tableau ci-dessus pour le premier trimestre de 2009. Si le tableau tenait compte de ces portefeuilles, des pertes de 18 millions de dollars et des gains de 12 millions auraient été présentés pour l'ensemble de ces portefeuilles pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009, respectivement. Les (pertes)/gains ne sont pas reflétés dans le tableau ci-dessus puisqu'ils ne sont plus considérés comme des (pertes)/gains découlant du contexte du marché, car le risque auquel nous sommes actuellement exposés n'est pas important.

Pertes liées aux titres détenus à des fins de transaction**Prêts à risque sur le marché américain – couverts par MBIA**

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009							Pertes			Pertes		
	Risque sous-jacent		Réduction cumulative de la juste valeur	Garanties soutenues par des nantissements en espèces (1)	Montant attribuable aux swaps sur défaillance assurés par MBIA	Ajustement de l'évaluation du crédit et autres ajustements des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Juste valeur des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur						30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 246 \$	276 \$											
TGC liés à des TAA à risque	1 123	6											
Titres non adossés à des prêts à risque (TGC de sociétés)	3 141	2 228											
Total	5 510 \$	2 510 \$	3 000 \$	677 \$	2 323 \$	(1 140)\$	1 183 \$	89 \$	440 \$	204 \$	529 \$	283 \$	

- (1) Les effets à payer ont été radiés intégralement à titre d'écriture de compensation des pertes liées aux actifs sous-jacents.

Nous avons comptabilisé une tranche de 89 millions de dollars des pertes de 95 millions liées aux titres détenus à des fins de transaction au cours du trimestre, résultat qui tient à la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA, un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit concernant les tranches de

premier rang supérieur liées à nos activités de crédit structuré, la juste valeur des actifs sous-jacents ainsi que d'autres paramètres d'entrée. Comme il est illustré dans le tableau ci-dessus, la protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque.

Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009		Pertes			Pertes	
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
			30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	9 530 \$	7 101 \$	6 \$	26 \$	76 \$	32 \$	76 \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 15 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé des pertes supplémentaires de 6 millions de dollars liées aux titres détenus à des fins de transaction, lesquelles reflètent la variation de la valeur des actifs qui sous-tendent les portefeuilles de placement liés aux polices.

Au 30 avril 2009, une tranche de 7 062 millions de dollars de la valeur nominale (juste valeur de 6 238 millions) était investie dans des stratégies sans effet de levier, les actifs sous-jacents étant principalement investis dans des titres adossés à des créances

hypothécaires d'agences et dans des titres de gouvernements. La tranche résiduelle de 2 468 millions de dollars de la valeur nominale (juste valeur de 863 millions) a trait à un seul contrat investi en fonction de stratégies à effet de levier et de stratégies sans effet de levier. Nous estimons que notre obligation de paiement advenant le cas où ce contrat serait résilié le 30 avril 2009 est un peu moins élevée que notre estimation précédente.

Incidence des titres disponibles à la vente – total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le								Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009		31 janvier 2009		30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats		
Titres de gouvernements et d'agences	23 787 \$	24 193 \$	406 \$	(17)\$	354 \$	– \$	299 \$	3 \$	(17)\$	5 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 745	2 822	(923)	(74)	(944)	(155)	(434)	(73)	(229)	(73)
Titres adossés à des actifs	4 638	4 280	(358)	(28)	(462)	(15)	(78)	(1)	(43)	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16 311	15 911	(400)	(46)	(453)	(77)	9	(17)	(123)	(30)
Titres de participation	3 456	2 945	(511)	(29)	(658)	(21)	(92)	–	(50)	(8)
Titres de substitut de prêts	256	152	(104)	–	(97)	–	(8)	(1)	–	(1)
Total	52 193 \$	50 303 \$	(1 890)\$	(194)\$	(2 260)\$	(268)\$	(304)\$	(89)\$	(462)\$	(108)\$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 180 millions de dollars.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 2,6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la vente de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles garantis par le gouvernement canadien, à l'appui de nos activités de titrisation et de financement. La diminution a été neutralisée en partie par l'achat de certificats de dépôt à court terme, dont la plupart sont garantis par le gouvernement, à l'appui de la gestion des liquidités.

Les pertes nettes non réalisées se sont établies à 1,9 milliard de dollars pour le trimestre, en baisse de 370 millions, ou 16 %. Cette variation favorable reflète principalement l'amélioration des cours des actions des banques canadiennes que nous détenons à titre de couverture économique de certains programmes de rémunération à base d'actions, ainsi que de certains prêts aux étudiants et de titres à enchères. Cette amélioration des cours reflète essentiellement un changement dans l'état d'esprit du marché. La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 30 avril 2009 ne sont pas durables et elle a l'intention de détenir les titres jusqu'à ce qu'ils aient recouvré leur valeur ou jusqu'à ce que ces titres soient rachetés ou arrivent à

échéance. Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour des renseignements détaillés sur notre évaluation des titres ayant subi des pertes de valeur durables.

La perte nette de 194 millions de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de 2009 (dont une tranche de 129 millions est liée à l'incidence du contexte du marché) tient compte de pertes de 89 millions découlant d'une dépréciation, qui sont liées principalement à un certain nombre de placements privés et aux titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain, de pertes nettes de 70 millions liées à la vente essentiellement de titres adossés à des créances hypothécaires et d'engagements au titre de prêts aux grandes entreprises sur le marché américain, ainsi que de pertes de 35 millions relativement aux titres d'emprunt de sociétés et aux titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain pour lesquels la direction ne pouvait confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance. Ces résultats reflètent principalement les efforts de la direction visant à rééquilibrer certains portefeuilles et à gérer les risques auxquels nous sommes exposés.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient environ 0,4 % du total de notre actif au 30 avril 2009. Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 148 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 276 millions de MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 103 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 51 %, une cote AAA, sur une base nette, au 30 avril 2009. Aucun de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles n'a été émis au cours de la dernière année.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1 279 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 78 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 30 avril 2009. Moins de 42 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 38 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 6 millions de MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Cela représente moins de 13 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 311 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, les modifications des hypothèses ont des répercussions relativement négligeables sur les risques nets liés à nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. La principale incidence tient à une augmentation de 20 % des taux de défaillance, qui entraîne une diminution de 8 % ou moins de la juste valeur nette de nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, car la plupart de nos placements sont assortis de cotes AAA ou constituent des titres de premier rang compris dans la structure du capital. Une diminution de 25 % des taux de paiement anticipé occasionne une baisse de moins de 6 % de la juste valeur de nos placements en prêts à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, déduction faite des opérations de couverture.

Risques nets liés à la juste valeur des TGC auxquels nous sommes exposés par type de garantie

	Au 30 avril 2009			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	424 \$	1 279 \$	44 \$	1 747 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	75 \$	1 005 \$	– \$	
AA	46	73	–	
A	32	112	–	
BBB	–	1	–	
Inférieure à BBB- (1)	(5)	88	38	
Total	148 \$	1 279 \$	38 \$	1 465 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	21 \$	29 \$	– \$	
2004	25	111	–	
2005	99	606	17	
2006	3	347	21	
2007	–	186	–	
Total	148 \$	1 279 \$	38 \$	1 465 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	288 \$	969 \$	– \$	1 257 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	436 \$	2 248 \$	38 \$	2 722 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(5)\$	(27)\$	(1)\$	
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	1	(77)	1	
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(63)	(45)	(1)	
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(11)	(64)	(1)	

(1) Les risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque auxquels nous sommes exposés qui sont illustrés dans le tableau ci-dessus représentent des positions non couvertes sur la garantie acquise relativement aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles dont la cote est inférieure à BBB-.

	Juste valeur au 30 avril 2009
(en millions de dollars canadiens)	
Juste valeur des TGC, déduction faite des opérations de couverture, par type de garantie	
TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain	38 \$
TGC de sociétés	273
Total des TGC, déduction faite des opérations de couverture	311 \$

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2009, se reporter à la section Arrangements hors bilan.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009			Variation par rapport au 31 janvier 2009			
	Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés		Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés		Variation nette du risque
		Risque total					
Financement avec endettement par secteur géographique							
Canada	238 \$	835 \$	1 073 \$	8 \$	1 \$	9 \$	
États-Unis	559	1 000	1 559	69	(39)	30	
Europe	334	1 184	1 518	(116)	(88)	(204)	
	1 131 \$	3 019 \$	4 150 \$	(39)\$	(126)\$	(165)\$	
Financement avec endettement par type							
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels	302 \$	1 009 \$	1 311 \$	(88)\$	(91)\$	(179)\$	
Placements privés dans d'autres entités	829	2 010	2 839	49	(35)	14	
	1 131 \$	3 019 \$	4 150 \$	(39)\$	(126)\$	(165)\$	

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Outre l'assurance spécialisée décrite précédemment, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs non liés au marché des prêts à risque. Le tableau ci-dessous présente nos polices d'assurance souscrites directement.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
Financial Security Assurance Holdings Ltd.	369 \$	37 \$
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	285	4
AMBAC Financial Group	231	16
Total	885 \$	57 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2009
Risque par secteur d'activité	
Communications/médias/télécommunications	592 \$
Biens de consommation et produits industriels	992
Énergie	242
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	242
Soins de santé	335
Infrastructures	1 313
Services publics	366
Immobilier	52
Exploitation minière	16
Total	4 150 \$

Financement avec endettement

Les tableaux suivants présentent le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés par secteur géographique et par secteur d'activité, lequel représente environ 0,6 % du total de notre actif.

Au 30 avril 2009, nous détenons des polices d'assurance totalisant 885 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 57 millions de dollars au 30 avril 2009.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 2 070 millions de dollars au 30 avril 2009. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les

variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 690 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de 29 millions avait été prélevée au 30 avril 2009.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 333 millions de dollars au 30 avril 2009.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Comme il a été mentionné précédemment, nous avons adopté le FAS 157 conformément aux PCGR des États-Unis en 2009, lequel fournit des directives et accroît les obligations d'information concernant l'évaluation de la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. Se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements. En règle générale, les instruments financiers se classent au niveau 3 de la hiérarchie lorsque au moins une des hypothèses importantes prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur n'est pas observable sur le marché au moment considéré (par ex., un volume d'opérations restreint), et que la direction doit ainsi exercer son jugement pour déterminer la juste valeur. Le tableau suivant présente les catégories d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, qui comportent une proportion importante d'instruments classés dans le niveau 3 au 30 avril 2009. Veuillez prendre note que l'information présentée dans le tableau ci-dessous ne correspond pas à l'information présentée antérieurement en vertu des PCGR du Canada dans notre rapport annuel 2008 ni à l'information présentée dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés actuels qui ont été préparés conformément aux PCGR du Canada pour la période considérée ou les périodes antérieures, puisque l'information ci-dessous est présentée selon les PCGR des États-Unis uniquement.

Au 30 avril 2009					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés	120 476 \$	25 %	64 %	11 %	100 %
Disponibles à la vente	53 452	3 %	82 %	15 %	100 %
Prêts de gros	4 409	– %	85 %	15 %	100 %
Dérivés	123 764	4 %	90 %	6 %	100 %
Autres actifs	9 527	11 %	69 %	20 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	56 849 \$	2 %	80 %	18 %	100 %
Dérivés	110 740	1 %	92 %	7 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus, compte non tenu de l'incidence de la compensation.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés, de niveau 3 comprennent les placements dans des fonds de couverture et certains titres de créance structurés (TAA, titres à enchères et titres adossés à des créances hypothécaires). Les placements dans des fonds de couverture comportent certaines clauses de rachat restrictives et, par conséquent, les valeurs liquidatives en fin de période ne reflètent pas leur juste valeur. Certains titres de créance structurés se négociaient dans un marché illiquide.

Les titres disponibles à la vente classés dans le niveau 3 comprennent essentiellement des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence, des TAA liés à des prêts aux étudiants et des titres d'emprunt de sociétés, en raison principalement de l'illiquidité du marché et des données non observables utilisées, telles que les taux de remboursement anticipé et les taux de défaillance prévus liés aux titres adossés à des créances hypothécaires.

Les prêts de gros de niveau 3 proviennent principalement de certains prêts liés aux entreprises commerciales désignés comme détenus à des fins de transaction, pour lesquels un nombre limité d'opérations observables a été pris en compte dans nos évaluations.

Les dérivés de niveau 3 comprennent en grande partie des dérivés liés au rendement de certains TGC. Certaines données prises en compte dans les modèles d'évaluation, telles que les corrélations et certaines données à l'égard de la volatilité, n'étaient pas observables.

Les autres actifs classés dans le niveau 3 se composent essentiellement de la juste valeur de nantissements autres qu'en espèces provenant de nos activités de négociation et d'obligations de sociétés assorties d'échéances à long terme et présentant des écarts non observables importants.

Les passifs liés aux dépôts de niveau 3 comprennent certains dépôts à terme désignés comme détenus à des fins de transaction pour lesquels nos écarts de taux n'étaient pas observables, en particulier pour les opérations assorties de durées plus longues.

Les variations en ce qui a trait au caractère observable des données peuvent donner lieu à des reclassements entre les niveaux hiérarchiques d'une période à l'autre; toutefois, au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, nous avons reclassé du niveau 3 au niveau 2 des éléments d'un montant de 1 milliard de dollars en raison de l'amélioration du caractère observable des prix relativement à certaines obligations municipales. Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les ventes nettes de titres du compte de négociation de niveau 3 d'un montant de 6 milliards de dollars découlent en grande partie de la réduction des placements dans des fonds de couverture et de certains titres de créance structurés.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2009 (1)	31 janvier 2009 (1)	31 octobre 2008 (1)	30 avril 2008 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 342 \$	10 199 \$	11 086 \$	5 958 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 297	15 362	20 041	12 349
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction	126 252	119 637	122 508	140 516
Titres disponibles à la vente	50 303	52 545	48 626	34 836
	176 555	172 182	171 134	175 352
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	42 290	40 930	44 818	61 561
Prêts				
Prêts de détail	193 195	192 988	195 455	181 802
Prêts de gros	87 389	92 941	96 300	77 822
	280 584	285 929	291 755	259 624
Provision pour pertes sur prêts	(2 790)	(2 493)	(2 215)	(1 730)
	277 794	283 436	289 540	257 894
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 146	11 240	11 285	11 257
Dérivés	123 259	144 376	136 134	71 743
Locaux et matériel, montant net (2)	2 418	2 463	2 471	1 970
Écart d'acquisition	8 819	9 948	9 977	6 165
Autres actifs incorporels (2)	2 150	2 196	2 042	1 344
Autres actifs	15 253	20 844	25 331	21 878
	163 045	191 067	187 240	114 357
	680 323 \$	713 176 \$	723 859 \$	627 471 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	146 476 \$	142 414 \$	139 036 \$	125 543 \$
Entreprises et gouvernements	239 580	251 849	269 994	238 539
Banques	25 771	28 587	29 545	35 343
	411 827	422 850	438 575	399 425
Autres				
Acceptations	11 146	11 240	11 285	11 257
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 540	31 701	27 507	43 264
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 871	32 370	32 053	28 278
Dérivés	110 284	130 196	128 705	71 551
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 002	7 880	7 385	7 556
Autres passifs	29 011	31 276	35 809	29 599
	222 854	244 663	242 744	191 505
Débiteures subordonnées	7 629	7 784	8 131	6 952
Titres de fiducie de capital	1 398	1 399	1 400	1 397
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 150	2 308	2 371	2 024
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4 813	3 813	2 663	2 263
Actions ordinaires (émises – 1 408 392 720; 1 406 972 825; 1 341 260 229 et 1 294 084 061)	12 730	12 694	10 384	8 184
Surplus d'apport	239	242	242	245
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 93 900; 75 600; 259 700 et 332 044)	(2)	(2)	(5)	(7)
– ordinaires (détenues – 1 630 407; 1 804 551; 2 258 047 et 2 117 985)	(78)	(88)	(104)	(99)
Bénéfices non répartis (1)	19 229	20 060	19 816	18 831
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 466)	(2 547)	(2 358)	(3 549)
	34 465	34 172	30 638	25 868
	680 323 \$	713 176 \$	723 859 \$	627 471 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.

(2) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 287 \$	3 589 \$	3 693 \$	6 876 \$	7 623 \$
Valeurs mobilières	1 638	1 871	1 834	3 509	3 644
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	242	393	728	635	1 629
Dépôts à des banques	43	86	120	129	270
	5 210	5 939	6 375	11 149	13 166
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 699	2 351	3 061	4 050	6 553
Autres passifs	443	546	1 025	989	2 102
Débitures subordonnées	92	101	80	193	161
	2 234	2 998	4 166	5 232	8 816
Revenu net d'intérêt	2 976	2 941	2 209	5 917	4 350
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 232	1 346	800	2 578	1 641
Revenus tirés des activités de négociation	703	(126)	(303)	577	(41)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	384	419	427	803	860
Revenus tirés des fonds communs de placement	311	327	385	638	760
Commissions de courtage en valeurs mobilières	355	321	309	676	642
Frais bancaires	394	387	323	781	647
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	213	199	163	412	379
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	129	167	149	296	315
Revenus sur cartes	164	218	134	382	293
Commissions de crédit	133	113	84	246	192
Revenus tirés de la titrisation	465	348	121	813	187
Perte nette sur les titres disponibles à la vente	(195)	(270)	(89)	(465)	(109)
Autres	(503)	551	242	48	485
Revenus autres que d'intérêt	3 785	4 000	2 745	7 785	6 251
Total des revenus	6 761	6 941	4 954	13 702	10 601
Dotation à la provision pour pertes sur créances	974	747	349	1 721	642
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	958	1 076	548	2 034	1 164
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 189	2 290	1 800	4 479	3 792
Matériel (1)	273	255	221	528	441
Frais d'occupation	267	251	232	518	446
Communications	203	170	178	373	339
Honoraires	131	125	127	256	261
Impartition de services de traitement	82	72	82	154	159
Amortissement des autres actifs incorporels (1)	116	110	81	226	151
Autres	314	349	249	663	501
	3 575	3 622	2 970	7 197	6 090
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	1 000	-	-	1 000	-
Bénéfice avant impôts	254	1 496	1 087	1 750	2 705
Charge d'impôts	266	438	156	704	499
(Perte nette) bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	(12)	1 058	931	1 046	2 206
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	38	5	3	43	33
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	(41)	(23)	(96)	(47)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(105) \$	1 012 \$	905 \$	907 \$	2 126 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 405 772	1 366 868	1 287 245	1 385 995	1 280 616
(Perte) bénéfice de base par action (en dollars)	(0,07) \$	0,74 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,66 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 417 038	1 379 191	1 298 069	1 397 831	1 292 291
(Perte) bénéfice dilué par action	(0,07)	0,73 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,64 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Résultat étendu					
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	133	(476)	(215)	(343)	(205)
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	52	171	12	223	22
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	185	(305)	(203)	(120)	(183)
Écarts de conversion					
(Pertes) gains de change non réalisés	(784)	178	55	(606)	1 065
Reclassement aux résultats de pertes (gains) de change	2	(1)	(2)	1	(2)
Gain nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	613	(19)	(46)	594	(742)
	(169)	158	7	(11)	321
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie					
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	76	(41)	(144)	35	(467)
Reclassement aux résultats de gains liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(11)	(1)	(16)	(12)	(14)
	65	(42)	(160)	23	(481)
Autres éléments du résultat étendu	81	(189)	(356)	(108)	(343)
Total du résultat étendu	31 \$	864 \$	572 \$	895 \$	1 830 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2009 (1)	2009 (1)	2008 (1)	2009 (1)	2008 (1)
Actions privilégiées					
Solde au début	3 813 \$	2 663 \$	2 050 \$	2 663 \$	2 050 \$
Émises	1 000	1 150	213	2 150	213
Solde à la fin	4 813	3 813	2 263	4 813	2 263
Actions ordinaires					
Solde au début	12 694	10 384	7 328	10 384	7 300
Émises	36	2 310	856	2 346	890
Achetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(6)
Solde à la fin	12 730	12 694	8 184	12 730	8 184
Surplus d'apport					
Solde au début	242	242	267	242	235
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(3)	–	–	(3)	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	–	(8)	(18)	(8)	9
Autres	–	8	(4)	8	3
Solde à la fin	239	242	245	239	245
Actions autodétenues – actions privilégiées					
Solde au début	(2)	(5)	(6)	(5)	(6)
Ventes	2	5	7	7	11
Achats	(2)	(2)	(8)	(4)	(12)
Solde à la fin	(2)	(2)	(7)	(2)	(7)
Actions autodétenues – actions ordinaires					
Solde au début	(88)	(104)	(119)	(104)	(101)
Ventes	11	28	41	39	48
Achats	(1)	(12)	(21)	(13)	(46)
Solde à la fin	(78)	(88)	(99)	(78)	(99)
Bénéfices non répartis					
Solde au début (1)	20 060	19 816	18 578	19 816	18 047
(Perte nette) bénéfice net	(50)	1 053	928	1 003	2 173
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	(41)	(23)	(96)	(47)
Dividendes sur actions ordinaires	(704)	(702)	(647)	(1 406)	(1 285)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(49)
Frais d'émission et autres	(22)	(66)	(5)	(88)	(8)
Solde à la fin	19 229	20 060	18 831	19 229	18 831
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(1 188)	(1 373)	(248)	(1 188)	(248)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(813)	(644)	(2 886)	(813)	(2 886)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(420)	(485)	(370)	(420)	(370)
Solde à la fin	(2 466)	(2 547)	(3 549)	(2 466)	(3 549)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	16 763	17 513	15 282	16 763	15 282
Capitaux propres à la fin	34 465 \$	34 172 \$	25 868 \$	34 465 \$	25 868 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	974	747	349	1 721	642
Amortissement (1)	98	95	81	193	154
Impôts futurs	(227)	(277)	(277)	(504)	(460)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels (1)	1 116	110	81	1 226	151
Gain à la vente de locaux et de matériel	(3)	(4)	(4)	(7)	(8)
Gain sur la titrisation de prêts	(461)	(365)	(77)	(826)	(99)
Perte (gain) sur les titres disponibles à la vente	70	(12)	(12)	58	(22)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	124	280	101	404	129
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	122	495	(2)	617	273
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	433	(398)	66	35	165
Impôts exigibles	1 444	225	(78)	1 669	(1 613)
Actifs dérivés	21 117	(8 242)	1 602	12 875	(5 158)
Passifs dérivés	(19 912)	1 491	(2 576)	(18 421)	(459)
Titres détenus à des fins de transaction	(4 806)	4 332	10 706	(474)	8 393
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	754	2 909	(671)	3 663	745
Autres	1 725	(2 052)	(3 213)	(327)	(4 625)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	2 518	387	7 004	2 905	381
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 065	4 679	1 315	8 744	(468)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(2 612)	(4 773)	(11 360)	(7 385)	(21 993)
Produit de la titrisation de prêts	8 743	7 797	3 001	16 540	4 504
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 347	5 210	5 125	7 557	6 065
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	4 280	2 857	4 044	7 137	9 883
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(7 287)	(10 709)	(8 000)	(17 996)	(16 265)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(230)	(156)	(322)	(386)	(589)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 360)	3 888	14 847	2 528	2 741
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(27)	–	(855)	(27)	(864)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	7 919	8 793	7 795	16 712	(16 986)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	(11 494)	(15 725)	(1 201)	(27 219)	28 010
Remboursement de débentures subordonnées	(159)	(500)	–	(659)	(500)
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 000	–	1 000
Émission d'actions privilégiées	1 000	1 150	213	2 150	213
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	–	–	500	–	500
Émission d'actions ordinaires	17	2 310	25	2 327	57
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	–	–	–	(55)
Actions autodétenues – ventes	13	33	48	46	59
Actions autodétenues – achats	(3)	(14)	(29)	(17)	(58)
Dividendes versés	(727)	(696)	(662)	(1 423)	(1 323)
Frais d'émission	(16)	(61)	(5)	(77)	(5)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(1)	(1)	(2)	(31)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(3 499)	317	(11 982)	(3 182)	(8 493)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 839	4 194	(1 048)	8 033	(1 425)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(191)	(1 177)	99	(1 368)	260
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(11 221)	(10 170)	(13 043)	(21 391)	18 209
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(73)	103	15	30	128
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(857)	(887)	1 771	(1 744)	1 732
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	10 199	11 086	4 187	11 086	4 226
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	9 342 \$	10 199 \$	5 958 \$	9 342 \$	5 958 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	2 193 \$	3 585 \$	4 010 \$	5 778 \$	8 901 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés durant la période	(19)\$	(193)\$	312 \$	(212)\$	1 816 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (états financiers consolidés annuels de 2008), à l'exception des renseignements présentés ci-après à la note 1. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2008 et les notes complémentaires figurant aux pages 132 à 200 du rapport annuel 2008. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Ajustements comptables**

Au premier trimestre de 2009, nous avons corrigé les erreurs suivantes liées aux périodes antérieures : une sous-comptabilisation de 90 millions de dollars (62 millions après impôts) de notre passif lié aux points récompenses; une surcapitalisation de 63 millions (43 millions après impôts) au titre des frais de développement de logiciels; une sous-évaluation de 15 millions des impôts sur les bénéfices. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent. Cependant, comme la correction de ces erreurs au premier trimestre de 2009 aurait faussé considérablement le bénéfice net de ce trimestre, nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Principales modifications comptables*Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (chapitre 3064). Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, apporte des précisions sur les critères à respecter pour la comptabilisation d'un actif incorporel, y compris les actifs incorporels générés en interne. L'abrégié n° 27 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA, intitulé *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, cesse de s'appliquer à partir du moment où le chapitre 3064 a été adopté. Par suite de l'adoption du chapitre 3064, un montant de 789 millions de dollars au titre des logiciels a été reclassé du poste « Locaux et matériel » au poste « Autres actifs incorporels » de notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2008, et l'amortissement correspondant de 221 millions a été reclassé du poste « Frais autres que d'intérêt – Matériel » au poste « Frais autres que d'intérêt – Amortissement des autres actifs incorporels » de notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le CPN a publié l'abrégié n° 173, intitulé *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (CPN-173). Le CPN-173 exige qu'une entité tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit des contreparties concernées dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Le CPN-173, qui est entré en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2008, n'a eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation puisque notre méthode d'évaluation tenait déjà compte des risques de crédit susmentionnés avant la publication de cet abrégié.

Modifications comptables futures*Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle*

Le 5 janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations sans contrôle*. Le chapitre 1582 apporte des clarifications à l'égard de ce qu'un acquéreur doit évaluer lorsqu'il obtient le contrôle d'une entreprise, du mode d'évaluation et de la date à laquelle l'évaluation devrait être établie. Des frais connexes à l'acquisition doivent être comptabilisés à titre de charges au cours des périodes où ils sont engagés, sauf en ce qui a trait aux frais engagés pour émettre des titres de créance ou du capital-actions. La nouvelle norme sera applicable aux acquisitions que nous conclurons le ou après le 1^{er} novembre 2011, mais pour faciliter le passage aux Normes internationales d'information financière en 2011, l'adoption dès 2010 est autorisée.

Le chapitre 1601 établit des normes de préparation des états financiers consolidés après la date d'acquisition. Le chapitre 1602 établit des normes de comptabilisation et de présentation des participations sans contrôle. Ces nouvelles normes doivent être adoptées en même temps que le chapitre 1582.

Note 2 : Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Comme il est présenté dans nos états financiers pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, au cours de ce trimestre, nous avons effectué la première étape d'un test en deux étapes qui visait à déterminer si l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux avait subi une dépréciation. Notre secteur Services bancaires internationaux comprend deux unités d'exploitation : les Services bancaires internationaux, qui regroupent principalement RBC Bank (USA), RBTT Financial Group (RBTT) et nos activités bancaires traditionnelles dans les Antilles, et les Services aux investisseurs institutionnels qui sont exploités par l'entremise de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services. Les résultats de cette première étape, au cours de laquelle nous avons comparé la juste valeur de l'unité d'exploitation avec sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition, ont révélé que la juste valeur des Services bancaires internationaux était inférieure à la valeur comptable, ce qui signifie que l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à cette unité d'exploitation pourrait avoir subi une dépréciation. La juste valeur a

essentiellement été établie selon une méthode axée sur le bénéfice qui tient compte des prévisions internes à l'égard des revenus et des charges de l'unité d'exploitation. Avant la publication de nos états financiers pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avions entamé, sans être en mesure de terminer, la deuxième étape du test de dépréciation afin d'évaluer le montant de la possible perte de valeur, le cas échéant.

Au cours de la deuxième étape du test de dépréciation de l'écart d'acquisition, la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition est établie au moyen de l'évaluation des actifs corporels et incorporels et du passif de l'unité d'exploitation d'une manière semblable à celle utilisée lors de la répartition du coût d'acquisition lors d'un regroupement d'entreprises. Si la valeur comptable de l'écart d'acquisition d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur implicite, l'écart d'acquisition est réputé avoir subi une perte de valeur et est réduit en fonction de la différence. Nous avons terminé cette étape du test au cours du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009 et nous avons déterminé

Note 2 : Test de dépréciation de l'écart d'acquisition (suite)

que l'écart d'acquisition de notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux avait subi une perte de valeur de 1 milliard de dollars. Cette perte de valeur reflète l'incidence soutenue de la détérioration de la conjoncture économique globale aux États-Unis, notamment le repli du marché de l'habitation américain et la baisse de la valeur de marché des banques américaines. Au cours du processus de réalisation de la deuxième étape du test de dépréciation de l'unité Services bancaires

internationaux, RBC Bank (USA), qui constitue un élément de cette unité, a terminé son test annuel et a comptabilisé une charge de dépréciation dans ses états financiers distincts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. La charge de dépréciation de 1 milliard de dollars a une incidence sur nos résultats par secteur géographique aux États-Unis et a été comptabilisée au titre de notre secteur d'exploitation Services bancaires internationaux. Se reporter à la note 16.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers**Reclassement d'instruments financiers**

Comme il est mentionné à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, certains titres de la catégorie « détenus à des fins de transaction » ont été reclassés dans la catégorie « disponibles à la vente » le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Le tableau suivant présente des données du trimestre considéré sur ces titres et d'autres titres

adossés à des créances hypothécaires qui ont été reclassés, mais qui ne sont pas compris dans le tableau intitulé « Reclassement de titres détenus à des fins de transaction dans la catégorie des titres disponibles à la vente » figurant à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008.

	Total de la valeur comptable et de la juste valeur au 30 avril 2009	Total de la valeur comptable et de la juste valeur au 31 octobre 2008	Trimestre terminé le 30 avril 2009		Semestre terminé le 30 avril 2009	
			Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	3 926 \$	4 358 \$	63 \$	16 \$	51 \$	55 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	722	980	(37)	(21)	(176)	9
Titres adossés à des actifs	580	1 324	(26)	5	6	12
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	574	593	19	3	7	9
	5 802 \$	7 255 \$	19 \$	3 \$	(112)\$	85 \$

(1) Le montant total comprend la variation de la juste valeur de 43 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 (36 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009). Ce montant ne comprend pas les prélèvements de capital ni les rachats à l'égard de ces titres et de ces créances.

(2) Le montant total comprend une perte nette de (35) millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 (perte nette de 31 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au

30 avril 2009 et au 30 avril 2008. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque apprôchées.

	30 avril 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 050 \$	4 050 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	18 045	18 045	–	–	–	–	–
Prêts de gros	4 409	4 409	34	(126)	838	(51)	16
Total	26 504 \$	26 504 \$	34 \$	(126)\$	838 \$	(51)\$	16 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	30 avril 2008						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2007	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 545 \$	3 545 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	21 936	21 936	–	–	–	–	–
Prêts de gros	4 047	4 101	(63)	(117)	1 170	17	27
Total	29 528 \$	29 582 \$	(63)\$	(117)\$	1 170 \$	17 \$	27 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un trimestre, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début du trimestre,

la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants : d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète notre écart de taux et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de notre écart de taux. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

	30 avril 2009			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1), (2)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	764 \$	739 \$	(25)\$	13 \$	(33)\$
Entreprises et gouvernements (3)	47 239	47 249	10	282	(282)
Banques (4)	8 861	8 861	–	–	(4)
Total des dépôts à terme	56 864 \$	56 849 \$	(15)\$	295 \$	(319)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	15 722 \$	15 723 \$	1 \$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	121	87	(34)	6	(43)
Total	72 707 \$	72 659 \$	(48)\$	301 \$	(362)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Au cours du trimestre, nous avons déterminé que pour les billets de dépôt désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, la variation cumulative de la juste valeur présentée pour les périodes antérieures était sous-évaluée de 40 millions de dollars. Le montant de la variation cumulative présenté dans le tableau reflète cet ajustement, qui n'a eu aucune incidence sur nos résultats d'exploitation consolidés.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les banques désignent les banques réglementées.

	30 avril 2008			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	1 981 \$	1 902 \$	(79)\$	(8)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	56 154	56 139	(15)	(167)	(241)
Banques (3)	7 447	7 446	(1)	–	(1)
Total des dépôts à terme	65 582 \$	65 487 \$	(95)\$	(175)\$	(256)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	18 387 \$	18 380 \$	(7)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	97	80	(17)	(13)	(20)
Total	84 066 \$	83 947 \$	(119)\$	(188)\$	(276)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale**

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons révisé le modèle d'évaluation que nous utilisons pour établir la juste valeur des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques et des produits liés aux régimes 401(k), en raison des nouvelles données et des nouveaux renseignements disponibles. L'écart de 7 millions de dollars entre la juste valeur précédemment présentée et la juste valeur établie selon le nouveau modèle d'évaluation constitue une modification d'estimation comptable et a été comptabilisé dans le résultat net du trimestre considéré. Le nouveau modèle d'évaluation élimine les exigences à l'égard des gains et des pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale sur ces instruments, ce qui est reflété dans le tableau qui suit. Avant l'adoption du nouveau modèle d'évaluation, les gains non réalisés reportés à la comptabilisation initiale faisaient l'objet d'une écriture de compensation visant la juste valeur de ces contrats. Cette modification d'estimation comptable n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation des périodes antérieures.

	Au et pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	188 \$	198 \$	180 \$
Déduire : ajustements	(130)	–	–
Solde ajusté, au début	58 \$	198 \$	180 \$
Ajouter : pertes non réalisées reportées survenues au cours de la période	(3)	–	(1)
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	–	10	2
Gains non réalisés reportés, à la fin	55 \$	188 \$	177 \$

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente ⁽¹⁾.

	Au							
	30 avril 2009				31 octobre 2008			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	11 168 \$	546 \$	(4)\$	11 710 \$	13 123 \$	422 \$	(1)\$	13 544 \$
Provinces et municipalités	1 094	37	(1)	1 130	674	5	(1)	678
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	8 812	121	(303)	8 630	9 230	16	(356)	8 890
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE ⁽²⁾	2 713	13	(3)	2 723	1 271	4	(1)	1 274
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 745	4	(927)	2 822	4 280	4	(734)	3 550
Titres adossés à des actifs	4 638	13	(371)	4 280	5 192	11	(407)	4 796
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16 311	306	(706)	15 911	13 301	136	(453)	12 984
Titres de participation	3 456	7	(518)	2 945	3 057	4	(378)	2 683
Titres de substitut de prêt	256	–	(104)	152	256	–	(29)	227
	52 193 \$	1 047 \$	(2 937)	50 303 \$	50 384 \$	602 \$	(2 360)\$	48 626 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 180 millions de dollars (205 millions au 31 octobre 2008).

(2) L'OCDE désigne l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Notre test de dépréciation est essentiellement fondé sur les facteurs décrits à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Nous appliquons une méthode et une approche constantes pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût du titre, et la méthodologie utilisée peut varier selon la nature du titre. Pour une description détaillée des types de titres détenus, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2008.

Lorsque nous évaluons la perte de valeur durable des titres de créance, y compris les titres des gouvernements canadien et américain, de sociétés et d'organismes, ainsi que les actions privilégiées perpétuelles, nous étudions principalement les cotes des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les cotes externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Pour évaluer la perte de valeur durable des titres de créance complexes, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires, les titres adossés à des actifs et d'autres produits structurés américains, nous utilisons principalement des modèles de projection des flux de trésorerie. Ces modèles tiennent compte des flux de trésorerie réels et projetés à partir d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres aux titres. Dans le cas des titres adossés à des créances hypothécaires américains, les flux de trésorerie sont estimés

pour chaque prêt selon la structure de l'opération, la priorité de rang et, dans certains cas, les rehaussements de crédit. Les données s'appuient généralement sur les données du marché en vigueur fournies par un tiers vendeur, notamment les statistiques liées aux prix de l'habitation selon les régions métropolitaines, et les taux de défaillance et de remboursement anticipé. La direction utilise également certaines hypothèses, notamment les attentes à l'égard des tendances futures des prix de l'habitation.

Les titres de participation ne sont pas assortis de flux de trésorerie contractuels; par conséquent, ils sont évalués différemment des titres de créance. La perte de valeur durable des titres de participation détenus au coût et des titres de participation comportant des pertes non réalisées est évaluée au moyen de l'estimation de la valeur recouvrable et du délai de recouvrement. Nous tenons également compte des facteurs influant sur la durée au cours de laquelle et sur la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que de la situation financière et des perspectives à court terme de l'émetteur. En ce qui a trait aux titres dont la juste valeur a été inférieure au coût pendant plus de douze mois, nous avons effectué une analyse très détaillée et les conclusions de la direction ont été documentées.

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

Les gains non réalisés ont augmenté de 445 millions de dollars ou 74 % pour s'établir à 1 milliard pour le semestre terminé le 30 avril 2009. L'augmentation des titres de gouvernements et de sociétés reflète essentiellement les fluctuations des taux d'intérêt au cours de la période. Les pertes non réalisées ont également augmenté de 577 millions de dollars au cours de la période correspondante, en grande partie en raison du niveau plus élevé de pertes non réalisées sur les titres de créance des sociétés et les titres adossés à des créances hypothécaires américains par suite de l'élargissement accru des écarts de taux. La baisse de la valeur des actions des banques canadiennes que nous détenons pour couvrir économiquement certains programmes de rémunération à base d'actions explique également une partie de l'augmentation. Le prix des actions de ces banques est soumis à des pressions en raison de la conjoncture de marché actuelle; cependant, ces banques sont bien capitalisées, elles continuent d'avoir accès aux marchés des capitaux pour émettre des actions ordinaires et privilégiées, de dégager un solide bénéfice et de verser des dividendes, et

elles présentent un historique bien établi de rétablissement du prix de l'action relativement à la conjoncture économique.

La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 30 avril 2009 sur les titres mentionnés précédemment sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance.

Pertes de valeur constatées

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le coût après amortissement du titre est réduit à la juste valeur, et la perte non réalisée antérieure est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, un montant de 124 millions de dollars (101 millions au 30 avril 2008) au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net.

Note 5 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Au 30 avril 2009						Au 31 octobre 2008
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Provisions spécifiques							
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	40 \$	(20)\$	– \$	30 \$	– \$	50 \$	30 \$
Prêts aux particuliers	173	(202)	16	198	(2)	183	161
Prêts sur cartes de crédit	–	(112)	13	99	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	21	(14)	1	13	(1)	20	17
	234 \$	(348)\$	30 \$	340 \$	(3)	253 \$	208 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3), (4)	657 \$	(442)\$	105 \$	411 \$	(2)\$	729 \$	559 \$
Total	891 \$	(790)\$	135 \$	751 \$	(5)\$	982 \$	767 \$
Provision générale							
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	16 \$	– \$	– \$	14 \$	– \$	30 \$	20 \$
Prêts aux particuliers	517	–	–	98	(6)	609	461
Prêts sur cartes de crédit	296	–	–	2	(1)	297	270
Prêts aux petites entreprises (2)	47	–	–	–	–	47	47
	876 \$	– \$	– \$	114 \$	(7)\$	983 \$	798 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	726 \$	– \$	– \$	109 \$	(10)\$	825 \$	650 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres	86 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	86 \$	84 \$
Total	1 688 \$	– \$	– \$	223 \$	(17)\$	1 894 \$	1 532 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 579 \$	(790)\$	135 \$	974 \$	(22)\$	2 876 \$	2 299 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (5)	(86)	–	–	–	–	(86)	(84)
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 493 \$	(790)\$	135 \$	974 \$	(22)\$	2 790 \$	2 215 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises. L'ajustement au titre de la provision générale comprend un montant de 4 millions de dollars qui a trait aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de RBT Financial Group.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend une provision pour pertes sur prêts de 14 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2008) et des radiations de 113 millions (néant au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(4) La majeure partie du montant de 105 millions de dollars recouvré au cours du trimestre a trait à un client des services de courtage privilégié.

(5) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Note 5 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance

depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 30 avril 2009				Au 31 octobre 2008			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts de détail	2 983 \$	1 389 \$	302 \$	4 674 \$	3 043 \$	1 245 \$	253 \$	4 541 \$
Prêts de gros	1 695	630	33	2 358	1 748	560	94	2 402
Total	4 678 \$	2 019 \$	335 \$	7 032 \$	4 791 \$	1 805 \$	347 \$	6 943 \$

Prêts douteux (1)

	Au			31 octobre 2008
	30 avril 2009		Montant net	
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	569 \$	(50)\$	519 \$	310 \$
Prêts aux particuliers	424	(183)	241	187
Prêts aux petites entreprises (2)	54	(20)	34	23
	1 047 \$	(253)\$	794 \$	520 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	3 170 \$	(729)\$	2 441 \$	1 636 \$
Total	4 217 \$	(982)\$	3 235 \$	2 156 \$

(1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 s'est élevé à 3 560 millions de dollars (2 321 millions au 31 octobre 2008).

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 88 millions de dollars (203 millions au 31 octobre 2008) et d'un montant net de 74 millions (138 millions au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 87 millions de dollars (64 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008). La réduction connexe de

la provision pour pertes sur créances s'est établie à 12 millions de dollars (36 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008).

Note 6 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	30 avril 2009 (1)		31 janvier 2009 (1)		30 avril 2008		
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts sur cartes de crédit (2), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
Prêts titrisés et vendus	8 659 \$	121 \$	7 590 \$	291 \$	1 047 \$	1 800 \$	154 \$
Produit net en espèces reçu	8 622	121	7 505	292	1 000	1 800	155
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	–	–	46	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	498	–	449	–	7	70	–
Gain (perte) à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	412	–	257	1	6	66	1

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2009 totalisaient 4 168 millions de dollars (3 043 millions au 31 janvier 2009; 2 514 millions au 30 avril 2008). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous n'avons conservé aucun de ces titres. De plus, nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et vendus au cours du trimestre.

(5) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 046 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 46 millions.

(6) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (49) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(107) millions au 31 janvier 2009; (4) millions au 30 avril 2008].

Note 6 : Titrisations (suite)**Activités de titrisation pour le semestre terminé le**

	30 avril 2009 (1)		30 avril 2008			
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (7)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts sur cartes de crédit (2), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (7)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires commerciaux américains (2), (6)
Prêts titrisés et vendus	16 249 \$	412 \$	1 047 \$	3 050 \$	252 \$	166 \$
Produit net en espèces reçu	16 127	413	1 000	3 040	254	156
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	46	–	–	9
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires (Perte) gain à la vente avant impôts, déduction faite des opérations de couverture	947	–	7	103	–	–
	669	1	6	89	2	(1)

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du semestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2009 totalisaient 7 092 millions de dollars (3 498 millions au 30 avril 2008). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous n'avons conservé aucun de ces titres. De plus, nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et vendus au cours de la période.

(5) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 046 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élevait à 46 millions.

(6) Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut de 165 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets d'un montant de 9 millions. La valeur en capital des billets s'élevait à 10 millions de dollars.

(7) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (156) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(4) millions au 30 avril 2008].

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 30 avril 2009.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	2,29
Taux de remboursement	25,82 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	2,68
Taux d'actualisation	0,57% -1,93 %

Les tableaux qui suivent présentent, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nos activités de vente de prêts de gros.

Ventes de prêts de gros pour le trimestre terminé le (1)

	30 avril 2009	31 janvier 2009		30 avril 2008	
	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains
Prêts vendus	506 \$	86 \$	23 \$	68 \$	15 \$

(1) Les gains à la vente de prêts de gros sont négligeables.

Ventes de prêts de gros pour le semestre terminé le (1)

	30 avril 2009		30 avril 2008	
	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains
Prêts vendus	592 \$	23 \$	96 \$	15 \$

(1) Les gains à la vente de prêts de gros sont négligeables.

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 30 avril 2009				Au 31 octobre 2008			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments financiers dérivés (2)	1 637 \$	2 538 \$	1 210 \$	117 874 \$	879 \$	1 397 \$	355 \$	133 503 \$
Passifs								
Instruments financiers dérivés (2)	2 261 \$	107 \$	43 \$	107 873 \$	1 597 \$	61 \$	1 229 \$	125 818 \$
Instruments financiers non dérivés (3)	–	312	5 830	s.o.	–	449	5 886	s.o.

(1) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 202 millions de dollars au titre des passifs dérivés (2 millions au titre des actifs dérivés au 31 octobre 2008).

(2) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

(3) Les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

s.o. : sans objet

Activités de couverture

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009			Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu (1)	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu (1)	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu (1)
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	8 \$	s.o. \$	s.o. \$	(6) \$	s.o. \$	s.o. \$	10 \$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	9	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	76	s.o.	s.o.	(41)	s.o.	s.o.	(144)
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	16	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	25	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	(784)	s.o.	s.o.	178	s.o.	s.o.	55
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	613	s.o.	s.o.	(19)	s.o.	s.o.	(46)
	9 \$	16 \$	(95) \$	3 \$	1 \$	118 \$	10 \$	25 \$	(135) \$

(1) Des gains après impôts de 11 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (gains de 1 million pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; gains de 16 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008).

s.o. : sans objet

	Pour le semestre terminé le 30 avril 2009			Pour le semestre terminé le 30 avril 2008		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu (1)	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu (1)
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	2 \$	s.o. \$	s.o. \$	9 \$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	10	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	35	s.o.	s.o.	(467)
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	17	s.o.	s.o.	22	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	(606)	s.o.	s.o.	1 065
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	594	s.o.	s.o.	(742)
	12 \$	17 \$	23 \$	2 \$	22 \$	(144) \$

(1) Des gains après impôts de 12 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le semestre terminé le 30 avril 2009 (gains de 14 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2008).

s.o. : sans objet

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance**

	Au				31 octobre 2008
	30 avril 2009				
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1)	30 415 \$	49 301 \$	44 272 \$	123 988 \$	136 227 \$
Passifs dérivés	25 924	44 460	39 900	110 284	128 705

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis. Pour les autres instruments, ces ajustements sont déterminés collectivement; par conséquent, ils ont été exclus. Les actifs dérivés excluent des ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit de (798) millions de dollars [(1 117) millions au 31 octobre 2008] et un montant de 69 millions (1 024 millions au 31 octobre 2008) au titre des dépôts de garantie obligatoires.

Note 8 : Acquisitions importantes**2008****Services bancaires internationaux**

En février 2008, RBC Bancorporation (USA) a finalisé l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB) et en juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de RBTT. La répartition du coût de ces acquisitions a été achevée au cours du deuxième trimestre de 2009 et est présentée ci-dessous avec les détails de la contrepartie aux fins de l'acquisition.

	ANB	RBTT
Date d'acquisition	Le 22 février 2008	Le 16 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 934 millions de dollars US et 16,4 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 49,9067 \$ US chacune	Paiement en espèces total de 8,3 milliards de dollars TT et 18,2 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2540 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 775 \$	2 281 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis (1)	7 444 \$	8 832 \$
Juste valeur du passif pris en charge (2)	(7 067)	(8 219)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	377	613
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (3)	91	160
Écart d'acquisition	1 307	1 508
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 775 \$	2 281 \$

(1) La juste valeur des actifs corporels acquis d'ANB tient compte de prêts d'environ 140 millions de dollars qui ont été classés comme destinés à la vente.

(2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 32 millions de dollars et de 40 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à ANB et à RBTT, respectivement.

(3) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont habituellement amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

Gestion de patrimoine

En mai et en juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) et de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW), respectivement. La répartition du coût des acquisitions de PH&N et de FBW sera achevée au cours du troisième trimestre de 2009 lorsque l'évaluation de certains actifs et de certains passifs sera terminée. Le tableau suivant présente le coût d'acquisition provisoire :

	PH&N	FBW
Date d'acquisition	Le 1 ^{er} mai 2008	Le 20 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération (1)	20,2 millions d'actions ordinaires de RBC et 6,75 millions d'actions échangeables d'une filiale en propriété exclusive de RBC évaluées à 48,0025 \$ chacune	Paiement en espèces total de 27 millions de dollars US et 4,8 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2485 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 297 \$	265 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	57 \$	421 \$
Juste valeur du passif pris en charge (2)	(168)	(301)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	(111)	120
Relations clients (3)	423	7
Écart d'acquisition	985	138
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 297 \$	265 \$

(1) Les actions échangeables émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N seront échangées à raison de une pour une contre des actions ordinaires de RBC trois ans après la clôture conformément à la convention d'acquisition.

(2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 115 millions de dollars et de 3 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à PH&N et à FBW, respectivement.

(3) Les relations clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 11 ans et de sept ans pour PH&N et FBW, respectivement.

Note 8 : Acquisitions importantes (suite)**Autres acquisitions**

En 2008, nous avons également conclu les acquisitions suivantes : i) le 4 décembre 2007, les Services bancaires internationaux ont acquis une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited; ii) le 4 août 2008, le secteur Marchés des Capitaux a fait l'acquisition de Richardson Barr & Co.; iii) le 1^{er} octobre 2008, le secteur Services bancaires canadiens a fait l'acquisition de la division canadienne de crédit-bail commercial

d'ABN AMRO. Nous avons achevé la répartition du coût d'acquisition de Fidelity Merchant Bank & Trust Limited et nous terminerons la répartition du coût d'acquisition de Richardson Barr & Co. et de la division canadienne de crédit-bail commercial d'ABN AMRO plus tard au cours de l'exercice. Le prix global de ces trois acquisitions, lesquelles sont relativement peu importantes pour les secteurs respectifs, s'établissait à 389 millions de dollars et a donné lieu à un écart d'acquisition de 26 millions.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Charge au titre des prestations constituées	67 \$	74 \$	83 \$	141 \$	169 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	24	25	28	49	56

Note 10 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**Accord de Montréal**

En janvier 2009, nous avons échangé le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non commandité par des banques que nous détenons contre les billets de Master Asset Vehicle II (MAV II), une entité à détenteurs de droits variables constituée par suite de la restructuration des conduits de PCAA commandité par des banques; toutefois, nous ne sommes pas tenus de consolider MAV II, car nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues. Pour des détails sur la restructuration, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre de 2009. Nos droits variables significatifs dans MAV II comprennent notre participation dans la facilité de financement de marge et nos placements dans les billets. Au 30 avril 2009, la valeur comptable et la juste valeur de ces billets, ainsi que la valeur nominale de notre participation dans la facilité de financement de marge et les montants non prélevés en vertu de cette facilité, sont demeurés inchangés comparativement à ceux du premier trimestre de 2009.

Programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères

En 2008, nous avons vendu certains titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Chaque programme est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés annuels de 2008 pour des détails sur les

programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Avant le deuxième trimestre de 2009, le détenteur du certificat résiduel était exposé à la majeure partie des pertes prévues à l'égard de ces fiducies; par conséquent, nous n'avons pas consolidé ces fiducies. Au deuxième trimestre de 2009, les flux de trésorerie liés aux titres à enchères sous-jacents à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères se sont détériorés, ce qui s'est traduit par des baisses des cotes de crédit externes. En conséquence, nos calculs révisés des pertes prévues indiquent que nous devrions consolider certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères pour lesquels nous sommes exposés à la majeure partie des pertes prévues par l'intermédiaire de nos lettres de crédit et de nos facilités de liquidité. Le total de l'actif des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères que nous avons consolidés au cours du trimestre et qui soutiennent les obligations de ces programmes consolidés s'établissait à 466,7 millions de dollars au 30 avril 2009 et est classé dans les titres disponibles à la vente de notre bilan consolidé. Nous avons comptabilisé une perte de 30,6 millions de dollars à la consolidation de ces programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Nous continuons de détenir des droits variables importants par l'intermédiaire des facilités que nous procurons dans les autres programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères non consolidés pour lesquels le détenteur du certificat résiduel est exposé à la majeure partie des pertes prévues à l'égard de ces fiducies.

Note 11 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 23 avril 2009, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 1^{er} juin 2009, la totalité des débetures subordonnées à 4,18 % échéant le 1^{er} juin 2014 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 15 mars 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 6,5 % à leur échéance, à leur valeur nominale de 125 millions de dollars US (159 millions de dollars CA).

Le 27 janvier 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 3,96 % échéant le 27 janvier 2014 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Actions ordinaires

Le 22 décembre 2008 et le 6 janvier 2009, nous avons émis environ 56,8 millions et 8,5 millions d'actions ordinaires, respectivement, afin d'accroître notre capital.

Note 11 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**Actions privilégiées émises**

	Date d'émission	Montant	Valeur nominale par action	Dividende annuel par action pour la période initiale	Rendement annuel pour la période initiale	Date de rachat la plus rapprochée (2)	Taux de dividende rajusté (3)
Actions privilégiées							
Actions privilégiées de premier rang (1)							
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AX	29 avril 2009	325 \$	25 \$	1,5250 \$	6,10 %	24 novembre 2014	4,13 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AV	1 ^{er} avril 2009	400	25	1,5625	6,25 %	24 août 2014	4,42 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AT	9 mars 2009	275	25	1,5625	6,25 %	24 août 2014	4,06 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AR	29 janvier 2009	350	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	4,50 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AP	14 janvier 2009	275	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	4,19 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AN	8 décembre 2008	225	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	3,50 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AL	3 novembre 2008	300	25	1,4000	5,60 %	24 février 2014	2,67 %

- (1) À la date de rachat la plus rapprochée ou tous les cinq ans par la suite, les détenteurs auront le droit, à leur gré mais sous réserve de certaines restrictions, de convertir ces séries d'actions privilégiées à taux fixe en une série d'actions privilégiées à taux variable.
- (2) Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie, à la date de rachat la plus rapprochée ou tous les cinq ans par la suite.
- (3) Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de 5 ans, plus la prime indiquée.

Note 12 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 347 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (augmentation de 107 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; diminution de 319 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008). Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 454 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 2 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2008).

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêt	744 \$	744 \$	242 \$	1 488 \$	304 \$
Revenus (charges) autres que d'intérêt	703	(126)	(303)	577	(41)
Total	1 447 \$	618 \$	(61) \$	2 065 \$	263 \$

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont diminué de 288 millions de dollars (augmentation de 329 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; augmentation de 37 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008). Au cours du semestre

terminé le 30 avril 2009, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 42 millions de dollars (augmentation de 181 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2008).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2009, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	832 \$	864 \$	724 \$	1 696 \$	1 502 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie	1 239	1 270	1 247	2 509	2 572
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	4	2	–	6	–
Total	2 075 \$	2 136 \$	1 971 \$	4 211 \$	4 074 \$

Note 13 : Impôts sur les bénéfices – autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	81 \$	(236)\$	(130)\$	(155)\$	(121)\$
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	30	75	16	105	22
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	288	(37)	(51)	251	(386)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	34	(21)	(69)	13	(225)
Reclassement aux résultats de gains sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(5)	–	(9)	(5)	(8)
Total de la charge (l'économie) d'impôts	428 \$	(219)\$	(243)\$	209 \$	(718)\$

Note 14 : Bénéfice (perte) par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Bénéfice de base par action					
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	(41)	(23)	(96)	(47)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(105)\$	1 012 \$	905 \$	907 \$	2 126 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 405 772	1 366 868	1 287 245	1 385 995	1 280 616
(Perte) bénéfice de base par action	(0,07)\$	0,74 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,66 \$
Bénéfice dilué par action					
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(105)\$	1 012 \$	905 \$	907 \$	2 126 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 405 772	1 366 868	1 287 245	1 385 995	1 280 616
Options sur actions (1)	2 927	3 966	8 744	3 489	9 464
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 926	1 944	2 080	1 934	2 211
Actions échangeables (2)	6 413	6 413	–	6 413	–
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 417 038	1 379 191	1 298 069	1 397 831	1 292 291
(Perte diluée) bénéfice dilué par action	(0,07)\$	0,73 \$	0,70 \$	0,65 \$	1,64 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 7 616 273 options en cours ayant un prix de levée moyen de 46,17 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 5 305 890 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; un nombre moyen de 3 796 476 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,96 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2008). Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 5 304 375 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 3 376 144 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,09 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008).
- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N. Se reporter à la note 8.

Note 15 : Garanties et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	30 avril 2009		31 octobre 2008	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	26 838 \$	2 933 \$	43 700 \$	5 742 \$
Facilités de garantie de liquidités (2)	35 353	99	40 892	59
Produits à valeur stable (3)	24 884	210	24 876	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	22 906	100	22 185	75
Rehaussements de crédit	4 738	30	4 873	22
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	331	–	210	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 30 avril 2009, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,8 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 1,6 milliard de dollars US, 1,9 milliard de dollars CA) avant la provision pour pertes sur prêts de 11 millions de dollars US (14 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 54 millions de dollars US, 65 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés. Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons radié des prêts d'un montant de 90 millions de dollars US (113 millions de dollars CA) (néant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; néant pour le trimestre terminé le 30 avril 2008) par imputation à la provision pour pertes sur prêts.
- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 9,5 milliards de dollars (9,4 milliards au 31 octobre 2008) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 15,3 milliards (15,4 milliards au 31 octobre 2008) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons effectué une dotation à la provision d'environ 6 millions de dollars (26 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009; 70 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008).
- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1,9 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2008) lié aux titres à enchères vendus aux programmes d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur du montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia IS. Au 30 avril 2009, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 33 760 millions de dollars (45 723 millions au 31 octobre 2008). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	30 avril 2009	31 octobre 2008
Encaisse et montants à recevoir des banques	880 \$	2 443 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 193	9 960
Prêts	7 676	9 821
Valeurs mobilières	47 553	45 920
Biens achetés en vertu de conventions de revente	24 513	23 362
Autres actifs	202	989
	85 017 \$	92 495 \$

	Au	
	30 avril 2009	31 octobre 2008
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	5 581 \$	5 706 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 154	2 226
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	23 697	25 613
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	38 394	30 919
Opérations sur produits dérivés	7 891	17 664
Obligations couvertes	5 125	5 142
Autres	2 175	5 225
	85 017 \$	92 495 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,6 milliards de dollars (4,7 milliards au 31 janvier 2009 et 3,3 milliards au 30 avril 2008) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,6 milliards de dollars (3,4 milliards au 30 avril 2008) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalente aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 30 avril 2009, au 31 octobre 2008 ni au 30 avril 2008.

Biens affectés en garantie

Au 30 avril 2009, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 79,8 milliards de dollars (83,0 milliards au 31 octobre 2008). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 28,6 milliards de dollars (32,6 milliards au 31 octobre 2008) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Note 15 : Garanties et éventualités (suite)**Offre de rachat de titres à enchères**

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre offre de rachat de titres à enchères détenus par des clients des services de courtage au détail américains admissibles est en vigueur. Au 30 avril 2009, des clients dont les titres avaient une valeur notionnelle de 726,4 millions de dollars US (866,6 millions de dollars CA) avaient accepté notre offre. Nous estimons que les autres clients qui remplissent les conditions requises aux fins de rachat détiennent des titres d'une valeur de 155,9 millions de dollars US (185,9 millions de dollars CA). Au 30 avril 2009, la différence estimative entre la valeur nominale et l'estimation courante, y compris une pénalité de 9,8 millions de dollars US (11,8 millions de dollars CA), se chiffrait à 55,5 millions de dollars US (67,8 millions de dollars CA). Ce montant comprend aussi une tranche de 1,0 million de dollars US (1,2 million de dollars CA) qui représente la différence entre la valeur nominale et le prix de vente des titres à enchères payé aux clients remplissant les conditions requises qui ont vendu des titres admissibles à un prix inférieur à la valeur nominale au cours de la période allant du 11 février 2008 au 8 octobre 2008. Du montant de 55,5 millions de dollars US (67,8 millions de dollars CA) avant impôts, une tranche de 34,5 millions de dollars US (41,5 millions de dollars CA) a été constatée dans le bénéfice net en 2008. Aucune charge supplémentaire n'a été engagée pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, et des charges d'un montant de 21,0 millions de dollars US (26,0 millions de dollars CA) ont été constatées pour le semestre terminé le 30 avril 2009.

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of*

Canada devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). L'affaire Regents a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constitue le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron dans lequel des réclamations semblables ont été faites contre bon nombre d'autres institutions financières, de cabinets d'avocats, de cabinets d'experts-comptables et de certains anciens dirigeants et administrateurs d'Enron. La Banque Royale du Canada a également été citée en tant que défenderesse par plusieurs investisseurs particuliers relativement aux pertes qu'ils ont subies à titre d'acquéreurs de titres de participation et d'emprunt d'Enron.

Au cours du quatrième trimestre de 2005, RBC a constitué une provision au titre du litige de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou de 326 millions après impôts (276 millions de dollars US) en ce qui a trait à son exposition au risque lié au litige relatif à Enron. Comme nous l'avons mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre évaluation de plusieurs événements importants survenus en 2008, individuellement et dans leur ensemble, nous a permis de conclure qu'une provision au titre du litige de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US) ou de 33 millions après impôts (27 millions de dollars US) est raisonnable. L'écart de 542 millions de dollars (450 millions de dollars US) a été comptabilisé dans notre état des résultats pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, au poste Autres des Frais autres que d'intérêt.

Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans tous les litiges restants relatifs à Enron et exercerons notre meilleur jugement afin de régler ces poursuites.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation

Résultats trimestriels

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T2/09	T1/09	T2/08	T2/09	T1/09	T2/08	T2/09	T1/09	T2/08
Revenu net d'intérêt	1 678 \$	1 718 \$	1 636 \$	100 \$	128 \$	113 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	693	747	650	891	869	877	1 229	1 346	801
Total des revenus	2 371	2 465	2 286	991	997	990	1 229	1 346	801
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	351	270	224	–	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	958	1 076	548
Frais autres que d'intérêt	1 171	1 176	1 156	817	827	732	138	141	142
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	849	1 019	906	174	170	258	133	129	111
Charge (économie) d'impôts	268	323	302	48	42	76	20	17	7
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(Perte nette) bénéfice net	581 \$	696 \$	604 \$	126 \$	128 \$	182 \$	113 \$	112 \$	104 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	13	10	7	7	6	2	2	2	1
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	568 \$	686 \$	597 \$	119 \$	122 \$	180 \$	111 \$	110 \$	103 \$
Total de l'actif moyen (1)	254 800 \$	249 600 \$	228 300 \$	22 800 \$	17 800 \$	18 200 \$	13 000 \$	12 600 \$	12 700 \$

Résultats trimestriels

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux (2)		
	T2/09	T1/09	T2/08	T2/09	T1/09	T2/08	T2/09	T1/09	T2/08
Revenu net d'intérêt	459 \$	452 \$	298 \$	1 014 \$	922 \$	421 \$	(275)\$	(279)\$	(259)\$
Revenus autres que d'intérêt	226	115	266	552	487	59	194	436	92
Total des revenus	685	567	564	1 566	1 409	480	(81)	157	(167)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	289	200	91	145	160	58	189	117	(24)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	618	595	428	826	891	546	5	(8)	(34)
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	–	–	–	–	–	–
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	(1 222)	(228)	45	595	358	(124)	(275)	48	(109)
Charge (économie) d'impôts	(98)	(87)	5	163	154	(123)	(135)	(11)	(111)
Part des actionnaires sans contrôle	2	3	2	12	(21)	(14)	24	23	15
(Perte nette) bénéfice net	(1 126)\$	(144)\$	38 \$	420 \$	225 \$	13 \$	(164)\$	36 \$	(13)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	16	12	5	15	11	5	2	–	3
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(1 142)\$	(156)\$	33 \$	405 \$	214 \$	8 \$	(166)\$	36 \$	(16)\$
Total de l'actif moyen (1)	67 100 \$	68 900 \$	47 200 \$	362 800 \$	394 200 \$	351 400 \$	(8 400)\$	(500)\$	(3 000)\$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

Résultats trimestriels

	Total		
	T2/09	T1/09	T2/08
Revenu net d'intérêt	2 976 \$	2 941 \$	2 209 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 785	4 000	2 745
Total des revenus	6 761	6 941	4 954
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	974	747	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	958	1 076	548
Frais autres que d'intérêt	3 575	3 622	2 970
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	1 000	–	–
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	254	1 496	1 087
Charge (économie) d'impôts	266	438	156
Part des actionnaires sans contrôle	38	5	3
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	1 053 \$	928 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	55	41	23
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(105)\$	1 012 \$	905 \$
Total de l'actif moyen (1)	712 100 \$	742 600 \$	654 800 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats semestriels**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances		Services bancaires internationaux	
	T2/09	T2/08	T2/09	T2/08	T2/09	T2/08	T2/09	T2/08
Revenu net d'intérêt	3 396 \$	3 323 \$	228 \$	225 \$	– \$	– \$	911 \$	546 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 440	1 371	1 760	1 718	2 575	1 641	341	503
Total des revenus	4 836	4 694	1 988	1 943	2 575	1 641	1 252	1 049
Dotations à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	621	438	–	–	–	–	489	162
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	2 034	1 164	–	–
Frais autres que d'intérêt	2 347	2 352	1 644	1 420	279	277	1 213	806
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	1 000	–
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	1 868	1 904	344	523	262	200	(1 450)	81
Charge (économie) d'impôts	591	627	90	160	37	7	(185)	8
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	5	4
(Perte nette) bénéfice net	1 277 \$	1 277 \$	254 \$	363 \$	225 \$	193 \$	(1 270) \$	69 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	23	14	13	4	4	2	28	8
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 254 \$	1 263 \$	241 \$	359 \$	221 \$	191 \$	(1 298) \$	61 \$
Total de l'actif moyen (1)	252 200 \$	226 600 \$	20 300 \$	17 100 \$	12 800 \$	12 500 \$	68 000 \$	43 600 \$

Résultats semestriels

	Marchés des Capitaux (2)		Services de soutien généraux (2)		Total	
	T2/09	T2/08	T2/09	T2/08	T2/09	T2/08
Revenu net d'intérêt	1 936 \$	739 \$	(554) \$	(483) \$	5 917 \$	4 350 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 039	873	630	145	7 785	6 251
Total des revenus	2 975	1 612	76	(338)	13 702	10 601
Dotations à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	305	86	306	(44)	1 721	642
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	2 034	1 164
Frais autres que d'intérêt	1 717	1 280	(3)	(45)	7 197	6 090
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	1 000	–
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	953	246	(227)	(249)	1 750	2 705
Charge (économie) d'impôts	317	(70)	(146)	(233)	704	499
Part des actionnaires sans contrôle	(9)	(1)	47	30	43	33
(Perte nette) bénéfice net	645 \$	317 \$	(128) \$	(46) \$	1 003 \$	2 173 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	26	10	2	9	96	47
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	619 \$	307 \$	(130) \$	(55) \$	907 \$	2 126 \$
Total de l'actif moyen (1)	378 800 \$	345 200 \$	(4 500) \$	(4 700) \$	727 600 \$	640 300 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital

comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du premier trimestre, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité. Le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les activités de vente de nos bureaux, les activités de négociation de produits, ainsi que les activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients des services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche. Ce réalignement n'a pas eu d'incidence sur la présentation des résultats consolidés du secteur Marchés des Capitaux.

Note 17 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	30 avril 2009	31 octobre 2008
Capital		
Capital de première catégorie	30 274 \$	25 031 \$
Capital total	35 290	30 710
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	211 585 \$	229 537 \$
Risque de marché	20 100	17 220
Risque opérationnel	33 962	31 822
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	265 647 \$	278 579 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	11,4 %	9,0 %
Capital total	13,3 %	11,0 %
Coefficient actif/capital	16,3X	20,1X

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être préparés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus complète des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2008.

Bilans consolidés condensés

	Au 30 avril 2009 (1)			Au 31 octobre 2008 (1)			Au 30 avril 2008 (1)		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 342 \$	(40)\$	9 302 \$	11 086 \$	(133)\$	10 953 \$	5 958 \$	(159)\$	5 799 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 297	(6 960)	4 337	20 041	(12 503)	7 538	12 349	(9 315)	3 034
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	126 252	(7 232)	119 020	122 508	(5 499)	117 009	140 516	(8 671)	131 845
Titres disponibles à la vente	50 303	3 357	53 660	48 626	6 176	54 802	34 836	7 321	42 157
	176 555	(3 875)	172 680	171 134	677	171 811	175 352	(1 350)	174 002
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	42 290	(1 815)	40 475	44 818	(3 086)	41 732	61 561	(2 652)	58 909
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	277 794	256	278 050	289 540	(2 638)	286 902	257 894	(1 550)	256 344
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 146	–	11 146	11 285	–	11 285	11 257	–	11 257
Dérivés	123 259	(89 639)	33 620	136 134	(81 553)	54 581	71 743	(43 324)	28 419
Locaux et matériel, montant net (2)	2 418	717	3 135	2 471	648	3 119	1 970	552	2 522
Écart d'acquisition	8 819	(83)	8 736	9 977	(65)	9 912	6 165	(64)	6 101
Autres actifs incorporels (2)	2 150	(1 082)	1 068	2 042	(950)	1 092	1 344	(843)	501
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 287	1 287	–	1 260	1 260	–	1 169	1 169
Actifs des fonds distincts	–	73	73	–	81	81	–	108	108
Autres actifs	15 253	7 990	23 243	25 331	25 684	51 015	21 878	32 681	54 559
	163 045	(80 737)	82 308	187 240	(54 895)	132 345	114 357	(9 721)	104 636
	680 323 \$	(93 171)\$	587 152 \$	723 859 \$	(72 578)\$	651 281 \$	627 471 \$	(24 747)\$	602 724 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	411 827 \$	(21 993)\$	389 834 \$	438 575 \$	(21 069)\$	417 506 \$	399 425 \$	(17 294)\$	382 131 \$
Autres									
Acceptations	11 146	–	11 146	11 285	–	11 285	11 257	–	11 257
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	35 540	590	36 130	27 507	1 787	29 294	43 264	137	43 401
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 871	(1 141)	27 730	32 053	(1 135)	30 918	28 278	(1 190)	27 088
Dérivés	110 284	(84 960)	25 324	128 705	(84 011)	44 694	71 551	(42 841)	28 710
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 002	3 485	11 487	7 385	3 720	11 105	7 556	2 689	10 245
Passifs des fonds distincts	–	73	73	–	81	81	–	107	107
Autres passifs	29 011	11 150	40 161	35 809	28 628	64 437	29 599	33 805	63 404
	222 854	(70 803)	152 051	242 744	(50 930)	191 814	191 505	(7 293)	184 212
Déventures subordonnées	7 629	–	7 629	8 131	41	8 172	6 952	18	6 970
Titres de fiducie de capital	1 398	(1 398)	–	1 400	(1 400)	–	1 397	(1 397)	–
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 150	1 406	3 556	2 371	1 396	3 767	2 024	1 396	3 420
Capitaux propres (1)	34 465	(383)	34 082	30 638	(616)	30 022	25 868	123	25 991
	680 323 \$	(93 171)\$	587 152 \$	723 859 \$	(72 578)\$	651 281 \$	627 471 \$	(24 747)\$	602 724 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.(2) Les données correspondantes des périodes précédentes présentées en vertu des PCGR du Canada ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA* (se reporter à la note 1).

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Le tableau suivant présente les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

Au 30 avril 2009	PCGR du Canada	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation ⁽¹⁾	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Différences	PCGR des États-Unis
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 342 \$	(40)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(40)	9 302 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 297	(3 704)	—	—	—	—	—	—	—	—	(3 256)	—	(6 960)	4 337
Valeurs mobilières	176 555	(2 920)	—	(975)	(236)	—	—	—	1 711	—	(1 456)	1	(3 875)	172 680
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	42 290	(1 815)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1 815)	40 475
Prêts	277 794	(401)	—	—	—	—	—	—	—	—	670	(13)	256	278 050
Autres actifs	163 045	(5 563)	3 472	1 020	277	(17)	—	(256)	450	9 280	(89 555)	155	(80 737)	82 308
Passif et capitaux propres														
Dépôts	411 827 \$	(12 546)	—	—	—	—	—	—	—	—	(9 440)	(7)	(21 993)	389 834 \$
Autres passifs	222 854	(1 871)	3 567	—	—	(39)	(34)	267	2 161	9 280	(84 157)	23	(70 803)	152 051
Débiteures subordonnées	7 629	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7 629
Titres de fiducie de capital	1 398	—	—	—	—	—	(1 398)	—	—	—	—	—	(1 398)	—
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 150	(26)	—	—	—	—	1 432	—	—	—	—	—	1 406	3 556
Capitaux propres	34 465	—	(95)	45	41	22	—	(523)	—	—	—	127	(383)	34 082

- (1) Comprend l'incidence de la compensation de la juste valeur d'instruments dérivés et les garanties en espèces reçues des mêmes contreparties ou données à celles-ci, comme il est permis aux termes d'un accord général de compensation juridiquement exécutoire, conformément au FSP FIN 39-1, intitulé *Amendment of FASB Interpretation No. 39*. Se reporter à la rubrique Compensation de montants liés à certains contrats qui est présentée plus loin dans cette note, à la section Principales modifications comptables, pour de plus amples renseignements.

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
(Perte nette) bénéfice net selon les PCGR du Canada	(50)\$	928 \$	1 003 \$	2 173 \$
Différences :				
Revenu net d'intérêt				
Coentreprises	(47)	(42)	(101)	(79)
Passif et capitaux propres	26	30	51	58
Revenus autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	(309)	(1)	(765)	(156)
Produits dérivés et opérations de couverture	39	(4)	(12)	(24)
Reclassement de valeurs mobilières et application de l'option de la juste valeur	118	(77)	(129)	(51)
Coentreprises	(158)	(165)	(302)	(340)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	234	(29)	675	96
Frais autres que d'intérêt				
Droits à la plus-value des actions	13	(4)	(7)	(12)
Comptabilisation des activités d'assurance	20	17	41	33
Coentreprises	186	180	367	359
Autres	5	8	(17)	(16)
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	(17)	52	93	92
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales				
Passif et capitaux propres	(26)	(26)	(51)	(51)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	34 \$	867 \$	846 \$	2 082 \$
(Perte) bénéfice de base par action ⁽¹⁾				
PCGR du Canada	(0,07)\$	0,70 \$	0,65 \$	1,66 \$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	0,65 \$	0,54 \$	1,58 \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action ⁽¹⁾				
PCGR du Canada	(0,07)\$	0,70 \$	0,65 \$	1,64 \$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	0,65 \$	0,54 \$	1,57 \$

- (1) L'incidence du calcul du bénéfice par action selon la méthode des deux catégories a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour toutes les périodes présentées.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés condensés des flux de trésorerie**

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	2 518 \$	7 004 \$	2 905 \$	381 \$
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	84	(61)	(157)	(91)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation				
Amortissement, amortissement des autres actifs incorporels et dotation à la provision pour pertes sur créances	(17)	(15)	(18)	(13)
Impôts futurs	(82)	54	175	60
Gain à la vente de titres disponibles à la vente, déduction faite des réductions de valeur	(4)	(1)	(8)	(3)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	27	142	(235)	159
Impôts exigibles	74	(102)	17	(85)
Actifs dérivés	(214)	227	(317)	114
Passifs dérivés	205	(274)	226	(134)
Titres détenus à des fins de transaction	4 961	(569)	2 952	1 899
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(3 908)	3 083	(3 523)	(1 221)
Autres	(204)	(55)	807	(835)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	3 440	9 433	2 824	231
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	7 919	7 795	16 712	(16 986)
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(875)	1 043	(1 313)	2 467
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(492)	(194)	(2 898)	(645)
Produit de la vente de titres disponibles à la vente et de titres détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	1 145	440	1 237	1 353
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente et de titres détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	298	46	664	350
Acquisitions de titres disponibles à la vente et de titres détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	466	(557)	1 537	(1 143)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	8	14	75	33
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(463)	(324)	(1 271)	389
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	8 006	8 263	14 743	(14 182)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	(11 221)	(13 043)	(21 391)	18 209
Variation des dépôts	11 494	1 201	27 219	(28 010)
Variation des dépôts – Canada	5 421	905	7 351	2 032
Variation des dépôts – autres pays	(16 590)	(3 063)	(31 174)	23 892
Émission d'actions privilégiées	(16)	–	(35)	–
Frais d'émission	16	–	77	–
Émission d'actions ordinaires	–	–	(42)	–
Dividendes versés, y compris par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	(3)	(51)	(57)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	62	423	(5)	100
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1 369)	(2 336)	(1 197)	(692)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	(12 203)\$	(15 916)\$	(19 248)\$	15 474 \$
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(73)\$	15 \$	30 \$	128 \$
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(830)	1 795	(1 651)	1 651
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	10 132 \$	4 004 \$	10 953 \$	4 148 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	9 302 \$	5 799 \$	9 302 \$	5 799 \$

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés du résultat étendu**

	Pour le trimestre terminé le			
	30 avril 2009			30 avril 2008
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
(Perte nette) bénéfice net	(50)\$	84 \$	34 \$	867 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	185	(131)	54	(219)
(Pertes) gains de change non réalisés	(784)	(9)	(793)	41
Gains (pertes) de change nets liés aux opérations de couverture	613	–	613	(46)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	76	29	105	(144)
Reclassement aux résultats de gains liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie et de pertes de change	(9)	(2)	(11)	(15)
Total du résultat étendu	31 \$	(29)\$	2 \$	484 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	111 \$	(58)\$	53 \$	(127)\$
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux opérations de couverture	288	–	288	(51)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	34	13	47	(69)
Reclassement aux résultats de gains liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5)	–	(5)	(8)
Total de la charge (l'économie) d'impôts	428 \$	(45)\$	383 \$	(255)\$

États consolidés du résultat étendu

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2009			30 avril 2008
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	1 003 \$	(157)\$	846 \$	2 082 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(120)	263	143	(137)
(Pertes) gains de change non réalisés	(606)	(3)	(609)	1 056
Gains (pertes) de change nets liés aux opérations de couverture	594	–	594	(742)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	35	29	64	(467)
Reclassement aux résultats de gains liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie et de pertes de change	(11)	–	(11)	(12)
Total du résultat étendu	895 \$	132 \$	1 027 \$	1 780 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(50)\$	129 \$	79 \$	(87)\$
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux opérations de couverture	251	–	251	(386)
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	13	13	26	(225)
Reclassement aux résultats de gains liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5)	1	(4)	(6)
Total de la charge (l'économie) d'impôts	209 \$	143 \$	352 \$	(704)\$

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts

	Au				
	30 avril 2009			31 octobre 2008	30 avril 2008
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis		
Ajustement transitoire – instruments financiers	(45)\$	45 \$	– \$	– \$	– \$
Pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente	(1 188)	302	(886)	(1 011)	(69)
Pertes de change non réalisées, déduction faite des opérations de couverture	(813)	41	(772)	(757)	(2 897)
Pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(420)	(56)	(476)	(529)	(459)
Obligation au titre des régimes de retraite	–	(523)	(523)	(523)	(541)
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 466)\$	(191)\$	(2 657)\$	(2 820)\$	(3 966)\$

Valeurs mobilières

Le tableau suivant illustre la durée des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance. Le montant brut des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente en vertu des PCGR des États-Unis est plus élevé que celui calculé en vertu des PCGR du Canada et est présenté à la note 4, la différence tenant principalement au fait qu'un plus grand nombre de ces titres sont

désignés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés selon l'option de la juste valeur en vertu des PCGR du Canada comparativement au traitement comptable selon les PCGR des États-Unis. Se reporter à l'élément n° 3 de la section Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, qui figure à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, et à notre analyse présentée plus loin dans cette note, à la rubrique Option d'évaluation

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

des actifs et des passifs financiers à la juste valeur. À la note 4, nous présentons les raisons pour lesquelles ces titres sont considérés comme ayant subi une perte de valeur temporaire au 30 avril 2009. L'analyse qui suit porte essentiellement sur la durée des pertes.

La juste valeur totale des titres affichant des pertes non réalisées a diminué de 5,9 milliards de dollars entre le 31 octobre 2008 et le 30 avril 2009. Cette diminution reflète en grande partie le fait que certains titres à enchères, titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et titres d'emprunt de sociétés et autres créances étaient en position de gain non réalisé au 30 avril 2009. Les titres à enchères et les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain qui étaient classés comme détenus à des fins de transaction ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} octobre 2008.

Les pertes non réalisées pour la période de moins de 12 mois ont reculé de 540 millions de dollars au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, pour s'établir à 1,2 milliard. Ce recul découle en grande partie du transfert, de la catégorie de moins de 12 mois à la catégorie de plus de 12 mois, de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain, de prêts aux étudiants non garantis compris dans les TAA, de titres d'emprunt de sociétés et autres créances et des actions d'une banque canadienne.

Les pertes non réalisées pour la période de 12 mois ou plus ont augmenté de 772 millions de dollars au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, pour s'établir à 1,9 milliard. L'augmentation tient essentiellement au transfert mentionné précédemment concernant certains titres qui étaient compris dans la catégorie de moins de 12 mois, à l'augmentation des pertes non réalisées liées à des actions privilégiées perpétuelles classées comme substituts de prêt et à une

faible baisse de la juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires garantis et non garantis par une agence aux États-Unis, des prêts aux étudiants non garantis compris dans les TAA et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances.

Le total des pertes non réalisées sur les titres de participation s'est accru de 141 millions de dollars pour se chiffrer à 518 millions. Notre portefeuille de titres de participation se compose pour l'essentiel d'actions de banques canadiennes négociées sur le marché que nous détenons à titre de couverture économique de certains programmes de rémunération à base d'actions. Dans une moindre mesure, nous détenons également des actions privilégiées perpétuelles d'institutions financières canadiennes de même que des placements dans des sociétés ouvertes, fermées et de capital-risque, à l'appui de divers services et programmes commerciaux. La hausse des pertes non réalisées sur les titres de participation enregistrée au cours de la période est principalement imputable à la baisse du cours des actions de banques canadiennes négociées sur le marché qui présentent des pertes non réalisées depuis moins de 12 mois. Ces titres ainsi que les titres qui affichent des pertes non réalisées depuis plus de 12 mois ont subi l'incidence des conditions de marché récentes. Toutefois, la valeur de ces titres a remonté au cours des derniers mois. Étant donné cette récente tendance et le fait que les banques qui émettent ces titres sont bien capitalisées et qu'elles continuent de générer de solides résultats et de verser des dividendes, nous prévoyons que les titres retrouveront leur valeur dans un avenir rapproché.

La direction est d'avis que les pertes non réalisées sur les titres mentionnés ci-dessus au 30 avril 2009 sont de nature temporaire, et elle a l'intention de les conserver jusqu'au recouvrement de leur valeur, jusqu'à leur rachat ou jusqu'à leur échéance.

Juste valeur et pertes non réalisées liées aux titres disponibles à la vente

	Au 30 avril 2009					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances du gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	589 \$	4 \$	– \$	– \$	589 \$	4 \$
Provinces et municipalités	678	35	68	6	746	41
Créances du gouvernement fédéral, des États, des municipalités et des organismes américains	2 597	151	360	60	2 957	211
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	815	3	27	4	842	7
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 282	350	1 790	658	3 072	1 008
Titres adossés à des actifs	2 168	75	1 081	250	3 249	325
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 860	320	1 855	578	4 715	898
Titres de participation	548	233	527	285	1 075	518
Titres de substitut de prêt	–	–	116	104	116	104
Total des titres faisant l'objet d'une perte de valeur temporaire	11 537 \$	1 171 \$	5 824 \$	1 945 \$	17 361 \$	3 116 \$

	Au 31 octobre 2008 (1)					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances du gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	958 \$	11 \$	– \$	– \$	958 \$	11 \$
Provinces et municipalités	883	72	26	5	909	77
Créances du gouvernement fédéral, des États, des municipalités et des organismes américains	5 714	259	335	41	6 049	300
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	132	3	21	4	153	7
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 265	363	1 270	443	3 535	806
Titres adossés à des actifs	3 546	294	401	108	3 947	402
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	4 762	494	1 369	382	6 131	876
Titres de participation	994	216	347	161	1 341	377
Titres de substitut de prêt	–	–	191	29	191	29
Total des titres faisant l'objet d'une perte de valeur temporaire	19 254 \$	1 712 \$	3 960 \$	1 173 \$	23 214 \$	2 885 \$

(1) Plusieurs chiffres présentés dans ce tableau ont été modifiés comparativement à ceux présentés dans nos états financiers consolidés annuels de 2008 de façon à exclure les titres qui sont classés comme détenus à des fins de transaction selon les PCGR des États-Unis, mais qui sont classés comme disponibles à la vente selon les PCGR du Canada. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur notre bilan consolidé.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Impôts sur les bénéfices**

En vertu de l'Interpretation No. 48 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48), les avantages fiscaux sont constatés et évalués selon un modèle en deux étapes : i) une position fiscale est constatée lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'elle sera maintenue, c'est-à-dire une probabilité supérieure à 50 % et ii) l'avantage est évalué au montant en dollars qui correspond à la position dont la réalisation au moment du règlement final avec les autorités fiscales est plus probable qu'improbable. L'écart entre l'avantage fiscal constaté conformément au modèle prescrit par le FIN 48 et l'avantage fiscal réclamé dans une déclaration de revenus correspond à l'avantage fiscal non constaté.

Au 30 avril 2009 et au 31 octobre 2008, les soldes de nos avantages fiscaux non constatés, déduction faite de tout montant d'intérêts et de pénalités connexes, s'établissaient à 938 millions de dollars et à 858 millions, respectivement; si ces avantages fiscaux étaient constatés, des tranches de 900 millions et de 827 millions, respectivement, auraient une incidence sur notre taux d'imposition effectif. Le solde de nos avantages fiscaux non constatés, déduction faite de tout montant d'intérêts et de pénalités connexes, a enregistré une augmentation nette de 80 millions de dollars, en raison principalement des positions fiscales prises au cours du premier semestre de 2009. Il est difficile de prévoir les variations des avantages fiscaux non constatés pour les 12 prochains mois.

Au cours du premier semestre de 2009, le montant des intérêts et des pénalités liés aux impôts sur les bénéfices n'a pas connu de variation importante.

Principales modifications comptables**Cadre d'évaluation de la juste valeur**

En ce qui nous concerne, le FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), et les positions connexes qui sont décrites à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 ont pris effet le 1^{er} novembre 2008, sauf en ce qui a trait à certains actifs non financiers et passifs non financiers, pour lesquels ils prendront effet le 1^{er} novembre 2009.

Le FAS 157 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction organisée entre des participants du marché à la date d'évaluation. Le FAS 157 exige qu'une entité utilise le plus possible des données observables et qu'elle réduise au minimum le recours aux données inobservables dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur de ses actifs et de ses passifs, et exige également que l'entité tienne compte de l'incidence de son propre risque de crédit dans l'évaluation des dérivés et d'autres passifs évalués à la juste valeur. En outre, il élimine le report des gains ou des pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale de certains instruments dérivés dont la juste valeur est évaluée au moyen de données inobservables et interdit le recours à une décote pour bloc d'actions qui était auparavant appliquée aux titres négociés sur un marché actif que l'entité détenait en grand nombre. Au moment de l'adoption, les gains ou les pertes non réalisés à la comptabilisation initiale et les ajustements liés à une décote pour bloc d'actions, le cas échéant, seraient comptabilisés à titre d'ajustement transitoire dans les bénéfices non répartis.

Le FAS 157 établit, aux fins de la présentation d'informations, une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux comme il est présenté ci-après, selon la transparence des données prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs.

Hiérarchie d'évaluation

- **Niveau 1** – Les données correspondent à des prix cotés (non ajustés) d'instruments identiques sur des marchés actifs, auxquelles l'entité publiante peut avoir accès à la date d'évaluation.
- **Niveau 2** – Les données correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.
- **Niveau 3** – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont inobservables pour les instruments évalués.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Détermination de la juste valeur

Notre cadre et nos méthodes d'évaluation sont présentés à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Par ailleurs, des ajustements de l'évaluation peuvent être apportés afin de s'assurer que les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, notamment les ajustements suivants :

- Des ajustements de l'évaluation du crédit qui représentent la juste valeur estimative du risque de crédit que présentent les contreparties externes. Ces ajustements tiennent compte de la capacité financière de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des opérations ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les accords généraux de compensation et les conventions accessoires. Nous révisons les ajustements de l'évaluation du crédit au besoin.
- Des ajustements de l'évaluation du crédit visant à refléter notre propre qualité de crédit dans l'évaluation de nos passifs, y compris les dérivés évalués à la juste valeur.
- Des ajustements à l'égard de la liquidité liée à des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif si nous croyons que ces instruments pourraient être cédés pour un montant moindre que leur juste valeur estimative en raison du faible volume des opérations.
- Des ajustements liés aux modèles et aux paramètres d'entrée visant à refléter l'incidence des données inobservables prises en compte dans les modèles. Ces ajustements sont nécessaires lorsque les instruments sont évalués au moyen de données qui ne sont pas observables et qui reposent en grande partie sur le jugement de la direction.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente**

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur sur une base récurrente au 30 avril 2009, classés selon la hiérarchie d'évaluation établie par le FAS 157 :

	Au 30 avril 2009				
	Évaluations à la juste valeur			Ajustements de compensation (1)	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers					
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	4 050 \$	– \$	– \$	4 050 \$
Valeurs mobilières					
Titres détenus à des fins de transaction	30 695	76 669	13 112	(1 456)	119 020
Titres disponibles à la vente	1 327	44 016	8 109	–	53 452
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	18 045	–	–	18 045
Prêts	–	4 202	670	–	4 872
Autres					
Dérivés	4 590	111 131	8 043	(90 144)	33 620
Autres actifs	1 080	6 565	1 882	–	9 527
	37 692 \$	264 678 \$	31 816 \$	(91 600)\$	242 586 \$
Passifs financiers					
Dépôts					
Particuliers	– \$	– \$	739 \$	– \$	739 \$
Entreprises et gouvernements	–	37 672	9 577	–	47 249
Banques	1 178	7 683	–	–	8 861
Autres					
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	13 647	21 993	490	–	36 130
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	15 723	–	–	15 723
Dérivés	1 349	101 782	7 609	(85 416)	25 324
Autres passifs	872	6 541	1 867	–	9 280
Débentures subordonnées	–	–	87	–	87
	17 046 \$	191 394 \$	20 369 \$	(85 416)\$	143 393 \$

(1) Les ajustements de compensation représentent l'incidence des accords généraux de compensation juridiquement exécutoires qui nous permettent d'établir des positions positives ou négatives de même que les garanties en espèces, y compris les instruments présentant un risque de crédit négligeable détenus ou placés auprès des mêmes contreparties. Par conséquent, certains actifs et passifs liés aux dérivés peuvent être comptabilisés sur la base du solde net.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3**

Le tableau ci-dessous présente les variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments compris dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2009.

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009							Pour le semestre terminé le 30 avril 2009						
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2009	Total des gains (pertes) réalisés(e)s/ non réalisés(e)s compris dans les résultats	Total des gains (pertes) non réalisés(e)s compris dans les autres éléments du résultat étendu	Achats, émissions, et autres, montant net (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau (1)	Juste valeur au 30 avril 2009	Variations des gains/ pertes non réalisés(e)s compris dans les résultats relativement aux actifs et aux passifs détenus au 30 avril 2009	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2008	Total des gains (pertes) réalisés(e)s/ non réalisés(e)s compris dans les résultats	Total des gains (pertes) non réalisés(e)s compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats, émissions, et autres, montant net (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau (1)	Juste valeur au 30 avril 2009	Variations des gains/ pertes non réalisés(e)s compris dans les résultats relativement aux actifs et aux passifs détenus au 30 avril 2009
Actifs														
Valeurs mobilières														
Titres détenus à des fins de transaction	17 865 \$	403 \$	(442)\$	(4 151)\$	(563)\$	13 112 \$	207 \$	20 986 \$	(1 099)\$	(119)\$	(6 036)\$	(620)\$	13 112 \$	(882)\$
Titres disponibles à la vente	9 254	(105)	(154)	(232)	(654)	8 109	–	9 875	(319)	(487)	(306)	(654)	8 109	–
Prêts – prêts de gros	582	110	(11)	(11)	–	670	317	651	65	(3)	(43)	–	670	309
Autres														
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)	49	(251)	7	763	(134)	434	(715)	(1 010)	438	36	932	38	434	48
Autres actifs	1 551	(1)	–	332	–	1 882	(1)	1 546	(5)	–	341	–	1 882	(5)
Passifs														
Dépôts														
Particuliers	(1 335)\$	468 \$	(1)\$	(156)\$	285 \$	(739)\$	468 \$	(2 656)\$	717 \$	(46)\$	961 \$	285 \$	(739)\$	384 \$
Entreprises et gouvernements	(10 753)	118	143	859	56	(9 577)	65	(12 214)	285	(66)	2 352	66	(9 577)	(55)
Autres														
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	(35)	(8)	2	(450)	1	(490)	(18)	(22)	(19)	1	(450)	–	(490)	(18)
Autres passifs	(1 536)	–	–	(331)	–	(1 867)	–	(1 528)	–	–	(339)	–	(1 867)	–
Débitures subordonnées	(72)	(26)	11	–	–	(87)	(26)	(81)	(6)	–	–	–	(87)	(6)

- Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée « Total des gains (pertes) réalisés(e)s/non réalisés(e)s compris dans les résultats » du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement.
- Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains et les pertes non réalisés à l'égard des titres disponibles à la vente ont totalisé 81 millions de dollars et (392) millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009, respectivement, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.
- Le montant net des dérivés au 30 avril 2009 et au 1^{er} février 2009 comprend des actifs dérivés de 8 043 millions de dollars et de 8 463 millions, et des passifs dérivés de 7 609 millions et de 8 414 millions, respectivement.

Incidence de l'adoption du FAS 157

Comme il est décrit à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers doivent, selon les PCGR du Canada, être reportés dans le cas des instruments financiers dont la juste valeur est évaluée en fonction de paramètres non observables. Par suite de l'adoption du FAS 157, il n'est plus nécessaire de procéder au report des gains et des pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale, qui était exigé en vertu de l'EITF 02-3, conformément aux PCGR des États-Unis. Les ajustements de

l'évaluation à l'égard des gains et pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale, comptabilisés en vertu de l'EITF 02-3, ont été reclassés en fonction des catégories d'évaluation décrites ci-dessus. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le montant total des ajustements de l'évaluation. Le solde résiduel de la provision pour les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale, qui s'élevait à 38 millions de dollars après impôts, a été comptabilisé à titre d'ajustement transitoire et porté en augmentation de notre solde d'ouverture des bénéfices non répartis en vertu des PCGR des États-Unis.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 a pris effet le

1^{er} novembre 2008. L'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des éléments admissibles pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie au 1^{er} novembre 2008 a été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à titre d'ajustement de l'incidence cumulative, ce qui a donné lieu à une augmentation de 81 millions de dollars après impôts.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Notre méthode de comptabilisation relative à l'option de la juste valeur est décrite à la note 1 de nos états financiers annuels de 2008. Le tableau suivant présente les catégories d'actifs et de passifs financiers qui, au 30 avril 2009, étaient évalués selon l'option de la juste valeur conformément au FAS 155, intitulé *Accounting for Certain Hybrid Financial Instruments – an amendment of FASB Statements No. 133 and 140* (FAS 155), et au FAS 159, ainsi que l'écart entre la juste valeur totale et la valeur totale à l'échéance contractuelle des prêts et des emprunts à long terme qui ont été évalués à la juste valeur en vertu de ces normes.

	Au 30 avril 2009		
	Juste valeur (valeur comptable) totale	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle
Actifs financiers			
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 050 \$	4 050 \$	– \$
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction	3 222	s.o.	s.o.
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	18 045	18 048	(3)
Prêts – prêts de détail – prêts productifs	463	463	–
Prêts – prêts de gros – prêts productifs (1)	4 408	4 368	40
Passifs financiers			
Dépôts			
Particuliers	739 \$	764 \$	(25)\$
Entreprises et gouvernements	47 249	47 239	10
Banques	8 861	8 861	–
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	15 723	15 722	1
Débitures subordonnées	87	121	(34)

(1) Au 30 avril 2009, il n'y avait aucun prêt de gros en souffrance de 90 jours ou plus mais non compris dans les prêts douteux. La juste valeur (valeur comptable) totale et la valeur à l'échéance contractuelle des prêts de gros douteux se chiffraient toutes deux à 1 million de dollars.

s.o. : sans objet

Les variations nettes de la juste valeur de ces actifs et de ces passifs pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009 se sont établies à (300) millions de dollars et à (336) millions, respectivement. Le montant des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit lié aux prêts et aux créances et aux modifications des écarts de taux de RBC liés à nos instruments financiers, ainsi que la méthode de détermination de ce montant sont présentés à la note 3. Les variations de la juste valeur depuis le 1^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC ont donné lieu à une augmentation de la juste valeur de nos passifs liés aux dépôts à terme de 295 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à la diminution des écarts de taux de RBC à l'égard des passifs liés aux dépôts à terme libellés en dollars canadiens et en dollars américains par suite de l'amélioration des conditions du marché du crédit. Les variations de la juste valeur au cours de la période attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC à l'égard des prêts de gros et des débiteures subordonnées, respectivement, ne sont pas importantes.

Les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs de ces titres de créance et prêts sont évalués en fonction de leur taux d'intérêt et comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

Produits dérivés et opérations de couverture

Le 19 mars 2008, le FASB a publié le FAS 161, intitulé *Disclosures about Derivative Instruments and Hedging Activities, an amendment of FASB Statement No. 133* (FAS 161). Le FAS 161 exige qu'une entité explique comment et pourquoi elle utilise les dérivés, comment elle comptabilise ceux-ci et tout élément couvert connexe, et quelle est l'incidence des dérivés et des éléments couverts sur sa situation financière, son rendement et ses flux de trésorerie. Le FAS 161, qui en ce qui nous concerne a pris effet le 1^{er} février 2009, n'a pas modifié la façon dont nous comptabilisons les dérivés et les éléments couverts; par conséquent, son adoption n'a pas eu d'incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés. Se reporter aux notes 1 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour plus de renseignements sur notre utilisation des instruments dérivés et des activités de couverture.

Juste valeur des dérivés selon les principaux types de produits

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture. Les produits dérivés ayant une juste valeur positive sont présentés à titre d'actifs dérivés dans les autres actifs, alors que les produits dérivés ayant une juste valeur négative sont présentés à titre de passifs dérivés dans les autres passifs.

	Au 30 avril 2009			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Désignés comme des instruments de couverture			
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs				
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	1 637 \$	2 538 \$	– \$	28 607 \$
Contrats de change	–	–	1 210	69 415
Produits dérivés de crédit	–	–	–	11 497
Autres contrats	–	–	–	8 860
Total	1 637 \$	2 538 \$	1 210 \$	118 379 \$
Passifs				
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	2 261 \$	100 \$	– \$	26 739 \$
Contrats de change	–	–	43	63 306
Produits dérivés de crédit	–	–	–	9 433
Autres contrats	–	–	–	8 858
Total	2 261 \$	100 \$	43 \$	108 336 \$
Instruments financiers non dérivés	– \$	– \$	5 830 \$	s.o.

(1) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 202 millions de dollars au titre des passifs dérivés.
s.o. : sans objet

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Activités de couverture selon les principaux types de produits**

		Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009		
		Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	8 \$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	1	s.o.	s.o.
	Tranche efficace Contrats de taux d'intérêt	s.o.	s.o.	105
	Reclassées dans les résultats au cours de la période (1) Contrats de taux d'intérêt	s.o.	16	s.o.
Couvertures de l'investissement net	Pertes de change	s.o.	s.o.	(793)
	Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	499
	Contrats de change	s.o.	s.o.	114
	Instruments financiers non dérivés	s.o.	s.o.	114
		9 \$	16 \$	(75)\$

(1) Des gains après impôts de 11 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 30 avril 2009.
s.o. : sans objet

Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009
(Charge) revenu net d'intérêt	
Taux d'intérêt et crédit	758 \$
Capitaux propres	(74)
Opérations de change et opérations sur marchandises (1)	138
Total	822 \$

(1) Incluant des métaux précieux.

Caractéristiques incertaines

Certains de nos instruments dérivés sont assortis de dispositions qui lient les exigences en matière de garantie aux cotes de crédit qui nous sont attribuées par les principales agences de notation. Si nos cotes de crédit diminuaient, certaines contreparties aux instruments dérivés pourraient demander le paiement immédiat du passif dérivé net ou une garantie à un jour immédiate et continue à l'égard de ce passif. La juste valeur nette totale de l'ensemble des instruments dérivés assortis d'exigences en matière de garantie, qui sont en position de passif net

au 30 avril 2009, s'établirait à 11,3 milliards de dollars, montant au titre duquel nous avons donné une garantie de 7,9 milliards dans le cours normal des activités. Si nos cotes de crédit avaient baissé à BBB au 30 avril 2009, nous aurions été tenus de donner un montant additionnel de 1,5 milliard de dollars en garantie aux contreparties de ces contrats. Dans l'éventualité où nos cotes de crédit baissent en deçà de BBB, nous ne nous attendons pas à ce que le montant supplémentaire qui devrait être donné en garantie soit important.

Dérivés de crédit et garanties

Le 12 septembre 2008, le FASB a publié le FSP FAS 133-1 et le FIN 45-4, intitulé *Disclosures about Credit Derivatives and Certain Guarantees: An Amendment of FASB Statement No. 133 and FASB Interpretation No. 45; and Clarification of the Effective Date of FASB Statement No. 161* (FSP FAS 133-1 et FIN 45-4). Le FSP modifie le FAS 133 en ce sens qu'il exige la présentation d'informations supplémentaires sur les répercussions défavorables possibles des variations du risque de crédit sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie des entités qui vendent des dérivés de crédit, y compris ceux qui sont incorporés à des instruments hybrides. Le FSP modifie également le FIN 45, intitulé *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness to Others*, en ce sens qu'il exige la présentation d'informations supplémentaires sur l'état actuel du risque lié au paiement ou à l'exécution d'une garantie. Le FSP FAS 133-1 et le FIN 45-4 qui, en ce qui nous concerne, ont pris effet le 1^{er} novembre 2008 modifient les obligations d'information concernant les dérivés de crédit et certaines garanties et, par conséquent, ils n'ont eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Événements ou circonstances qui obligeraient le vendeur à s'acquitter de ses obligations en vertu du dérivé de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent (actif référencé) d'une contrepartie à une autre. Ils offrent une protection contre la baisse de valeur de l'actif référencé par suite d'incidents de crédit précis comme un défaut de paiement ou une faillite.

Produits dérivés de crédit vendus

Le tableau ci-dessous illustre les produits dérivés de crédit pour lesquels nous vendons une protection de crédit. Ces produits ont été classés comme des titres jouissant d'une cote de première qualité ou d'une cote de qualité inférieure, en fonction de la qualité du crédit de l'actif référencé sous-jacent lié au dérivé de crédit. La valeur nominale de la plupart des dérivés de crédit représente le montant maximal que nous sommes tenus de payer. Cependant, nous ne surveillons pas uniquement le risque lié aux dérivés de crédit auquel nous sommes exposés en nous basant sur la valeur nominale, car cette mesure ne tient pas compte de la probabilité de réalisation. Par conséquent, la valeur nominale ne constitue pas un indicateur fiable du risque lié à ces contrats auquel nous sommes exposés.

Dérivés de crédit – protection vendue selon la cote/le profil désiré au chapitre de l'échéance

Au 30 avril 2009

	Paiement maximal/valeur nominale			Total	Juste valeur	
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		Positive	Négative
Swaps sur défaillance (1)						
Cote de première qualité (2)	9 390 \$	33 150 \$	10 228 \$	52 768 \$	118 \$	3 159 \$
Cote de qualité inférieure (2)	2 178	8 520	2 291	12 989	110	2 659
Aucune cote	1 923	7 521	462	9 906	8	629
	13 491 \$	49 191 \$	12 981 \$	75 663 \$	236 \$	6 447 \$
Options panier sur défaillance						
Aucune cote (3)	982 \$	5 647 \$	3 283 \$	9 912 \$	2 \$	2 644 \$
Total (4)	14 473 \$	54 838 \$	16 264 \$	85 575 \$	238 \$	9 091 \$

- (1) Les swaps sur défaillance comprennent les swaps sur rendement total qui représentent une tranche nominale de l'ensemble du portefeuille.
- (2) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé. Dans les cas où aucune cote externe n'était disponible, nous avons utilisé nos cotes internes.
- (3) Les options panier sur défaillance sont semblables aux swaps sur défaillance, sauf que l'instrument financier référencé sous-jacent est un groupe d'actifs plutôt qu'un actif unique. Par conséquent, aucune cote n'a été attribuée, car aucune cote ne peut être raisonnablement attribuée aux actifs sous-jacents.
- (4) Au 30 avril 2009, la valeur nominale et la valeur comptable nette de la protection de crédit vendue relativement à laquelle nous détenons une protection achetée assortie d'actifs sous-jacents identiques se chiffraient à 74,2 milliards de dollars et à 5,8 milliards, respectivement.

Garanties

Le tableau suivant illustre les principales garanties que nous avons fournies à des tiers, selon la cote de première qualité ou de qualité inférieure.

Au 30 avril 2009

	Montant maximal possible des paiements futurs				Valeur comptable
	Cote de première qualité (1)	Cote de qualité inférieure (1)	Aucune cote	Total	
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (2)	13 474 \$	3 292 \$	10 072 \$	26 838 \$	2 933 \$
Facilités de garantie de liquidités	34 211	1 142	–	35 353	99
Produits à valeur stable	24 884	–	–	24 884	210
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	13 351	5 919	3 636	22 906	100
Rehaussements de crédit	4 738	–	–	4 738	30
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	–	–	331	331	–

- (1) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé.
- (2) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des options panier sur défaillance d'un montant de 3,6 milliards de dollars et à des options de vente position vendeur d'un montant de 6,5 milliards.
- (3) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin pour lesquelles le montant maximal possible des paiements futurs s'élève à 3,6 milliards de dollars, car aucune cote n'est actuellement disponible en ce qui concerne l'entité sous-jacente liée à ces garanties.

Opérations de titrisation et EDDV

Le 11 décembre 2008, le FASB a publié le Staff Position FAS 140-4 et le FIN 46(R)-8, intitulé *Disclosures by Public Entities about Transfer of Financial Assets and Interests in Variable Interest Entities* (FSP FAS 140-4 et FIN 46 (R)-8), qui modifie le FASB Statement No. 140, intitulé *Accounting for Transfers and Servicing of Financial Assets and Extinguishments of Liabilities* (FAS 140), et en vertu duquel les sociétés ouvertes doivent fournir des informations supplémentaires sur leur intervention continue dans les actifs financiers transférés et sur le risque connexe conservé, ainsi que sur tout soutien contractuel ou autre fourni et sur tout soutien financier futur aux structures d'accueil. Cet énoncé modifie également le FASB Interpretation No. 46 (révisé en décembre 2003), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities* (FIN 46), et il exige que les sociétés ouvertes, y compris les promoteurs qui détiennent des droits variables dans une entité à détenteurs de droits variables, fournissent des informations supplémentaires sur leur participation à des entités à détenteurs de droits variables. Les obligations d'information en vertu du FSP FAS 140-4 et du FIN 46 (R)-8 qui, en ce qui nous concerne, ont pris effet le 1^{er} novembre 2008 n'ont eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Opérations de titrisation

Nous avons généralement recours à des structures d'accueil aux fins de diverses opérations de titrisation dans le cadre desquelles les actifs financiers sont transférés à une structure d'accueil et montés sous forme de titres ou de droits semblables qui sont vendus à des investisseurs. Les structures d'accueil peuvent être des EDDV telles qu'elles sont définies dans la NOC-15 de l'ICCA et dans le FIN 46(R), intitulés *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, ou des

structures d'accueil admissibles telles qu'elles sont définies dans la NOC-12 et dans le FAS 140.

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

Opérations de titrisation par principal type de produit*Créances sur cartes de crédit*

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil, sur une base renouvelable. Cette entité est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Des cotes sont attribuées aux émissions par au moins deux agences de notation, soit Dominion Bond Rating Service (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) ou Standard & Poor's (S&P). La structure d'accueil est une structure d'accueil admissible; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas la consolider.

Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible et nous administrons cette dernière. De plus, nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux marges excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des actifs. Les marges excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Les marges excédentaires

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

servent à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influencent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. La valeur actualisée de ces marges excédentaires est inscrite dans nos bilans consolidés à titre de droits conservés dans nos titres disponibles à la vente. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible pour régler les charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par la structure d'accueil admissible.

Qui plus est, nous détenons la totalité des titres de rang inférieur émis par la structure d'accueil admissible, sauf en ce qui concerne les titres de série 1999-3, lesquels sont détenus par des tiers investisseurs et viendront à échéance le 15 juillet 2009. Les titres de rang inférieur que nous détenons représentent environ 4 % du total des titres de premier rang émis par la structure d'accueil admissible au 30 avril 2009 et ils fournissent un soutien du crédit pour les titres de premier rang. Ces titres subordonnés sont inscrits dans les titres disponibles à la vente figurant dans nos bilans consolidés. Nous agissons également à titre de contrepartie relativement à des swaps de taux et à des swaps de devises en vertu desquels nous versons à la structure d'accueil admissible les intérêts payables aux investisseurs; de même, nous pouvons détenir certains titres de premier rang à titre de placements ou dans le cadre de nos activités de tenue de marché, et nous conservons un compte de réserve de temps à autre.

Prêts hypothécaires résidentiels canadiens

Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels canadiens garantis par le gouvernement, par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et cédon une partie de ces titres dans le cadre d'enchères gouvernementales ainsi qu'à une structure d'accueil indépendante, sur une base renouvelable. Cette structure d'accueil indépendante est financée par l'émission d'obligations hypothécaires garanties par le gouvernement à des tiers investisseurs. La structure d'accueil indépendante utilise le produit de l'émission pour acheter des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par le gouvernement.

Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents que nous avons titrisés nous-mêmes ou qu'un gestionnaire indépendant a titrisés. Nous conservons également des droits liés aux écarts excédentaires en ce qui concerne les titres adossés à des créances hypothécaires vendus. La valeur actualisée de cet excédent est inscrite dans nos bilans consolidés à titre de droits conservés dans nos titres disponibles à la vente ou dans nos titres détenus à des fins de transaction. Par ailleurs, nous agissons à titre de contrepartie dans le cadre de swaps de taux, en vertu desquels nous versons à la structure d'accueil indépendante les intérêts payables aux investisseurs et nous touchons les intérêts sur les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par le gouvernement.

Prêts hypothécaires résidentiels américains

Nous procédons au montage et à la vente de prêts hypothécaires américains sur le marché secondaire des prêts hypothécaires et nous vendons ces prêts à des émetteurs ou à des garants de titres adossés à des créances hypothécaires. Les émetteurs sont habituellement des entités commanditées par le gouvernement qui titrisent ces prêts hypothécaires sous forme de titres adossés à des créances hypothécaires et garantissent le paiement ponctuel du capital et des intérêts. Nous continuons de fournir uniquement des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents que nous avons vendus nous-mêmes, ou par l'entremise d'un gestionnaire indépendant, à des fins de financement ou aux fins des besoins de trésorerie.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des structures d'accueil sous forme de groupes de biens affectés en garantie qui satisfont à certains critères de diversification, de levier

financier et de couverture de la dette. Nous sommes le promoteur d'une de ces structures d'accueil. Les structures d'accueil financent l'achat de ces groupes de biens en émettant des certificats de rangs divers. Les certificats émis par la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur sont assortis de cotes de crédit allant de AAA à B- qui leur ont été attribuées par deux des agences suivantes : DBRS, Moody's et S&P. Aucune cote de crédit n'est attribuée à la plupart des certificats qui sont au rang le plus bas. Les certificats représentent les droits en copropriété dans le groupe de biens affectés en garantie, et la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur, qui a vendu tous les droits en copropriété liés au groupe de biens, n'assume aucun des risques liés aux groupes de biens affectés en garantie.

Nous ne conservons aucun droit de bénéficiaire dans les prêts vendus, sauf si nous achetons certains titres émis par les structures d'accueil pour notre compte. Aux termes d'un contrat conclu avec le tiers gestionnaire cadre, nous sommes le principal gestionnaire des prêts qui sont vendus à la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur. Le tableau suivant illustre le classement des actifs et des passifs comptabilisés dans nos bilans consolidés qui sont liés aux opérations que nous concluons avec la structure d'accueil admissible et avec des structures d'accueil, ainsi que le total de l'actif de la structure d'accueil admissible.

	Au 30 avril 2009	
	Droits liés aux opérations de titrisation	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels
Total de l'actif de la structure d'accueil admissible (1)	4 112 \$	s.o. \$
Actif figurant au bilan		
Titres – détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente	1 004 \$	1 214 \$
Prêts – de détail et de gros	7	–
Dérivés	–	116
Total	1 011 \$	1 330 \$
Passif figurant au bilan		
Dérivés	76 \$	679 \$
Total	76 \$	679 \$

(1) Représente le solde résiduel du capital lié aux actifs détenus par la structure d'accueil admissible, calculé selon les informations les plus à jour disponibles.

s.o. : sans objet

Flux de trésorerie provenant de titrisations (1)

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009		Pour le semestre terminé le 30 avril 2009	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Produit réinvesti dans les transferts sur une base renouvelable	4 005 \$	3 229 \$	8 402 \$	5 328 \$
Flux de trésorerie découlant des marges excédentaires (2)	64	137	135	206
Autres flux de trésorerie reçus (3)	8	–	21	–

(1) Les autres flux de trésorerie reçus sur les titres que nous détenons aux fins des prêts hypothécaires commerciaux au Canada sont peu importants.

(2) Comprend les honoraires de gestion reçus.

(3) Comprend les flux de trésorerie reçus sur les titres disponibles à la vente que nous détenons, y compris les paiements de capital et d'intérêts reçus.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Prêts gérés**

	Au 30 avril 2009		
	Capital des prêts	En souffrance (1)	Radiations nettes
Prêts de détail	233 206 \$	1 582 \$	353 \$
Prêts de gros	87 642	3 203	337
Total des prêts gérés	320 848 \$	4 785 \$	690 \$
Moins : prêts titrisés et gérés			
Prêts sur cartes de crédit	3 953	59	35
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles canadiens créés et vendus	27 421	133	–
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles canadiens créés et conservés	8 297	40	–
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles américains créés et vendus	337	1	–
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	280 840 \$	4 552 \$	655 \$

(1) Comprend des prêts douteux ainsi que des prêts en souffrance depuis 90 jours en vertu de contrats, mais qui ne sont pas considérés comme des prêts douteux.

Augmentation (diminution) de la juste valeur des droits conservés advenant un changement défavorable des hypothèses clés (1), (2)

	Au 30 avril 2009	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
	Au 30 avril 2009	
Juste valeur des droits conservés	22,9 \$	1 210,8 \$
Moyenne pondérée de la durée de la gestion qu'il reste à assurer (en années)	0,25	3,12-4,34
Taux de remboursement	34,70 %	11,00-24,00 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,2)\$	(145,6)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(2,4)	(179,1)
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	3,66 %	1,83-1,94 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(5,1)\$	(135,3)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(10,3)	(357,3)
Pertes sur créances prévues	3,46 %	– %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(2,2)\$	– \$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(4,4)	–
Taux d'actualisation	10,00 %	0,42-1,93 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	– \$	(1,9)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	–	(3,8)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, lequel est mensuel.

(2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.

EDDV

Nous effectuons des analyses qualitatives et, dans certains cas, des analyses quantitatives afin de déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire d'une EDDV, et nous nous basons pour ce faire sur les faits et circonstances ainsi que sur nos droits dans l'EDDV. Le tableau suivant illustre les actifs et les passifs des EDDV consolidées que nous inscrivons à nos bilans consolidés.

	Au 30 avril 2009				
	EDDV de financement structuré	Fonds de placement	EDDV de création de produits de crédit	Autres (3)	Total
Actif consolidé (1), (2)					
Trésorerie	– \$	114 \$	– \$	859 \$	973 \$
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	1 286	781	176	4	2 247
Prêts – de détail et de gros	1 722	–	–	12 995	14 717
Autres actifs	–	45	–	54	99
	3 008 \$	940 \$	176 \$	13 912 \$	18 036 \$
Passif consolidé					
Autres passifs (4)	2 848 \$	108 \$	– \$	28 \$	2 984 \$

(1) Au 30 avril 2009, nos structures de rémunération détenaient 61 millions de dollars de nos actions ordinaires, montant qui est comptabilisé à titre d'actions autodétenues et qui représente le total de l'actif de ces structures. L'obligation de fournir ces actions ordinaires aux employés est inscrite à titre d'augmentation du surplus d'apport lorsque la charge de rémunération à base d'actions connexe est constatée.

(2) Les garanties dont disposent les investisseurs grèvent uniquement les actifs des EDDV consolidées connexes et non l'ensemble de nos actifs, à moins que nous ne manquions à nos obligations contractuelles à l'égard de ces EDDV, que nous n'offrions des facilités de liquidité ou des rehaussements de crédit aux EDDV ou que nous ne concluons des opérations sur produits dérivés avec ces dernières. Dans le cours normal des activités, les actifs de chaque EDDV consolidée ne peuvent, de façon générale, que servir à régler les obligations de l'EDDV.

(3) Comprend notre programme d'obligations couvertes. Les obligations couvertes émises en vertu de ce programme sont garanties par des prêts hypothécaires. Au moment de la consolidation, nous éliminons le prêt que nous fournissons à l'EDDV pour l'achat des prêts hypothécaires.

(4) Les autres passifs représentent généralement les effets émis par les EDDV.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Nous pouvons détenir des droits variables importants dans des EDDV. Nous ne consolidons pas ces EDDV, mais nous avons comptabilisé, dans nos bilans consolidés, les actifs et les passifs découlant de nos opérations avec ces EDDV et de notre participation à ces dernières. Le tableau suivant illustre ces informations. De plus, le FSP FAS 140-4 et le FIN 46(R)-8 exigent la présentation d'informations sur les EDDV dont nous sommes le promoteur et dans lesquelles nous détenons des droits

variables. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une EDDV, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et de facteurs quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'EDDV, notre participation continue dans l'EDDV et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'EDDV. Le tableau illustre également les EDDV dont nous sommes le promoteur et dans lesquelles nous détenons un droit variable, même si ce droit n'est pas important.

Au 30 avril 2009							
	Conduits multicédants (1)	EDDV de financement structuré	EDDV de création de produits de crédit (2)	Conduits de tiers	Fonds de placement	Autres (3)	Total
Total de l'actif des EDDV non consolidées	36 356 \$	11 082 \$	3 238 \$	727 \$	199 \$	118 589 \$	170 191 \$
Actif figurant au bilan							
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	– \$	1 454 \$	17 \$	– \$	86 \$	83 \$	1 640 \$
Prêts – de détail et de gros	1 810	1 695	–	201	–	–	3 706
Dérivés	–	35	1 107	–	–	–	1 142
Autres produits	–	–	–	–	–	127	127
Total	1 810 \$	3 184 \$	1 124 \$	201 \$	86 \$	210 \$	6 615 \$
Passif figurant au bilan							
Dérivés	– \$	– \$	187 \$	– \$	– \$	– \$	187 \$
Autres passifs	106	1	2 288	–	–	6	2 401
Total	106 \$	1 \$	2 475 \$	– \$	– \$	6 \$	2 588 \$
Risque de perte maximal	36 933 \$	4 455 \$	797 \$	360 \$	87 \$	156 \$	42 788 \$

- (1) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur au 30 avril 2009. L'actif réel détenu par ces conduits au 30 avril 2009 se chiffrait à 28 673 millions de dollars.
- (2) Sont exclus de ce tableau des titres détenus à des fins de transaction que nous avons transférés à ces EDDV à titre de garantie des effets capitalisés émis par les EDDV au 30 avril 2009. Les transferts ne satisfont pas aux critères pour la comptabilisation d'une vente en vertu du FAS 140; par conséquent, ces actifs demeurent inscrits à nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre d'emprunts garantis. Se reporter à l'analyse sur la création de produits de crédit qui est présentée ci-après.
- (3) Comprend les fonds liés aux crédits d'impôt et les fonds communs de placement dont nous sommes le promoteur et qui sont décrits dans l'analyse portant sur les autres structures importantes.

Conduits multicédants et conduits de tiers

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans les six programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des structures multicédantes (conduits multicédants) que nous administrons, et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. En notre qualité d'agent administrateur, nous touchons des honoraires résiduels relativement à la prestation de services tels que la coordination des activités de financement, le montage d'opérations, la signature de documents et la surveillance des opérations.

Le papier commercial qu'émet chaque conduit multicédants est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédants et il ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de liquidité ou des facilités de rehaussement de crédit. En 2008, certains conduits multicédants ont effectué des prélèvements sur des facilités de garantie de liquidité. Se reporter aux notes 5 et 15 pour des renseignements supplémentaires à ce sujet. Nous pouvons également acheter du papier commercial émis par nos conduits multicédants en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 30 avril 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 204 millions de dollars, et ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction.

Nous fournissons aux conduits multicédants des facilités de liquidités liées à l'opération et à l'échelle du programme. Les facilités de liquidités liées à l'opération constituent des facilités consenties et elles égalent généralement 102 % des plafonds de financement établis par les conduits en vertu des conventions d'achat de créances. Nos facilités de liquidités à l'échelle du programme constituent des facilités non consenties aux termes desquelles nous pouvons, sans toutefois y être tenus, consentir des avances sous forme de prêts aux conduits multicédants. Ces facilités fournissent aux conduits multicédants une autre source de financement advenant le cas où ceux-ci n'auraient pas accès au marché du papier commercial. Nous fournissons également aux conduits multicédants des rehaussements de crédit à l'échelle du programme, en vertu desquels nous sommes tenus d'acheter des actifs ou d'avancer des fonds lorsque le conduit multicédants n'a pas autrement accès à des fonds d'autres sources, telles que les facilités de

liquidités, pour régler le papier commercial arrivant à échéance. La facilité de rehaussement de crédit représente au moins 10 % de la valeur nominale du papier commercial en circulation. Dans certains cas, nous, ou un autre tiers, pouvons fournir un rehaussement de crédit lié à l'opération sous des formes diverses. Nous touchons des honoraires basés sur le marché relativement à la prestation de ces facilités de liquidités et de crédit.

Chaque opération est structurée à l'aide d'un rehaussement de crédit lié à l'opération fourni par le tiers vendeur. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement établi de manière à couvrir de multiples pertes subies.

Un tiers non lié est exposé à une « position de perte de premier niveau des conduits multicédants », telle que celle-ci est définie à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. En vertu de cette position, il doit prendre en charge les pertes subies, le cas échéant, avant nous en notre qualité de fournisseur de facilités de rehaussement de crédit ou de facilités de liquidités à l'échelle du programme. Pour déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire des conduits multicédants, nous avons effectué des analyses quantitatives dans le cadre desquelles nous avons calculé les flux de trésorerie liés aux actifs des conduits multicédants et leur probabilité de défaillance ou la révision à la baisse de leurs cotes de crédit au moyen de la méthode de Monte-Carlo, pour laquelle le risque de crédit constitue une variable principale. Nous avons également analysé la variabilité à laquelle nous sommes exposés en raison des frais administratifs engagés par les entités. En nous basant sur les données historiques concernant les charges et sur la durée de vie moyenne pondérée du portefeuille d'actifs de chaque conduit multicédants, nous avons utilisé des simulations pour déterminer notre perte prévue découlant de ces charges. Nous avons ensuite ajouté le montant de cette perte prévue aux pertes liées au risque de crédit que nous prévoyons subir pour calculer le total des pertes prévues d'un conduit multicédants. Selon notre analyse, nous ne sommes pas le principal bénéficiaire et nous ne consolidons pas ces conduits.

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Nous détenons des droits variables importants dans des conduits de tiers composés de titres adossés à des actifs (conduits de tiers) principalement grâce à la prestation de facilités de garantie de liquidités. Tout comme les autres institutions financières, nous devons fournir du financement au titre de ces facilités si ces conduits de tiers ne disposent pas de fonds suffisants pour régler le papier commercial en circulation. Comme nos facilités de soutien de liquidités ne nous exposent pas à la majorité des pertes prévues, nous ne consolidons pas ces conduits.

EDDV de financement structuré

Nous avons acheté des titres à enchères auprès d'entités incluant des EDDV. Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés en raison de notre participation à ces entités est fonction du montant des titres à enchères que nous détenons. Nous pourrions subir des pertes liées à ces titres à enchères si des défauts de paiement sur les prêts aux étudiants sous-jacents se produisent; cependant, le capital et les intérêts courus sur ces prêts sont en grande partie garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. Dans certains cas, nous avons recours à des analyses quantitatives pour déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire d'une fiducie, lorsque l'analyse qualitative n'est pas suffisante. L'analyse quantitative consiste à déterminer les pertes prévues prises en charge par le détenteur des droits résiduels et par les porteurs de titres de créance de premier rang et de rang inférieur. La perte prévue prise en charge par le détenteur des droits résiduels est déterminée à l'aide d'un modèle qui sert à calculer les flux de trésorerie prévus liés aux écarts excédentaires prévus. La perte prévue liée aux titres de créance de premier rang et de rang inférieur est basée sur le risque de crédit lié à la tranche de la dette qui n'est pas garantie par le gouvernement. Nous sommes également exposés au risque lié aux taux de base, car les taux d'intérêt liés aux actifs des EDDV et des titres à enchères sont basés sur différents indices. Nous détenons des droits variables importants dans certaines entités non consolidées. Nous consolidons les entités dans lesquelles notre participation nous expose à une majorité des pertes prévues.

Par ailleurs, nous vendons des titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, qui sont soutenus par une lettre de crédit que nous émettons, et nous sommes tenus de fournir un financement advenant toutes pertes sur créances liées aux titres à enchères. Nous touchons des honoraires basés sur le marché en notre qualité d'agent de revente et relativement à la prestation de la lettre de crédit et des facilités de liquidités. Nous avons effectué des analyses quantitatives pour déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Pour calculer la perte prévue, nous tenons compte des cotes de crédit attribuées aux actifs, du taux de recouvrement et des cotes attribuées aux entreprises, qui servent de paramètres d'entrée aux fins des divers scénarios concernant les flux de trésorerie et les pertes sur créances. Nous tenons également compte du risque de taux en déterminant les taux d'intérêt prévus des divers indices. À l'aide de tous ces paramètres d'entrée, nous calculons la variabilité des flux de trésorerie liés aux écarts excédentaires. Se reporter à la note 10 pour une analyse détaillée des résultats de nos calculs de la perte prévue pour le deuxième trimestre de 2009. La structure des autres programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères auxquels nous participons est semblable aux structures décrites ci-dessus. Nous pouvons également détenir les certificats résiduels émis par certains des programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères, situation en raison de laquelle nous sommes exposés au risque lié aux taux de base. Nous consolidons les programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères pour lesquels nous devons prendre en charge la majorité des pertes prévues en raison de notre participation continue dans ces programmes.

Nous avons vendu des titres à enchères à une EDDV non affiliée et non consolidée à leur juste valeur de marché. L'achat de ces titres à enchères par cette entité a été financé grâce à un prêt que nous lui avons consenti, prêt qui est garanti par divers actifs de l'entité. Nous sommes, relativement à ce prêt, exposés à des pertes sur créances liées aux titres à enchères, mais ces pertes sont atténuées par la qualité

élevée du crédit des titres à enchères. L'entité conclut également des opérations sur produits dérivés pour lesquels nous pourrions être le garant des obligations de l'EDDV. Le risque de crédit lié à l'EDDV auquel nous sommes exposés en raison de ces garanties n'est pas important, car ces dernières sont soutenues par des nantisements en espèces et car les produits dérivés sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Nous occupons divers rôles administratifs pour l'EDDV, agissons notamment en qualité d'agent de revente pour les titres à enchères, et touchons des honoraires en fonction des services fournis. Les contrepartistes aux dérivés de taux d'intérêt sont exposés à la majeure partie de la variabilité à laquelle l'EDDV est exposée; par conséquent, nous ne consolidons pas cette entité.

Création de produits de crédit

Dans certains cas, nous investissons dans les effets capitalisés et non capitalisés émis par les EDDV de création de produits de crédit. Nous pouvons transférer nos actifs aux EDDV à titre de garanties des effets capitalisés et être tenus de racheter ces actifs ultérieurement. Les investisseurs dans les effets capitalisés ne sont pas exposés au risque de crédit ou au risque de marché liés aux actifs donnés en garantie, car nous sommes tenus de racheter les actifs pour un montant égal à leur valeur nominale, mais nous atténuons en grande partie le risque de crédit et le risque de marché liés aux actifs donnés en garantie, car nous pouvons remplacer ceux-ci. Les effets non capitalisés sont de rang supérieur aux effets capitalisés. Les investisseurs dans ces effets capitalisés et non capitalisés sont exposés au risque de crédit en raison de la protection de crédit fournie aux EDDV, selon le rang de ces effets. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons en outre le risque de crédit connexe de contrepartie des EDDV. À l'heure actuelle, pour certaines EDDV, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces EDDV. Afin de savoir si nous sommes tenus de consolider les EDDV, nous déterminons si nos investissements dans les effets nous exposent à assumer la majorité des pertes prévues.

Fonds de placement

Les fonds de placement sont généralement financés au moyen de placements que nous effectuons ou que des tiers investisseurs effectuent. Nous agissons également à titre de dépositaire ou d'administrateur pour plusieurs fonds. Par l'intermédiaire de nos placements dans certains fonds, nous pouvons être exposés au risque de marché lié aux placements sous-jacents. Nous pouvons également être exposés à un risque de contrepartie découlant des opérations visant des dérivés sur actions.

Autres structures importantes

Nous avons créé certains fonds pour transférer à des tiers les crédits d'impôt obtenus à l'égard de projets immobiliers d'habitations à loyer modéré ou de restauration historique (fonds liés aux crédits d'impôt). Nous sommes les commanditaires des fonds liés aux crédits d'impôt en raison de la responsabilité qui nous incombe de gérer les actifs, de structurer le financement et d'effectuer les tâches administratives pour ces fonds liés aux crédits d'impôt. Nous sommes également les commanditaires de nos fonds communs de placement étant donné notre capacité à influencer les décisions de placement de ces fonds et notre engagement continu dans la gestion de ces fonds.

Compensation de montants liés à certains contrats

Le 30 avril 2007, le FASB a publié le Staff Position FIN 39-1, intitulé *Amendment of FASB Interpretation No. 39 (FSP FIN 39-1)*, qui modifie certains éléments du FIN 39, intitulé *Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*, de façon à permettre à une entité publiante de compenser la juste valeur des instruments dérivés et du droit de récupérer les garanties en espèces (une créance) ou de l'obligation de rembourser les garanties en espèces (une dette) par la juste valeur des instruments dérivés conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même accord général de compensation, peu importe s'il y a intention ou non de procéder à un règlement net. Nous avons adopté le FSP FIN 39-1 le 1^{er} novembre 2008, et conformément à ce FSP, nous avons compensé la juste valeur dans notre bilan consolidé préparé selon les PCGR des États-Unis de la façon suivante, qui tient compte des résultats des

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

périodes comparatives : au 30 avril 2009, la juste valeur des instruments dérivés déduite des actifs et des passifs dérivés s'établissait à 80,1 milliards de dollars (40,0 milliards au 30 avril 2008); au 30 avril 2009, une garantie en espèces de 9,4 milliards de dollars et de 4,7 milliards, respectivement (2,9 milliards et 2,4 milliards au 30 avril 2008, respectivement) a été portée en déduction des actifs et des passifs dérivés; au 30 avril 2009, nous détenions 11,7 milliards de dollars (5,0 milliards au 30 avril 2008) de garanties liées aux dérivés, dont une tranche de 7,5 milliards (1,5 milliard au 30 avril 2008) pouvait être portée en déduction du risque de crédit.

Modification des directives relatives à la perte de valeur du EITF Issue No. 99-20

Le 12 janvier 2009, le FASB a publié le FSP No. EITF 99-20-1, intitulé *Amendments to the Impairment Guidance of EITF Issue No. 99-20 (FSP EITF 99-20-1)*, qui modifie les directives relatives à la perte de valeur établies dans l'EITF 99-20, intitulé *Recognition of Interest Income and Impairment on Purchased and Retained Beneficial Interests That Continue to Be Held by a Transferor in Securitised Financial Assets (EITF 99-20)*, afin d'harmoniser davantage le modèle relatif à la perte de valeur prescrit par le EITF 99-20 avec celui du SFAS 115, intitulé *Accounting for certain Investments in Debt and Equity Securities*. Plus particulièrement, le FSP EITF 99-20-1 exige que la direction évalue s'il est probable qu'un changement défavorable se soit produit à l'égard des flux de trésorerie estimatifs liés à certains droits de bénéficiaire dans les actifs financiers titrisés au lieu d'utiliser les hypothèses des participants du marché dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs. En ce qui nous concerne, le FSP EITF 99-20-1 a pris effet le 1^{er} novembre 2008, et son adoption n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Avantages fiscaux liés aux dividendes versés à titre d'attributions sous forme de paiements à base d'actions

En juin 2007, le FASB s'est rallié au consensus de l'Emerging Issues Task Force (EITF) au sujet de l'Issue 06-11, intitulée *Accounting for Income Tax Benefits of Dividends on Share-Based Payment Awards (EITF 06-11)*, qui touche les avantages fiscaux réalisés sur le versement de dividendes dans le cadre de certaines ententes de paiement à base d'actions, le versement de ces dividendes pouvant être traité comme une charge de rémunération déductible aux fins fiscales. En vertu de l'EITF 06-11, un avantage fiscal réalisé sur des dividendes ou des équivalents de dividendes imputés aux bénéfices non répartis et versés à des employés pour des actions de participation ou des unités d'actions de participation dont les droits n'ont pas été acquis ou pour des options d'actions en cours doit être comptabilisé à titre d'augmentation du surplus d'apport. Ces avantages fiscaux sont considérés comme des avantages fiscaux excédentaires selon le FAS 123 (R). L'EITF est également parvenu au consensus final suivant : si l'estimation d'une entité concernant les extinctions augmente (donnant ainsi lieu à une charge de rémunération), le montant des avantages fiscaux connexes qui sont reclassés du surplus d'apport à l'état des résultats devrait se limiter au compte des avantages fiscaux excédentaires. En ce qui nous concerne, cette norme a pris effet le 1^{er} novembre 2008, et son adoption n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des nouvelles normes comptables décrites ci-dessous sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Regroupements d'entreprises

En décembre 2007, le FASB a publié le Statement No. 141 (révisé en 2007), intitulé *Business Combinations (FAS 141(R))*, qui remplace le Statement No. 141, intitulé *Business Combinations (FAS 141)*. Le FAS 141(R), qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009, reprend les exigences fondamentales du FAS 141, notamment l'identification d'un acquéreur pour chaque regroupement d'entreprises et l'utilisation de la méthode d'acquisition pour tous les regroupements

d'entreprises. Les modifications importantes apportées au FAS 141(R) comprennent ce qui suit :

- Un plus grand nombre d'actifs acquis et de passifs pris en charge doivent être évalués à la juste valeur à la date d'acquisition;
- Les passifs liés à une contrepartie conditionnelle doivent être réévalués à la juste valeur et réévalués à chaque période subséquente;
- Les coûts d'acquisition engagés par l'acquéreur doivent être passés en charges;
- La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales doit être évaluée initialement à la juste valeur et classée à titre de composante distincte des capitaux propres.

En avril 2009, le FASB a publié le FSP No. 141 (R)-1, intitulé *Accounting for assets acquired and liabilities assumed in a business combination that arise from contingencies*, qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009. Ce FSP modifie le FAS 141(R), exigeant de l'acquéreur qu'il évalue les actifs acquis et les passifs pris en charges découlant d'éventualités lors d'un regroupement d'entreprises à leur juste valeur à la date d'acquisition si celle-ci peut être déterminée. Si la juste valeur ne peut être déterminée, alors les critères de constatation et les indications du FAS 5 et du FIN 14 s'appliquent. Après la constatation initiale, une société doit élaborer une formule systématique et logique pour les évaluations subséquentes des passifs, selon leur nature.

Part des actionnaires sans contrôle

En décembre 2007, le FASB a publié le Statement No. 160, intitulé *Noncontrolling Interests in Consolidated Financial Statements – an amendment of ARB No. 51 (FAS 160)*. Le FAS 160, qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009, améliore la pertinence, la comparabilité et la transparence de l'information que présente une entité dans ses états financiers relativement à la part des actionnaires sans contrôle. Les principales exigences du FAS 160 comprennent ce qui suit :

- Toute participation dans les filiales détenue par des parties autres que la société mère doit être présentée séparément des capitaux propres de la société mère;
- Le montant du bénéfice net consolidé attribuable à la société mère et à la part des actionnaires sans contrôle doit être indiqué clairement et présenté dans l'état consolidé des résultats;
- Après l'obtention d'un contrôle, tout changement dans une participation qui n'entraîne pas une perte de contrôle doit être comptabilisé comme une opération sur capitaux propres;
- Tout changement à l'égard d'une participation dans une filiale consolidée qui entraîne une perte de contrôle et la déconsolidation de cette filiale donnera lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte et toute participation ne donnant pas le contrôle qui a été conservée dans l'ancienne filiale sera initialement évaluée à la juste valeur.

Instruments de créance convertibles

En mai 2008, le FASB a publié le Staff Position APB 14-1, intitulé *Accounting for Convertible Debt Instruments That May Be Settled in Cash upon Conversion (Including Partial Cash Settlement) (FSP APB 14-1)*. Ce FSP qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009, précise que les émetteurs d'instruments de créance convertibles devraient comptabiliser séparément les composantes passif et capitaux propres de façon à refléter adéquatement le taux d'emprunt de l'entité qui s'appliquerait à un instrument de créance non convertible.

Indications et informations à fournir additionnelles concernant l'évaluation de la juste valeur et la perte de valeur durable d'un titre.

Le 9 avril 2009, le FASB a publié trois Staff Positions (FSP) afin de fournir des indications d'applications additionnelles et d'améliorer les informations à fournir concernant l'évaluation à la juste valeur et la perte de valeur durable d'un titre. Les FSP qui, en ce qui nous concerne, ont pris effet le 1^{er} mai 2009, sont les suivants :

- Le FSP FAS 157-4, intitulé *Determining Fair Value When the Volume and Level of Activity for the Asset or Liability Have Significantly Decreased and Identifying Transactions That Are Not Orderly*, qui fournit des facteurs additionnels à prendre en compte pour l'évaluation à la juste valeur lorsque le niveau d'activité d'un

Note 18 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

- marché pour un actif ou un passif a subi une baisse importante et lorsque les cours sont liés à des opérations qui sont jugées ne pas être ordonnées. Il accroît également les exigences d'informations à fournir concernant la juste valeur des instruments financiers.
- Le FSP FAS 115-2 et le FAS 124-2, intitulés *Recognition and Presentation of Other-than-Temporary Impairments*, qui modifient les indications en matière d'évaluation de perte de valeur et les principes de constatation de la perte de valeur durable pour les titres de créance, et accroissent les exigences de présentation et d'informations à fournir pour les titres de créance et de capitaux propres.
- Le FSP FAS 107-1 et le APB 28-1, intitulés *Interim Disclosures about Fair Value of Financial Instruments*, qui augmentent la fréquence de la présentation d'informations concernant la juste valeur, laquelle devient exigible sur une base trimestrielle plutôt qu'annuelle.

Comptabilisation des opérations de transfert d'un actif financier et de financement du rachat de cet actif

En février 2008, le FASB a publié le FSP FAS 140-3, intitulé *Accounting for Transfers of Financial Assets and Repurchase Financing Transactions* (FSP 140-3), qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009. Le FSP 140-3 exige que le transfert initial d'un actif financier et le

financement du rachat qui a été conclu lors du transfert initial, ou en prévision de celui-ci, soient évalués ensemble à titre d'opérations liées en vertu du SFAS 140, à moins que certains critères soient respectés.

Déterminer si un instrument (ou une composante incorporée) est indexé sur le cours des actions de l'entité

En juin 2008, le FASB a publié l'EITF 07-5, intitulé *Determining Whether an Instrument (or Embedded Feature) is Indexed to an Entity's Own Stock*, qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2009. Cet EITF établit un processus en deux étapes pour déterminer si un instrument financier lié à des actions et des composantes incorporées sont indexés sur le cours des actions d'une société, dans le but d'établir si l'exception concernant le champ d'application de la définition d'un dérivé du SFAS 133 devrait s'appliquer.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou
416-263-9394 (communications internationales)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investorrelations

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2008, nous pourrions racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2009

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	4 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2009

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registre	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ et AL	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AN, AP et AR	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AT, AV et AX	23 juillet 22 octobre	27 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre



Sources Mixtes
Fournisseur FSC SW-COC-952
©1996 Forest Stewardship Council



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.